

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Université Abou El Kacem Saâdallah – Alger 2
Faculté des Langues Etrangères



Thème :

***Débat du second tour des présidentielles françaises de 2017 : entre
réalisation médiatique et persuasion politique***

Thèse de doctorat en Sociolinguistique et Analyse du discours

Présentée par :

Zohra Baya KIMOUCHE

Sous la direction de :

Mme. Nadia GRINE (Professeure, Université africaine d'Adrar).

Jury :

❖ Mme Essafia Amorouayach	Professeure U. Alger 2	Présidente
❖ Mme Nadia Grine	Professeure U. Adrar	Rapporteure
❖ Mme Wafa Bedjaoui	MCA U. Alger 2	Examinatrice
❖ Mme Farida Boumeddine	MCA U. Alger 2	Examinatrice
❖ Mme Ibtissem Chachou	Professeure U. Mostaganem	Examinatrice
❖ Mme Kamila Oulebsir	MCA ENS- Bouzaréah	Examinatrice

Soutenue le 8.12.2021

ANNEXES

SOMMAIRE

Transcription du corpus	4
Résumé de la thèse.....	148
ملخص أطروحة الدكتوراه	159

Transcription du corpus

Corpus audiovisuel

<https://www.youtube.com/watch?v=iOAbBdlWgz0>

Débat de l'entre-deux-tours de 2017 animé par Nathalie Saint-Cricq et Christophe Jakubyszyn, et mettant en duel Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

NSC : Nathalie Saint-Cricq

EM : Emmanuel Macron

CJ : Christophe Jakubyszyn

MLP : Marine Le Pen

1 NSC : Bonsoir et bienvenue. Bonsoir Marine le Pen

2 MLP : Bonsoir.

3 NSC : Bonsoir Emmanuel Macron.

4 EM : Bonsoir.

5 NSC : Et bonsoir Christophe.

6 CJ : Bonsoir Nathalie et bonsoir à tous bienvenue pour ce débat de l'entre-deux-tours. Pendant deux heures nous évoquerons l'économie, le terrorisme, l'éducation et l'Europe. Vous avez aussi souhaité, tous les deux, en fin d'émission, disposer d'une carte blanche pour évoquer le thème de votre choix.

7 NSC : Alors notre rôle sera de veiller sur la stricte égalité de votre temps de parole, et également à l'équité de vos échanges.

8 CJ : Vous pouvez également suivre ce débat sous-titré sur TF1, France 2, LCI et France Info ; et en langue des signes sur l'antenne de France Info, et le site internet de LCI.

9 NSC : Alors le tirage au sort vous a désignée madame Marine Le Pen pour commencer, c'est donc vous, monsieur Emmanuel Macron, qui conclurez.

10 CJ : Mais avant de vous intéresser, de nous intéresser à vos propositions, une première question après des mois de campagne, à quatre jours du second tour, et à 10 jours de votre investiture, si vous êtes élue quel est votre état d'esprit ? C'est donc à vous Marine Le Pen.

11 MLP : Bah écoutez, je suis extrêmement heureuse de la manière dont se déroule ce second tour parce que la réalité c'est que euh le choix politique que les Français vont devoir faire c'est clair. Monsieur Macron est le candidat de la mondialisation sauvage, de l'uberisation, de la précarité, de la brutalité sociale, de la guerre de tous contre tous, de euh du saccage économique notamment de nos grands groupes, du dépeçage de la France par les grands intérêts économiques, du communautarisme, et tout cela piloté par Ah monsieur Hollande, qui est à la manœuvre maintenant de la manière la plus claire qui soit. Monsieur Cazeneuve a même dit, je crois que c'était hier ou avant-hier, « faites voter dimanche résolument pour Emmanuel Macron, faites-le avec la fierté de ce nous avons accompli, et le désir de voir ce que nous avons accompli se poursuivre ». Bon et bien moi face à cela je suis la candidate du peuple, je suis la candidate de la France telle que nous l'aimons, de sa culture, de sa civilisation, de son unité. Euh je suis la candidate de la nation qui protège, qui protège nos emplois, qui protège la sécurité de nos compatriotes, qui protège nos frontières, ah qui nous protège face à la concurrence internationale déloyale, et face à la montée en puissance du fondamentalisme islamiste. Et puis, somme toute les Français ont aussi pu voir le vrai Macron hein dans cette, ce second tour ; la bienveillance a fait place à la médisance, la stratégie marketing a été reprise en main par la machine du PS, et puis le sourire étudié se transforme en rictus au fur et à mesure des meetings, l'enfant chéri du système et des élites, en réalité a tombé le masque Monsieur Macron voilà c'est bien je trouve que c'est utile, on a vu les choix que vous avez fait dans ce second tour ; des choix qui sont des choix cyniques d'utilisation d'arguments de campagne qui sont honteux, ah et qui révèlent peut être la froideur du banquier d'affaire que vous n'avez probablement jamais cessé d'être. Donc je pense que cette période, en réalité de clarification a été profondément utile aux Français pour faire un choix.

12 CJ : C'est donc à vous Emmanuel Macron de nous donner votre état d'esprit à quelques jours du scrutin.

13 EM : Bah écoutez, vous avez démontré que vous n'êtes en tout cas pas la candidate de l'esprit de finesse, de la volonté d'un débat démocratique équilibré et ouvert. Merci pour cette belle démonstration que vous venez de faire madame Le Pen, je ne m'attendais pas à autre chose. Moi je ne vais pas vous dire que vous êtes la véritable héritière, non seulement d'un nom, d'un parti politique, du parti politique de l'extrême droite française, de tout un système qui prospère sur la colère des Français depuis tant et tant d'années. Je ne vais pas vous dire, que vous revendiquez même cet héritage, puisque vous l'avez porté depuis que vous avez repris ce parti, et que depuis quarante ans dans ce pays, nous avons des Le Pen qui sont candidats à l'élection présidentielle ; parce que ça ne m'intéresse pas. Alors vous allez continuer votre logorrhée puisque c'est ce que vous faites à longueur de rassemblements et autres. La question qui est posée aujourd'hui à nos concitoyens, c'est de savoir s'ils veulent l'esprit de défaite que vous portez, parce que ce que vous portez c'est l'esprit de défaite, c'est d'expliquer à nos concitoyens que c'est trop dur la mondialisation pour nous, c'est trop dur l'Europe, donc on va se replier on va fermer les frontières, on va sortir de l'euro, sortir de l'Europe parce que les autres y arrivent mais pas nous. C'est l'esprit de défaite dans la lutte contre le terrorisme ; parce que cette lutte tous les pays développés l'ont, toutes les démocraties ont à la conduire ; mais vous, vous dites non, on va encore là aussi sortir remettre les frontières comme avant, comme si ça réglait le problème mais nous y reviendrons. Face à cet esprit de défaite, moi je porte l'esprit de conquête français, parce que la France a toujours réussi, et elle a toujours réussi dans le monde, parce qu'elle est au monde ; sa langue, elle se parle sur tous les continents, son Histoire, sa civilisation, ce qui fait sa force c'est précisément qu'elle rayonne partout. Ce qui fait que nous sommes aujourd'hui la cinquième puissance économique mondiale, c'est que nous sommes forts dans le monde. Il y a énormément de changements à faire. Énormément. Ce sont ceux-là que je veux conduire, et c'est l'incapacité des gouvernements depuis tant et tant d'années.

14 MLP : dont le vôtre.

15 EM : Depuis trente ans, je n'ai jamais été ni premier ministre, ni président de la République madame Le Pen.

16 MLP : Ministre de l'économie.

17 EM : Et je vais faire le maximum pour remédier à cela. Mais ces changements profonds que je souhaite, qui m'ont conduit quand j'étais ministre à quitter le gouvernement, c'est bien ceux-là que je compte mener à leur terme pour que cet esprit de conquête triomphe. C'est ça la France que je veux, c'est ça la France qui nous ressemble, pas la vôtre.

18 NSC : Alors je vous propose de, d'aller au fond, dès le début. Alors on va passer à l'économie et tout d'abord au chômage ; alors Marine Le Pen, vous vous considérez que le code du travail n'est pas un frein à l'embauche, vous voulez abroger la loi El Khomri. Vous Emmanuel Macron, vous voulez réformer le marché du travail, et dès cet été, par ordonnance, alors Emmanuel Macron vous avez la parole pour nous expliquer votre propos, votre projet.

19 EM : Le problème de la France depuis trente ans c'est le taux de chômage. Nous sommes dans le chômage de masse depuis trente ans. Nous sommes le seul pays d'Europe qui n'a pas réussi, justement, à endiguer cela. 10% de chômage, un taux de chômage des jeunes qui est extrêmement important, face à cela il faut donner en particulier donner à nos petites et moyennes entreprises la possibilité de créer davantage d'emploi, d'être plus agiles, de s'adapter au cycle économique ; c'est pour ça que moi je veux de la simplicité. Je veux de la simplicité d'abord en créant un droit à l'erreur pour tous les acteurs économiques dès cet été, c'est une réforme fondamentale. Quand l'administration contrôle, elle ne doit pas tout de suite sanctionner, elle doit accompagner, expliquer pour corriger. Les artisans, les commerçants, les PME le vivent au quotidien, ce sont eux les principales victimes de la complexité ; ensuite, c'est supprimer le RSI pour les commerçants et les artisans, fondamental là aussi pour pouvoir croître et embaucher ; et enfin, c'est d'avoir un droit du travail qui n'est pas aujourd'hui, comme aujourd'hui déterminé

partout, pour tout, pour toutes les catégories, tous les secteurs dans une loi qui est devenue trop rigide, mais qui puisse renvoyer à des accords majoritaires d'entreprises ou des accords majoritaires de branches. Qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Est qu'une entreprise qui peut négocier un accord majoritaire avec les représentants des salariés qui permet de s'organiser différemment, pourra faire face beaucoup mieux qu'elle ne le fait aujourd'hui, aux risques économiques, à la concurrence qu'elle subit. C'est comme ça d'ailleurs que les grandes entreprises ont sauvé des emplois dans ce pays, parce que elles seules ont aujourd'hui la possibilité de le faire. Donc du pragmatisme pour les TPE, les PME et pour nos entreprises face, justement, à une des cycles économiques qui sont beaucoup plus courts, beaucoup plus heurtés. On en a besoin.

20 NSC : Avant qu'on entende la réponse de madame Le Pen, c'est plus de flexibilité également ?

21 EM : C'est plus d'isilité pour les entreprises et c'est, ce sont des sécurités pour les salariés, les ouvriers qui sont elles aussi nouvelles. C'est pour ça qu'à cette réforme j'accrole une réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle pour qu'on protège vraiment les gens au milieu de tous ces changements.

22 NSC : Madame Le Pen, quelle est votre vision, vous, du marché du travail de ces améliorations éventuelles ?

23 MLP : Monsieur le ministre de l'économie, ou dois-je dire monsieur le conseiller auprès de monsieur Hollande, quatre ans.

24 EM : C'est votre vision donc du marché du travail madame Le Pen.

25 MLP : Quatre ans que vous avez été conseiller économique de François Hollande puis deux ans ministre, si vous avez la recette pour diminuer le chômage, pourquoi vous n'avez pas.

26 EM : Non j'ai une mauvaise nouvelle pour vous, c'est un quinquina pour lequel nous sommes candidats ça ne dure pas six ans.

27 MLP : Pourquoi est-ce que, pourquoi, pourquoi est-ce que vous n'avez pas fait profiter monsieur Hollande de vos recettes ?

28 EM : Mais parce que.

29 MLP : Et si vous n'avez pas de recettes parce que vos résultats ont été en l'occurrence extrêmement mauvais, faut le dire hein, en matière de chômage, alors pourquoi vous vous présentez à la présidence de la République c'est quand même la seule vraie question qu'on doit poser parce que vous avez eu les mains libres pour mettre en œuvre cette politique et cette politique elle a été catastrophique, elle a été catastrophique pourquoi, parce que vous avez fait la seule chose que vous savez faire, Monsieur Macron, vous avez aidé les grands groupes comme d'habitude, le CICE vous l'avez accordé en fait en priorité aux grands groupes, les TPE/ PME qui réclamaient qu'on aille leur alléger leurs difficultés, leur donner de l'oxygène, vous avez fait comme si ils n'existaient pas, parce que vous avez refusé de supprimer la directive détachement des travailleurs et qu'aujourd'hui, ce sont 300 000 à 500 000 emplois qui en réalité ne sont pas accessibles à nos compatriotes français, parce qu'ils sont euh remplis par des travailleurs détachés, soit d'ailleurs qui fraudent, soit qui ne fraudent pas, parce que ceux qui fraudent sont quasiment aussi nombreux en l'occurrence que ceux qui ne fraudent pas. Vous n'avez pas baissé les charges des TPE/ PME, vous n'avez pas mis en œuvre de délai de paiement pour les TPE/ PME, pas de guichet unique, pas de simplification administrative, pas de patriotisme économique, ça, ça vous horrifie parce que vous êtes un européiste convaincu. Donc tout ce qui vise à donner un avantage dans la commande publique à nos entreprises françaises, vous êtes contre parce qu'il faut se soumettre, vous êtes en fait la France qui se soumet, qui se soumet aux exigences de l'Union Européenne, à la concurrence internationale déloyale. Les agriculteurs ne vous ont pas vu les soutenir face à cette concurrence internationale déloyale, les industriels ne vous ont pas vu, ah si un certain nombre pardon de encore une fois de grandes entreprises vous ont vu, ce sont celles que vous avez fait acheter par des grands groupes américains, au détriment évidemment de l'intérêt national. C'est Alstom, c'est Technip, et il y'en a eu toute une série d'autre, avec dans le

cadre d'ailleurs de conflit d'intérêt un peu problématique avec l'ancienne banque chez qui vous travaillez. Donc voyez, vous n'avez pas d'esprit national, vous ne pensez pas à l'intérêt supérieur de la nation, vous défendez je vous le reprocherez toujours des intérêts privés, je pense que les Français en ont pris conscience, le problème c'est que derrière il y a de la casse, il y a de la casse, y a de la casse de votre politique, il y a Whirlpool, y a les entreprises qui délocalisent, et puis ça se, ça n'est pas une anecdote monsieur Macron, ce sont des entreprises que vous avez vendues, SFR par exemple à votre ami monsieur Drahi le patron de BFM, 6000, 6000 emplois, 6000 emplois perdus.

30 EM : Alors là si vous m'y autorisez ça fait, ça fait donc à peu près trois minutes que madame Le Pen nous explique sa stratégie pour lutter contre le chômage en France.

31 MLP : Je vous ai dit baisse des charges des TPE.

32 EM : il y'en a pas, non mais il y'en a pas.

33 MLP : Fiscalité, baisse de la fiscalité.

34 EM : Votre stratégie.

35 MLP : Je vous ai tout donné Monsieur Macron.

36 EM : mais madame.

37 MLP : Tout ce que vous n'avez pas fait.

38 EM : Madame Le Pen, madame Le Pen ce qui est extraordinaire c'est que votre stratégie, mais c'est normal ça fait des décennies que ça dure, votre stratégie c'est simplement de dire beaucoup de mensonges, et de dire tout ce qui ne va pas dans le pays, mais vous ne proposez rien. Puisque si vous aviez suivi le film des dernières années, les charges ont baissé, le CICE est une baisse de charge.

39 MLP : Des grandes boites.

40 EM : Ce que je propose. Non, le CICE c'est pour toutes les entreprises.

41 MLP : Vous savez très bien que les TPE/ PME n'en ont pas profité.

42 EM : Madame Le Pen.

43 MLP : Elles vous l'ont dit d'ailleurs, elles vous l'ont dit.

44 EM : Madame Le Pen c'est pour ça que dans le projet que je porte, je propose de baisser de 6 points les charges des TPE/PME, c'est pour ça que je propose de baisser l'impôt sur les sociétés à 25%. Vous ne proposez rien.

45 MLP : Pour toutes les entreprises monsieur Macron y compris pour les grosses.

46 EM : Vous êtes, vous êtes, vous êtes, si vous.

47 MLP : Alors que moi, moi, moi je veux donner une priorité totale aux TPE/PME.

48 EM : Mais vous faites ce que vous voulez.

49 MLP : Je pense que ce sont elles qui créent l'emploi dans notre pays.

50 EM : Mais vous ne proposez rien, vous êtes simplement, vous êtes depuis tout à l'heure.

51 MLP : Vous, vous facilitez une fois de plus la vie des grands groupes.

52 EM : Vous êtes depuis tout à l'heure dans l'insinuation.

53 MLP : Ah c'est normal ce sont vos amis, c'est ceux avec qui vous buvez des coups à la Rotonde, on comprend.

54 EM : Ce ne sont madame Le Pen, les Français et les Françaises, ils méritent mieux que cela, je vous assure.

55 MLP : La vérité, ils méritent la vérité.

56 EM : Ils méritent, oui, ils méritent d'abord la vérité plus que les insinuations parce que si vous étiez bien renseignée sur tous les cas industriels que vous avez

cités, vous sauriez que c'est très différent, je n'étais pas ministre quand SFR a été vendu, et SFR était la propriété d'un groupe totalement privé qui était Vivendi.

57 MLP : Pardon ? Vous n'étiez pas ministre ?

58 EM : non je n'étais pas ministre.

59 MLP : Vous avez déjà commis ce mensonge devant dix millions de personnes lors du débat que nous avons eu quand.

60 EM : ça peut, ça peut vous contrarier.

61 MLP : Monsieur Dupont Aignan vous a posé cette question, évidemment vous étiez ministre.

62 EM : Mais non.

63 MLP : Vous avez été à la manœuvre sur l'intégralité de ces dossiers.

64 EM : Mais attendez.

65 MLP : Et monsieur puisque monsieur Montebourg.

66 EM : Vous pouvez décider.

67 MLP : Refusait que SFR précisément soit vendu à monsieur Drahi.

68 EM : mais l'Etat.

69 MLP : Et que le jour où monsieur Montebourg a été remplacé par vous monsieur Macron, et bien immédiatement vous avez signé la vente, voilà.

70 EM : Madame Le Pen.

71 MLP : C'est ça la réalité.

72 EM : Madame Le Pen, SFR était la propriété d'un groupe privé qui s'appelle Vivendi. Nous sommes dans un Etat où la propriété privée est respectée, c'est le groupe Vivendi qui l'a vendu, ne dites pas de bêtises, vous en dites beaucoup, c'en

est qu'une des bêtises que vous avez proférées depuis tout à l'heure, mais surtout ça ne fait pas avancer le pays.

73 MLP : Et votre prédécesseur il ne voulait pas la vendre.

74 EM : Mais personne ne voulait la vendre, simplement quand vous avez un groupe privé, qui est détenu par des capitaux privés, oui cherchez dans votre dossier vous feriez bien de vérifier.

75 MLP : Ohh oui je vais vous retrouver ça immédiatement et vous allez vous rendre compte que vous allez être en difficulté une fois de plus.

76 EM : Allez-y, parce que, parce que, je connais, je connais un peu les dossiers et l'économie française.

77 MLP : Janvier 2015 devant l'assemblée j'ai pris la décision de pour Alstom vous avez dit c'est monsieur Dupont-Aignan ce n'est pas moi.

78 EM : Mais on parle d'Alstom ou de SFR ?

79 MLP : Janvier 2015 devant l'assemblée j'ai pris la décision de permettre à Général Electric de rentrer de Alstom, j'ai, moi, personnellement.

80 EM : Voilà, mais madame Le Pen vous ne parlez pas du même sujet, vous parlez d'Alstom et de General Electric.

81 MLP : Le lendemain, mais laissez-moi terminer.

82 EM : Mais nos concitoyens méritent mieux que ça.

83 MLP : Le lendemain du départ de monsieur Montebourg, vous avez accordé, alors qu'il le refusait la vente de SFR, c'est la réalité pourquoi vous ne l'assumez pas ?

84 EM : Je l'assume totalement.

85 MLP : Assumez-le.

86 EM : Je l'assume d'autant plus que vous.

87 MLP : C'est ce que vous faites le mieux de dépecer des entreprises et de faire des fusions acquisitions, ça vous savez très bien le faire.

88 EM : Mais. Madame Le Pen.

89 MLP : Il n'y a aucun problème.

90 EM : Vous êtes en train de lire une fiche qui ne correspond pas au dossier que vous avez cité, c'est triste pour vous, parce que ça montre votre impréparation à nos concitoyens.

91 MLP : Deux dossiers vendus contre les intérêts de la France.

92 EM : Mais c'est faux je n'étais pas ministre.

93 MLP : Monsieur Macron.

94 EM : Pour SFR, quant à General Electric et Alstom, monsieur Montebourg s'est battu, je me suis battu à ses côtés pour que ce ne soit pas vendu. On peut rentrer si vous voulez dans l'intimité du dossier, vous n'allez pas tenir longtemps parce que comme vous les confondez les uns avec les autres, vous savez y'en a un qui fait des téléphones, et l'autre ça n'a rien avoir il fait des à la fois des turbines et du matériel industriel, ce n'est pas la même chose, d'accord ?

95 MLP : Vous savez tout vendre vous, vous savez tout vendre le seul problème, c'est que vous savez tout vendre mais pas aux bénéfices des intérêts nationaux.

96 EM : Mais moi je ne vends pas, moi je défends, moi je défends, et vous avez cité un cas : la lutte contre le chômage, elle suppose des réformes en profondeur, vous savez parce que vous pouvez aller remuer les choses qui.

97 MLP : Loi El Khomri, dérégulation.

98 CJ : Marine Le Pen.

99 MLP : Dérèglement des professions, c'est ce que vous voulez faire monsieur Macron.

100 EM : Madame Le Pen, madame Le Pen, mais madame Le Pen ne veut pas faire un débat sur le fond.

101 CJ : On a compris votre différend sur ce dossier.

102 EM : Ce n'est pas grave, elle veut parler du passé, moi ce que je dis.

103 MLP : On va parler de la déréglementation des professions.

104 EM : Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, je l'ai dit c'est de la simplicité pour les TPE/PME, c'est ce que je propose. On a besoin d'avoir beaucoup plus de pragmatisme et on a besoin d'avoir une politique en faveur de l'investissement privé et public c'est.

105 CJ : Emmanuel Macron.

106 EM : Indispensable pour lutter contre le chômage, il n'y a pas de fatalité, vous ne proposez rien pour lutter contre le chômage, rien.

107 CJ : Je vais vous donner l'occasion.

108 EM : Vous proposez d'aller chercher de manière très approximative.

109 CJ : Marine Le Pen.

110 EM : Dans des dossiers que vous ne connaissez pas.

111 MLP : Monsieur Macron.

112 EM : Mais moi je propose de créer de l'emploi pour les indépendants, les TPE/PME, les entreprises à taille intermédiaire et les grands groupes.

113 CJ : Je vous propose de faire, je vous propose justement de faire des propositions maintenant sur un autre sujet qui intéresse les Français aussi, c'est la durée du travail. Il semble que, aucun d'entre vous dans son programme, ne propose de revenir sur la durée légale du travail. 35 heures. Marine Le Pen les 35 heures vous conviennent donc aujourd'hui ?

114 MLP : Moi je veux que les négociations aient lieu par branche. Monsieur Macron, lui, veut que les négociations aient lieu par entreprise.

115 EM : Mais dites déjà ce que vous voulez clairement, je dirai, je dirai.

116 MLP : Et c'est fratricide.

117 EM : Moi je dirai ce que je veux, déformez pas.

118 MLP : C'est fratricide parce qu'il est évident que la négociation par entreprise, c'est jeter les entreprises les unes contre les autres. Vous allez créer les conditions d'une concurrence nationale déloyale, alors que déjà ils subissent une concurrence internationale déloyale. Vous savez très bien que dans les branches il y aura les grosses entreprises, qui pourront évidemment moduler ce don de travail et que les petites ne pourront pas, et donc elles seront amenées à disparaître. Mais c'est aussi ça un petit peu votre projet, les gros mangent les petits ; voilà c'est un peu la loi du plus fort en réalité bon. Eh bien moi je suis totalement opposée à ça, je pense que si négociation il y a, elle doit se faire par branche et surtout pas par entreprise. Je note d'ailleurs que, Monsieur Macron veut faire une loi El Khomri puissance 10, hein par ordonnance vous l'avez dit. On ne sait pas trop ce qu'il y a dedans, je suppose qu'il y aura la disparition, je sais pas du CDI, enfin toute la feuille de route qui est celle de l'union Européenne, que vous suivez, dont vous cochez les cases, avec beaucoup de discipline il faut le dire monsieur Macron vous êtes discipliné, vous êtes discipliné.

119 EM : Mais dites-nous ce que vous proposez madame Le Pen.

120 MLP : A l'égard de la commission européenne.

121 EM : Oui on y reviendra tout à l'heure ne vous inquiétez pas.

122 CJ : On reste sur les 35 heures, on reste sur les 35 heures pour le moment.

123 MLP : Oui. Non mais d'accord, c'est cette dérégulation totale, cette case du droit du travail, ça va être évidemment une politique de précarisation, ça ne va pas créer de l'emploi ça va créer des chômeurs supplémentaires. Or tant qu'on ne

changera pas le modèle économique qui a été défendu par le système, monsieur Macron, qui est derrière vous avec tous les ministres socialistes, là que vous avez reçu, qui vous soutiennent, monsieur Le Foll, madame Royal, madame Taubira, monsieur Cazeneuve, avec le grand chef.

124 EM : Là on comprend bien votre réponse sur les 35 heures c'est très clair.

125 MLP : Et bien tous ceux-là ont été.

126 EM : C'est vraiment, on a bien compris là.

127 MLP : Mais ils ont été, non mais je sais bien ce que vous essayez de faire.

128 EM : Non mais c'est intéressant, vous essayez vous de ne pas répondre aux questions.

129 MLP : Vous essayez de faire oublier, vous essayez de faire oublier que vous avez participé à un gouvernement qui a mis en œuvre la loi El Khomri qui a été une loi encore une fois de précarisation de travail, qui n'a pas créé un emploi, qui a créé un chômage qui est encore plus important depuis que vous êtes partis du gouvernement, que quand vous y êtes entrés, mais ça je vois que vous refusez d'en assumer la responsabilité.

130 EM : Je vous remercie de cet hommage implicite que vous me rendez.

131 MLP : Non. Non mais je note que vous refusez encore une fois cette responsabilité. Donc les mesures que vous préconisez aujourd'hui c'est bon on les a vues, si vous nous dites on va faire ça en pire, et bien moi je dis qu'il faut évidemment, radicalement tourner le dos à cette politique-là, et il faut enfin faire une politique de protection, encore une fois des emplois, et de développement des TPE/PME parce que ce sont elles qui créent l'emploi dans notre pays.

132 CJ : Emmanuel Macron votre tour, donc vous ne revenez pas vous non plus sur la durée légale de 35 heures ?

133 EM : Non. Ce qui est extraordinaire c'est que vous ne répondez jamais en fait aux questions. Vous parlez toujours du passé, et des autres. Mais c'est très bien,

les Français comprendront que vous n'avez rien à proposer. C'est formidable. Moi, je vous écoute, vous parlez de tout, de tout et rien.

134 MLP : Si vous dites que vous écoutiez au moins vous entendriez ce que je dis Monsieur Macron car j'ai répondu.

135 EM : C'est extraordinaire. Donc je suis moi simplement en train de répondre précisément parce que c'est ce qui m'intéresse, c'est la vie de notre pays. Les TPE/PME qu'est-ce qu'elles demandent ? Vous avez été voir les chefs d'entreprise, ils veulent quoi ? Plus de visibilité, ils veulent pouvoir qu'ils soient TPE/ PME, entreprise de taille intermédiaire, c'est pas du tout les grands groupes qu'ils demandent. Les grands groupes, ils gèrent très bien la complexité, ils s'en fichent complètement. Mais toutes ces entreprises, de l'entreprise d'un salarié jusqu'à 500. Elles veulent quoi ? Elles veulent plus d'adaptation à leur réalité économique. Une entreprise qui est dans le BTP qui a deux salariés, elle n'a pas le même quotidien d'une startup du numérique, ou qu'une entreprise qui a 500 salariés dans l'automobile. Ça n'est pas la même réalité. Et donc, il faut leur laisser la possibilité de négocier pour certaines un accord majoritaire d'entreprise. Les grands groupes seuls le peuvent aujourd'hui dans certaines circonstances et ont sauvé des emplois, les chantiers de l'Atlantique à Saint Nazaire, ils ont sauvé des emplois en négociant un accord d'entreprise qui a permis le chômage partiel.

136 MLP : Vous les avez vendus aux italiens aussi.

137 EM : Pour éviter, mais arrêtez de dire de grandes bêtises.

138 MLP : Bah pardon vous les avez vendus aux italiens.

139 EM : Non.

140 MLP : Mais si.

141 EM : Madame Le Pen, madame Le Pen je n'ai rien vendu pour ce qui est des chantiers de l'Atlantique, ils ont failli périr il y'a deux ans, ils ont pu négocier un accord d'entreprise que les syndicats ont courageusement signé ; y'a eu du

chômage partiel aucun licenciement, ils sont repartis ils ont un carnet de commande de 10 ans.

142 MLP : Et ils ont été vendus aux italiens.

143 EM : Non, ils n'ont pas été vendus comme vous le dites à qui que ce soit, et ça n'est pas votre serviteur parce que j'étais à ce moment-là dans la compagnie présidentielle comme vous. Donc vous pouvez m'imputer tous les péchés des 30 dernières années, je suis dans la vie politique depuis moins longtemps que vous.

144 MLP : ça fait quand même un certain temps que cette opération d'achat a été sur la table monsieur Macron.

145 EM : Non madame Le Pen, vous avez un grand problème avec les dossiers industriels.

146 MLP : Hein.

147 EM : Vous ne les travaillez pas bien.

148 MLP : ça faisait un certain temps que vous aviez ce dossier sous votre coude.

149 EM : Non pour ma part, non madame, madame Le Pen, pour ma part j'ai signé des contrats pour que des bateaux soient construits sur ces chantiers. Mais je vous dis simplement qu'ils ont pu signer ces accords qui donnaient la flexibilité qui permettait justement de garder l'emploi, c'est ce que je veux pour les autres entreprises. C'est ce que les chefs d'entreprise demandent. Et je suis aussi favorable à ce que, en particulier pour les plus petites, il y ait des accords de branche, parce qu'une entreprise d'un ou deux salariés, elle ne négocie pas elle ne négocie pas des accords d'entreprise ; parce que bien souvent il n'y a pas de syndicat. Et donc, pour les artisans, les commerçants, les toutes petites entreprises qui nous écoutent, et bien c'est au niveau de la branche qu'on pourra négocier, justement les souplesses, plus adaptées que dans la loi qui permettront d'embaucher plus facilement. Notre économie, elle en a besoin. Elle en a besoin parce que.

150 MLP : Et dans une branche il y a des grosses et des petites entreprises.

151 EM : Mais oui, mais vous êtes, j'ai compris.

152 MLP : Y a pas que des petites entreprises.

153 EM : J'ai compris que vous étiez aussi favorable pour la branche. Mais précisément pour éviter que les plus grosses ne perturbent le jeu, il faut leur laisser signer des accords aussi de leur côté. Voilà c'est exactement ce qui permettra une vitalité à notre économie. C'est ce qui évitera de détruire de l'emploi dès qu'on a une récession, comme on l'a connu en 2009.

154 MLP : Donc vous partez du principe que c'est le code du travail qui crée en réalité du chômage ?

155 EM : Je pars du principe.

156 MLP : ça c'est une vision qui est assez particulière. Moi je pars du principe et c'est encore une fois ce que disent les TPE/ PME que je rencontre monsieur, vous savez beaucoup plus que vous, car encore une fois autour de ma table à moi il y a des TPE/ PME.

157 EM : Vous avez passé un quart d'heure.

158 MLP : Parce que sur votre table y'a souvent des très.

159 EM : Vous avez passé un quart d'heure sur un parking pour aller faire des selfies comme avec les salariés de Whirlpool.

160 MLP : Ah ne soyez pas méprisant une fois de plus avec les salariés de Whirlpool.

161 EM : Mais moi je ne suis pas méprisant, j'ai passé du temps avec eux.

162 MLP : Car ils m'ont très bien accueillie, car ils savent que le projet qui est le mien les défend. Parce qu'ils savent ce qui les tue c'est la politique que vous menez, c'est la politique de concurrence, encore une fois déloyale, c'est la

politique qui fait que l'Etat stratège n'intervient pas et laisse encore une fois les gros manger les petits.

163 EM : L'état stratège ?

164 MLP : Laisse les entreprises partir chercher des travailleurs, des travailleurs à bas cout comme ça était le cas.

165 EM : Vous leur avez proposé quoi ?

166 MLP : Mais je leur propose de taxer les entreprises qui délocalisent, elles ne délocaliseront plus, monsieur Macron. Si elles n'ont pas de bénéfice.

167 EM : Vous les taxez de combien ?

168 MLP : Si elles n'ont pas de bénéfice à aller dans un pays où les salaires sont très bas, si elles sont taxées lorsqu'elles réimportent leur produit, alors elles ne partiront plus ; car elles n'auront pas d'intérêt financier à le faire. Ça c'est la première chose. Deuxièmement je veux mettre en place un fond souverain, un fond souverain pour permettre d'intervenir par exemple dans un dossier comme Vivarte qui est en train d'être dépecé par des fonds vautours. Eh bien moi je crois que l'Etat doit intervenir, confier un fond souverain à des chefs d'entreprise et avoir en même temps les deux qualités : celle de l'Etat qui est la durée, et celle du privé qui est l'efficacité.

169 EM : Mais madame Le Pen.

170 MLP : En réclamant à des entreprises qui sont viables des rendements qui sont raisonnables. Comme vous, vous considérez encore une fois que la loi du plus fort doit s'appliquer et qu'il est normal que des entreprises.

171 NSC : Alors, S'il vous plait.

172 MLP : Se dépècent les unes les autres.

173 NSC : S'il vous plait.

174 EM : Non mais madame.

175 MLP : C'est ce que vous avez organisé lorsque vous étiez à la tête de la vente.

176 EM : Mais madame Le Pen vous savez.

177 NSC : Nous devons avancer monsieur Macron.

178 EM : J'ai une mauvaise ou une bonne nouvelle, ça existe, ça existe, il y a quelque chose qui s'appelle l'agence des participations de l'Etat, où l'Etat peut investir dans une entreprise. Je l'ai décidé par exemple quand Peugeot était menacé, l'Etat a investi et monté au capitale pour sauver l'entreprise.

179 MLP : Bah vous voyez.

180 EM : Et il y a, et il y a.

181 MLP : Quand je le propose vous dites que c'est.

182 EM : Non mais je n'ai rien dit, je vous écoutais c'est intéressant puisque votre solution géniale.

183 MLP : Non monsieur car là c'est un fond souverain que je confierai moi à des chefs d'entreprise.

184 EM : Donc ça c'est ce qui existe à la banque publique d'investissement, ça avait été créé.

185 MLP : Non ce n'est pas une banque que je veux c'est un fond souverain.

186 EM : C'est n'importe quoi, mais n'importe quoi.

187 MLP: Monsieur Macron.

188 EM : Le fond souverain, le fond souverain que vous proposez.

189 MLP : Ne jouez pas avec moi, ne jouez pas.

190 EM : Mais je ne joue pas malheureusement c'est triste.

191 MLP : Je vois que vous cherchez à jouer avec moi à l'élève et au professeur mais en ce qui me concerne ce n'est pas particulièrement mon truc je vous le dis.

192 EM : Mais non, mais moi non plus vous savez c'est triste.

193 NSC : Alors.

194 EM : Le pays mérite mieux parce que dans le cas de Whirlpool, ce que vous proposez c'est rien.

195 NSC : Alors, est ce qu'on.

196 EM : Vous proposez, d'abord vous ne respectez pas les gens, vous ne les respectez pas, non je répondrai sur le fond à ce sujet parce que moi j'ai entendu la colère, moi j'ai passé des heures avec eux, vous vous ne les respectez pas vous êtes passée un quart d'heure sur le parking.

197 MLP : J'ai passé ma compagne.

198 EM : Vous n'êtes pas rentrée, vous n'êtes même pas rentrée de l'autre côté des barrières de l'entreprise, vous n'êtes pas.

199 MLP : Là où vous vous êtes protégé des journalistes c'est ça ?

200 EM : Même pas débattu. Moi je suis rentré pour leur parler.

201 MLP : Sans les journalistes.

202 EM : Je m'en fiche des journalistes, je suis allé au contact.

203 MLP : Avec vos caméras personnelles.

204 EM : Je suis allé au contact moi des salariés, parce que c'est ça respecter les gens.

205 MLP : Les salariés.

206 EM : Et pendant que vous faisiez, vous, votre numéro avec les caméras, moi j'étais avec les représentants des salariés parce que je les respecte. Et vous savez quoi, ils ont bien compris que vous ne leur proposiez rien.

207 MLP : Les salariés ?

208 EM : Ils ont bien compris que vous ne leur proposiez rien.

209 MLP : Ils vous ont hué monsieur Macron.

210 EM : Le soir même, mais oui parce qu'ils sont en colère.

211 MLP : Huer.

212 EM : Et moi je prends cette part de colère.

213 MLP : Ils vous ont dit dehors.

214 EM : Je prends cette part de colère madame Le Pen.

215 MLP : Parce qu'ils savent que moi toute la campagne, j'ai parlé d'eux.

216 EM : Mais vous ne leur proposez rien.

217 MLP : J'ai mis la lumière.

218 EM : Vous jouez avec leur colère madame Le Pen, et le soir vous faites un communiqué en proposant quoi ? la nationalisation de Whirlpool.

219 MLP : Non la mise sous protection par l'Etat, le temps de retrouver un repreneur.

220 EM : C'est à se tenir les côtes. Certains ont essayé, que vous condamnez, ils ont eu des problèmes. C'est exactement l'erreur qu'a faite monsieur Hollande avec Florange.

221 MLP : Et vous, vous allez les voir en leur disant : bah écoutez la mondialisation c'est comme ça.

222 EM : Non.

223 MLP : Et c'est comme ça vous allez perdre votre boulot.

224 NSC : Madame.

225 EM : Non moi je vais me battre pour la reprise du site industriel.

226 MLP : On vous mettra, on vous mettra quelques formations.

227 EM : Je leur ai dit je vais me battre pour la reprise du site industriel. Parce que ça c'est un vrai combat, je vais me battre pour que vous ayez des supra légales.

228 NSC : Alors. Alors.

229 EM : Parce que dans la négociation c'est ce que vous cherchez.

230 MLP : Vous vous rendez compte que vous n'êtes pas crédible sur ce sujet monsieur Macron ou pas ?

231 EM : Mais je vais vous dire.

232 MLP : Vous vous rendez compte ou pas ?

233 EM : Je suis infiniment plus crédible que vous, parce que je ne me nourris pas.

234 MLP : C'est pas ce que disent les salariés de Whirlpool.

235 EM : Cyniquement, cyniquement.

236 NSC : Alors attendez, on va avancer, on doit avancer, madame Le Pen.

237 EM : Cyniquement de ce que vivent nos concitoyens.

238 MLP : Ce n'est pas ce que disent les salariés de Whirlpool.

239 EM : Moi je me battraï, vous savez, j'ai eu des victoires, et j'ai eu des échecs.

240 NSC : Alors.

241 EM : Mais je me suis toujours battu.

242 MLP : Des victoires, des victoires c'est pour protéger des emplois ou des victoires pour protéger des sociétés qui s'achètent les unes les autres et qui dégraissent.

243 EM : Et je continuerai à le faire, c'est pour protéger des emplois et des entreprises, vous savez dans cette belle région de Haute France on connaît Arc International on l'a sauvé et des tas d'entreprise qu'on a sauvé.

244 NSC : Attendez, est ce que vous pouvez nous écouter deux minutes, il y'aura d'autres questions.

245 EM : Je vous dis simplement que je n'ai jamais, jamais, je n'ai fait ce que vous avez fait l'autre jour, c'est-à-dire aller profiter, aller profiter de la détresse des gens, ça.

246 NSC : On aura l'occasion de revenir sur les questions que se posent les Français.

247 MLP : Alors moi jamais je ne me suis allée me planquer, moi jamais je me suis allée me planquer.

248 EM : C'est abject, c'est abject.

249 NSC : Ecoutez.

250 MLP : Dans une salle des responsables de la chambre des commerces avec des responsables syndicaux.

251 EM : On a bien compris.

252 NSC : Attendez.

253 EM : Madame Le Pen je ne suis pas allé me planquer, je suis allé au fin fond de l'usine.

254 CJ : Attendez.

255 MLP : Moi quand je vais voir les ouvriers, les ouvriers je vais au milieu d'eux.

256 NSC : On a compris.

257 EM : Mais moi aussi, ne dites pas de bêtises.

258 MLP : Je ne vais pas aller me planquer dans une petite salle avec des responsables commerciaux.

259 NSC : S'il vous plait, on a compris.

260 CJ : S'il vous plait.

261 MLP : La grande différence qu'il y a entre vous et moi.

262 EM : J'y étais tout l'après-midi, j'y étais pas pour faire des selfies moi.

263 NSC : On a compris, on ne va pas passer 3 heures sur Whirlpool.

264 MLP : Vous avez décidé d'y aller parce que vous avez vu que j'y étais.

265 CJ : Emmanuel Macron, Marine Le Pen on tourne un peu en rond là.

266 NSC : Attendez, attendez c'est inaudible, alors on va continuer il y aura d'autres, d'autres occasions d'aborder les problèmes que se posent les Français comme vous dites.

267 EM : J'espère.

268 NSC : Alors on va aborder le sujet des impôts et du pouvoir d'achat. Alors il y a beaucoup de Français qui expriment une sorte de ras le bol fiscal, je voudrais savoir Emmanuel Macron, ce que vous proposez, est ce que vous comprenez cette espèce de ras le bol, voilà. C'est clair.

269 EM : Ce que je propose c'est de faire des économies pour pouvoir baisser les impôts des entreprises et des ménages. Parce qu'il faut d'abord être clair, si on ne fait pas d'économie, ça ne sert à rien de promettre aux gens qu'on va baisser les impôts. Ça c'est une promesse qui ne tient pas. Je sais bien que c'est celle que vous faites, mais les gens ne sont pas bêtes. Donc l'Etat est aujourd'hui en déficit, ce qui n'est pas bon pour nous. L'Etat et l'ensemble des collectivités publiques, donc moi je propose de faire sur le quinquana 60 milliards d'économie pour pouvoir baisser nos déficits de 40 milliards, et baisser de 10 milliards les impôts et les charges des entreprises. La baisse des charges, on a dit tout à l'heure jusqu'à deux

smic et demi, 6 points de charge en moins. 10 points de charge en moins au niveau du smic pour les entreprises, et une baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25%. Et du côté de nos concitoyens, des ménages je propose de supprimer la taxe d'habitation pour 80% de nos concitoyens. Ça correspond à 10 milliards d'euro voilà. Donc je baisse les impôts des entreprises pour 10 milliards, les impôts de nos concitoyens pour 10 milliards, et je fais 60 milliards d'économie. Voilà le projet budgétaire et fiscal qui est le mien. Si la croissance se porte mieux que ce que j'ai prévu, parce que je suis très prudent sur les années à venir, je ne fais jamais dépasser sur les hypothèses, qui sont les miennes, les croissances de 1,8% j'espère qu'on pourra aller plus loin, alors je réaffecterai ce qu'on gagnera sur la baisse de l'impôt sur le revenu et donc sur les ménages.

270 NSC : Madame Le Pen, vos propositions en matière de pouvoir d'achat, est ce que le ras le bol fiscal c'est quelque chose que vous avez ressenti sur le terrain ?

271 MLP : Là pareil, aucune responsabilité ?

272 EM : Je n'ai jamais été ministre du budget ni premier ministre madame Le Pen.

273 NSC : Madame vos propositions.

274 MLP : Non mais vous avez pas participé au grand choix économique, vous n'avez pas ?

275 EM : Alors, si, si vous considérez que, si vous considérez que.

276 MLP : Très bien vous avez participé à un gouvernement qui a fait 35 milliards de taxe et d'impôt supplémentaires.

277 EM : Non je n'étais pas au gouvernement à ce moment-là, je vous prie de m'excuser.

278 MLP : Non d'accord vous qui avez fait 35 milliards de taxe et d'impôt supplémentaires pendant le quinquina, mais c'est pas vous. Ok.

279 EM : Mais je n'ai jamais été en charge de ce sujet.

280 MLP : Non mais ce n'est pas un problème. Donc vous voulez baissez la taxe d'habitation, ce qui moi me va bien pour les petites ex-habitations mais en revanche dont 10 milliards, hein c'est ça ? mais en revanche vous voulez augmenter la CSG de 1,75 points, 20 milliards de plus, pour les travailleurs, pour les retraités.

281 EM : Alors non.

282 MLP : Qui vont devoir peser sur eux, d'ailleurs monsieur Pisani-Ferry qui est l'un de vos conseillers l'a dit clairement 60% des retraités vont effectivement devoir payer plus.

283 EM : Alors.

284 NSC : Madame Le Pen, vos propositions.

285 MLP : C'est normal.

286 EM : Madame Le Pen n'a pas de propositions.

287 MLP : Que les choses soient claires.

288 EM : Je voudrais rétablir la vérité sur ce que madame Le Pen a dit.

289 NSC : Vos proposition et après les réponses d'Emmanuel Macron sur la CSG et les retraités.

290 EM : Oui mais c'est faux. Puisque qu'est-ce que je fais, oui d'accord. D'accord. Je baisse d'un peu plus de 3 points les charges salariales de toutes celles et ceux qui travaillent. Pourquoi ? Parce que aujourd'hui, quand vous avez votre feuille de paie, vous touchez votre salaire brut et vous avez ensuite vos cotisations salariales sur la maladie et sur le chômage. Je les supprime, ça fait un peu plus de 3 points de charge salariale. Pourquoi ? parce que je veux aller au bout de système où l'assurance chômage doit être universelle. Parce que je veux que les artisans, que les commerçants, que les agriculteurs puissent toucher le chômage. Ils ne l'ont pas aujourd'hui, ça n'est pas juste. Et donc je finance le chômage par l'impôt, donc je supprime pour tous les travailleurs leurs cotisations sociales salariales, et je le

remplace par 1,7 point de CSG. Qu'est-ce que cela veut dire ? ça veut dire que toutes les personnes qui travaillent, artisans, indépendants, agriculteurs, entrepreneurs, commerçants, fonctionnaires salariés, ils auront, je vais finir, un gain de pouvoir d'achat. Ils gagneront plus parce que cette hausse de CSG, elle est inférieure à la baisse de charge. Ils gagneront tous du pouvoir d'achat. Les 40% de retraités les plus modestes, qui ont un taux réduit de CSG ne seront pas affectés par cette mesure, ils n'auront rien. Et, les 60% de retraités qui ont le taux normal auront eux, une augmentation de 1,7 point de CSG. Et bien les plus aisés des plus aisés, je leur demanderai cet effort pour avoir un système plus intelligent pour leurs enfants et leurs petits-enfants, parce qu'il n'y a pas de finance magique contrairement à ce que vous dites.

291 CJ : Emmanuel Macron, vous avez quatre minutes d'avance.

292 EM : Mais par contre, tous les autres mais c'est très important donc je prends ces 4 minutes, je veux que nos concitoyens comprennent.

293 CJ : Oui mais Marine Le Pen va devoir les rattraper.

294 EM : Pour tous les autres retraités et bien cette hausse est compensée par la suppression de la taxe d'habitation pour eux.

295 CJ : Et donc Marine Le Pen.

296 MLP : La taxe d'habitation que vous leur accordez de la main droite, et en réalité que vous reprenez de la main gauche par l'impôt.

297 CJ : Marine Le Pen.

298 MLP : Mais comme vous êtes socialiste vous allez nous dire ça ne coûte rien, c'est l'Etat qui paye.

299 EM : Non je ne vous dis, je ne vous dis justement pas ça, je rétablis la vérité madame Le Pen.

300 MLP : Bien sûr.

301 NSC : Quelles sont vos propositions Marine Le Pen. Les vôtres.

302 EM : Donc tout le monde gagne en pouvoir d'achat avec cette mesure, sauf les plus aisés des retraités.

303 MLP : Alors, moi j'ai évidemment et monsieur Macron me le reproche souvent d'ailleurs, effectivement des mesures extrêmement importantes pour le pouvoir d'achat, pour rendre l'argent aux Français, et notamment qui passent par la baisse de 10% des trois premières tranches de l'impôt sur le revenu. Qui passent par le rétablissement de la demie part des veufs et veuves que les socialistes ont quand même maintenus, ce qui est assez ignoble je trouve, parce qu'ils auraient pu faire un effort sur ce sujet-là, par la défiscalisation des heures supplémentaires pour rendre du pouvoir d'achat à ceux qui travaillent. Par des mesures claires de prime de pouvoir d'achat pour les salaires et les retraites de moins de 1500 euro par mois, que je fais financer par une contribution sociale à l'importation et non pas par l'impôt, monsieur Macron. Et puis une baisse du prix du gaz et de l'électricité de 5% parce qu'aujourd'hui, il y a eu des hauts successifs qui pèsent considérablement sur le budget des familles. Je revalorise les petites retraites parce que vous allez taper sur les retraités.

304 EM : Non je les revalorise aussi.

305 CJ : Non monsieur Macron, on laisse parler Le Pen.

306 MLP : Mais ils sont, vous savez ils sont dans une situation pour beaucoup d'entre eux qui sont absolument dramatiques. Ils n'arrivent plus à boucler les fins de mois, et ils continuent à voir toujours tomber sur eux des demandes d'efforts et de sacrifices supplémentaires. Vous avez indiqué que la PL on ne va pas je vous cite : « on ne va pas continuer indéfiniment à financer 20 millions de ménage par les appels en nourrissant l'inflation immobilière ». Et bien si vous retirez les aides aux logements, il y a toute une série de foyer que vous ne pourrez plus.

307 EM : Non je ne propose pas madame Le Pen.

308 MLP : Qui ne pourront plus se loger. Eh bien moi, je veux que notamment pour les jeunes les moins de 27 ans puissent voir leur aide au logement augmentée de 25%. Et puis j'ai pensé aux familles, puisque vous y pensez pas beaucoup aux familles. Je vais penser aux familles par le rétablissement du quotient familial, puisqu'il a été baissé, ce sont les socialistes, le gouvernement auquel vous avez participé qui l'a baissé. Et puis revenir à l'universalité des allocations familiales pour permettre aux familles à nouveau, qui ont vu peser sur elles tout l'effort que le gouvernement auquel vous avez participé monsieur le ministre, et bien a fait peser sur leur budget soit.

309 NSC : Quel que soit le niveau de revenu de ces familles.

310 MLP : Oui. Oui. Oui, je suis, c'est le principe de l'universalité, donc voilà. Donc voyez, moi, je suis la candidate du pouvoir d'achat. Vous monsieur Macron vous êtes le candidat du pouvoir d'acheter, d'acheter la France hein, de la dépecer, puisque dans votre société.

311 EM : Et c'est reparti.

312 MLP : Bah oui c'est important quand même de savoir quelle est la philosophie de votre projet, dans votre société tout est à vendre et tout est à acheter. Voilà. Les hommes sont à vendre et à acheter, les ventres sont à vendre et à acheter, comme d'ailleurs monsieur Berger qui est un de vos soutiens nous l'a expliqué. Vous ne voyez les rapports humains que par rapport à ce que ça rapporte, par rapport aux dividendes qu'on peut en tirer. Ce n'est pas du tout ma vision. Moi je pense que le don, je pense que la, les efforts qui sont faits par exemple, bénévole par les bénévoles dans les associations. Les aidons 8 millions auxquels je vais me tourner pour leur offrir un trimestre supplémentaire tous les 5 trimestres, parce que s'ils n'étaient pas là, les 8 millions des dons et bien nous ne pourrions pas faire face aux couts que cela représenterait. Tout ce monde associatif bénévole auquel on pense pas, et qui est un des éléments de notre identité française. Vous voyez dans ma vision à moi.

313 EM : Vous savez madame Le Pen.

314 MLP : Monsieur Macron tout n'est pas à vendre et tout n'est pas à acheter. Tout ne fait pas l'objet d'un poids financier, d'une mesure financière, de statistiques financières, la France est bien autre chose que cela.

315 EM : Mais vous avez raison. La France c'est bien autre chose. C'est une civilisation ouverte, avec des principes généreux. Tout l'inverse de ce que vous portez, ça n'est pas la xénophobie, ça n'est pas votre vision des familles. Celle encore que votre père a payé il y'a quelques jours, de manière indigne. Ou celle que vous avez constamment menée au parlement européen comme dans les régions que vous avez cherchées à diriger, en proposant de supprimer les crédits au planning familiale, etc. ne parlez pas trop de la famille en ce qui vous concerne, vous avez une vision de la famille qui n'a jamais été la famille française. Mais moi j'ai une question à vous poser ; comment vous financez tout ça madame Le Pen ?

316 MLP : Ah mais je vais vous trouver des économies monsieur Macron.

317 CJ : Alors. Alors.

318 MLP : Tout de suite regardez. L'union européenne.

319 CJ : Marine Le Pen.

320 MLP : 9 milliards d'euro par an croyez-moi ça finance énormément.

321 EM : 6 milliards, 6 milliards madame Le Pen.

322 MLP : Ah vous oubliez les droits de douane qu'on reverse à l'union européenne.

323 EM : Mais non, mais non c'est 6, c'est 6 milliards.

324 MLP : Vous oubliez les droits de douane.

325 EM : Enfin qu'importe, alors allez-y, on a entre cent.

326 MLP : Oh non mais je note que vous êtes en fait moins technique que ce que vous voulez bien.

327 NSC : Alors.

328 MLP : Laisser croire.

329 CJ : S'il vous plait Marine Le Pen.

330 EM : Mais je suis plus précis que vous.

331 MLP : Moins au courant, moins au courant sur ce sujet.

332 CJ : Je vous repose, je vous repose cette question sur l'ensemble de vos mesures, on va l'aborder, on va l'aborder dans 5 minutes, mais non Emmanuel Macron, Emmanuel Macron.

333 EM : Mais Madame Le Pen nous a fait une liste à la Prévert pour montrer sa générosité, mais c'est formidable.

334 CJ : Juste une question Emmanuel Macron.

335 EM : C'est entre 100 et 150 milliards de dépenses nouvelles.

336 MLP : Ce n'est pas de la générosité monsieur Macron.

337 EM : Mais vous payez ça avec l'argent de qui ?

338 MLP : Je rends leur argent aux Français. C'est leur argent. Vous oubliez ça.

339 EM : Mais vous le prenez à qui madame Le Pen.

340 MLP : C'est leur argent.

341 EM : Vous le prenez à qui.

342 MLP : C'est leur argent, ça n'est pas vous qui le créez cet argent.

343 EM : Vous le prenez à qui ?

344 MLP : ça n'est pas le gouvernement auquel vous avez participé.

345 EM : Mais madame Le Pen.

346 MLP : C'est leur argent.

347 EM : A qui le prenez vous ?

348 MLP : On leur rend. Et c'est tout à fait légitime.

349 EM : à qui le prenez vous ?

350 CJ : Emmanuel Macron et Marine Le Pen la question.

351 EM : Mais à qui le prenez vous ?

352 MLP : Mais l'union européenne par exemple 9 milliards par an.

353 EM : ça c'est 150 milliards d'euro ce que vous présentez.

354 MLP : 9 milliards par an.

355 EM : Alors allez-y.

356 MLP : L'immigration a un cout, un cout absolument spectaculaire, je n'ai conservé que 15 milliards d'économie par an. J'ai été extrêmement raisonnable voyez dans mes calculs. Il y a la fraude sociale contre laquelle vous n'avez pas luté.

357 EM : Mais bien sûr elle va s'arrêter du jour au lendemain, mais du jour au lendemain vous serez présidente, les gens vont arrêter de venir, il n'y aura plus de fraude sociale, plus de fraude fiscale, tout va bien se passer. Du jour au lendemain comme ça. Formidable.

358 MLP : On essaye ?

359 EM : Formidable.

360 MLP : On essaye ?

361 EM : Non mais je n'ai pas envie d'essayer.

362 MLP : Je vais vous montrer ce que je suis capable.

363 EM : Je n'ai pas envie d'essayer du tout.

364 MLP : De faire pour lutter contre la fraude sociale.

365 EM : Madame Le Pen, vous savez quoi, je n'ai pas envie d'essayer, et je crois que les Français non plus.

366 MLP : Et pour faire en sorte.

367 EM : Ils n'ont pas du tout envie d'essayer avec vous.

368 MLP : Que les Français. Ne parlez pas à leur place monsieur Macron.

369 EM : Non, je ne parle pas à leur place. Mais ils n'ont pas envie. Tout ça n'est pas sérieux.

370 MLP : Vous avez plutôt la position aujourd'hui du candidat par défaut.

371 EM : Mais tout ça n'est pas sérieux.

372 MLP : Choisi par défaut par toute une série de gens, alors vous devriez faire preuve d'un peu moins d'arrogance avant l'élection quand même.

373 EM : Madame Le Pen, je vous dis juste que moi, je prends les Françaises et les Français pour des adultes. Je ne leur mens pas. Je ne leur mens pas. Vous, vous mentez, vous mentez, vous mentez en permanence.

374 MLP : Mais il me semble que vous avez tenté de les infantiliser beaucoup ces derniers temps quand même.

375 EM : Là vous faite une liste à la Prévert, vous ne la financez pas. Qui plus est, le jour où obtiendrez vos 6 ; vous prétendez 9, milliards d'euro par an à l'Union européenne, mais il faudra d'abord payer tout ce qu'on doit à l'Union européenne. Regardez ce que fait la Grande Bretagne avec le Brexit, elle a à payer entre 60.

376 MLP : Elle négocie.

377 EM : Oui mais elle a à payer entre 60 et 80 milliards d'euro.

378 MLP : Elle négocie.

379 EM : Mais elle a dès le début, à payer entre 60 et 80 milliards d'euro, dès le début, voilà.

380 MLP : Elle négocie, elle négocie.

381 EM : Donc c'est de l'argent, ça coûte. Et ensuite il y a, mais on y viendra avec grand plaisir sur l'euro et toutes les conséquences.

382 NSC : C'est totalement prévu, c'est totalement prévu.

383 EM : Sur ce projet. Mais, vous ne financez pas ce que vous promettez. Donc je veux juste que nos concitoyens, par rapport à la liste que vous avez faite, parce que moi les aidons, nos associations je les soutiendrai.

384 MLP : Et votre chiffrage il est où ?

385 EM : Moi je les soutiendrai.

386 MLP : Il est où votre chiffrage ?

387 EM : Il est en ligne, et j'ai eu la courtoisie de rappeler comment je finançais mes baisses d'impôt, vous savez la mesure que je fais sur la CSG c'est pour financer des baisses de charges salariales. Vous, ce sont des cadeaux. Mais quelqu'un va payer. Je veux que nos concitoyens le comprennent.

388 MLP : Des cadeaux ?

389 EM : Quelqu'un va payer, vous proposez des augmentations d'aide ou des baisses d'impôts.

390 MLP : Des cadeaux ?

391 EM : Que vous ne financez pas.

392 NSC : Alors.

393 MLP : Vous avez dit des cadeaux ?

394 EM : Je dis, madame Le Pen, que votre projet est un projet caché.

395 MLP : Donc rendre l'argent que.

396 EM : Mais rendre l'argent.

397 MLP : Payent les Français aux Français c'est un cadeau ?

398 EM : Madame Le Pen.

399 MLP : Vous préférez le donner à qui ?

400 EM : Mais je ne le donne à personne, je dis simplement que.

401 MLP : Vos amis ?

402 EM : Quand vous baissez des impôts.

403 MLP : Vos amis des puissances financières ?

404 EM : Quand vous baissez des impôts, si vous n'avez pas baissé des dépenses en face, tous nos concitoyens qui nous écoutent peuvent le comprendre.

405 MLP : Je baisse des dépenses auxquelles vous ne voulez pas toucher, monsieur Macron.

406 EM : Mais vous ne baissez aucune dépense madame Le Pen.

407 MLP : Si.

408 EM : Ce n'est pas vrai.

409 NSC : Alors s'il vous plait, nous reviendrons.

410 EM : Ce n'est pas vrai.

411 NSC : Tout à l'heure.

412 EM : Et donc vous allez soit creuser le déficit et dépendre des marchés financiers.

413 NSC : Alors.

414 EM : Soit augmenter les impôts durant votre quinquina mais vous ne le dites pas. Soit augmenter la dette. Et à ce moment-là ce seront nos enfants qui paieront. Je ne veux aucune de ces solutions. Aucune. C'est tout.

415 NSC : Alors.

416 MLP : Vous, vous en avez fait 300 milliards je crois de dettes pendant que vous étiez ministre.

417 EM : Non.

418 NSC : Attendez, on y reviendra tout à l'heure, on y reviendra tout à l'heure.

419 EM : Veuillez m'excuser madame Le Pen, ça n'est pas le cas.

420 MLP : Ah c'est dur hein d'assumer son bilan.

421 EM : Moi j'assume totalement mon bilan.

422 MLP : C'est dur.

423 NSC : Madame Le Pen.

424 EM : Le problème c'est que vous n'êtes pas capable de me citer.

425 NSC : Marine Le Pen, Marine Le Pen on y reviendra tout à l'heure.

426 EM : Un cas industriel probant sur mon bilan, on peut y revenir.

427 NSC : Emmanuel Macron on ne va pas refaire le même débat en boucle, on y reviendra tout à l'heure sur le chiffre.

428 EM : Non mais madame Le Pen voudrait que je porte le fardeau des 20 dernières années, qui ont nourries sa montée et la prospérité de son père.

429 MLP : Non c'est vrai. Les 4 ans où vous avez été conseiller du ministre ça suffira.

430 NSC : Attendez alors, on va.

431 EM : Mais madame Le Pen.

432 MLP : On va déjà commencer par faire ça.

433 EM : Madame Le Pen.

434 MLP : Vous savez c'est une œuvre de vérité et d'honnêteté que d'assumer.

435 EM : Oui mais j'assume tout, j'assume tout.

436 MLP : Au près des Français les résultats qui ont été les vôtres.

437 EM : J'assume tout, j'assume tout mon mandat de ministre.

438 NSC : Alors on va y aller.

439 EM : De bout en bout sur toutes mes responsabilités.

440 NSC : On va avancer Marine Le Pen.

441 EM : Pas les responsabilités des autres.

442 MLP : Pas depuis le début du débat quand même.

443 EM : Mais si simplement.

444 NSC : Marine Le Pen on y reviendra sur le chiffre.

445 EM : Vous m'imputez des choses que je n'ai pas faites.

446 NSC : De vos programmes.

447 EM : Vous m'imputez des choses qui étaient avant que je sois ministre. Et surtout vous dites beaucoup de bêtises.

448 NSC : Alors maintenant on va voir l'avenir, attendez.

449 EM : Mais parce que vous avez un rapport à la vérité qui n'est pas le bon, et c'est le problème de tous les extrêmes. Donc c'est votre fond de commerce je ne vous en veux pas.

450 NSC : On va poursuivre, Emmanuel Macron vous êtes très en avance.

451 MLP : Quand vous êtes en difficulté vous vous mettez à insulter votre.

452 EM : Mais je ne vous insulte pas.

453 MLP : Adversaire c'est étonnant quand même.

454 EM : Madame Le Pen vous le savez, depuis tout à l'heure si quelqu'un a insulté l'autre c'est plutôt vous.

455 MLP : Ah il ne me semble pas avoir dit la moindre insulte.

456 NSC : Alors.

457 EM : Quand, quand, quand madame Le Pen, vous dites que je ne respecte pas le corps des femmes en faisant un raccourci indigne avec monsieur Berger.

458 MLP : Avec la GPA.

459 EM : Oui, j'ai toujours été très clair sur ce sujet.

460 NSC : Alors gestation pour autrui, on n'était pas vraiment là mais.

461 EM : Non parce que madame Le Pen a manié cette insulte.

462 NSC : C'est juste pour que les téléspectateurs comprennent.

463 EM : Je dis ça c'est un mensonge, j'ai toujours dit que j'étais contre la GPA, voilà.

464 MLP : Oui mais vous êtes d'accord, vous êtes d'accord pour que les GPA qui ont lieu à l'étranger, en réalité on les entérine sur le territoire national. C'est-à-dire que vous êtes en train de créer des filières de GPA à l'étranger.

465 EM : Oui bien sûr.

466 MLP : C'est non seulement aussi ignoble sur le plan.

467 NSC : Alors.

468 MLP : De la commercialisation du corps humain mais c'est en plus particulièrement cynique et hypocrite.

469 EM : Je suis totalement contre la GPA, je l'ai dit et redit. Simplement quand vous avez un enfant sur le territoire français, vous, vous préférez le laisser sans droits. Ça correspond à votre vision de l'humanité mais ça n'est pas la mienne. Moi je crois dans la générosité de l'humanité.

470 NSC : Alors on y va.

471 EM : Et dans les principes.

472 NSC : On avance Marine Le Pen, on avance.

473 MLP : Y compris au prix de la commercialisation des corps.

474 EM : Non madame Le Pen je suis contre la commercialisation des corps.

475 MLP : Un nouvel esclavage en réalité moderne.

476 EM : Je suis contre le fait qu'un enfant qui n'a rien demandé à personne et qui est né à l'autre bout du monde subisse cela, voilà.

477 MLP : Il peut très bien bénéficier d'une tutelle, monsieur Macron.

478 NSC : Attendez.

479 EM : Mais oui madame Le Pen.

480 MLP : C'est pas en la reconnaissance.

481 EM : Oui avec vous il aura la tutelle ensuite il pourra mourir dans la rue, parce qu'il n'aura plus la ME parce qu'il n'aura pas la nationalité française.

482 NSC : On ne va pas, on ne va pas, alors allons y.

483 EM : C'est formidable, vous avez un projet de société formidable.

484 NSC : On va parler d'un sujet, vous êtes très en retard Marine Le Pen.

485 MLP : Un peu de sérieux quand même on est.

486 NSC : Marine Le Pen.

487 MLP : Au second tour de l'élection présidentielle.

488 NSC : Marine.

489 EM : Oui vous avez raison, il faut beaucoup de sérieux et votre projet n'en a pas les apparences depuis le début.

490 NSC : Venons-en à un sujet qui intéresse tous nos téléspectateurs, à savoir, les protections sociales. Je voudrais savoir, quels sont les progrès que vous proposez aux Français en matière de remboursement par la sécurité sociale. C'est à vous, vous avez un léger temps de retard, et après ce sera à monsieur Macron de faire sa proposition.

491 MLP : Alors d'abord je veux sauver le système de protection sociale, parce que la réalité c'est que, aujourd'hui, ce système de protection sociale il est mis en danger. Vous avez bien vu que l'objectif c'est d'essayer de le démanteler par un groupe ou par un autre. On parle de financement d'ailleurs monsieur Macron vous avez fait toute une série là de propositions de remboursement, de l'optique, etc., mais vous êtes restés extrêmement flou. L'optique c'est quoi ? Les verres ? Les montures ? Les niveaux ? Bon on n'en saura pas plus avant probablement l'élection. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a encore beaucoup d'économie à faire sans baisser les prestations qui sont accordées. Et notamment par des progrès et l'utilisation des progrès numériques. Par exemple avec la vente à l'unité des médicaments. Tout cela n'est pas mis en place, et ça pourrait être mis en place de manière extrêmement simple. Et puis au-delà de la protection sociale, il y a l'offre de soins ; et l'offre de soin, on se retrouve confronter à la difficulté de la désertification. C'est-à-dire que dans beaucoup de nos compagnes, et bien il faut aller à parfois 50, 60 km pour réussir à trouver peut-être pas un généraliste mais au moins un spécialiste. Et parfois 4 mois où 6 mois pour obtenir un rendez-vous. Donc là, il y a encore une fois des mesures, qui sont des mesures claires à mettre

en œuvre. D'abord, augmenter le numerus clausus que vous n'avez pas touché lorsque vous évitez aux responsabilités. Du fait qu'aujourd'hui nous n'avons pas assez de médecin, nous sommes obligés d'aller chercher des médecins à l'étranger ; en privant d'ailleurs bien souvent les pays de cette offre de soin que nous allons chercher chez eux. Bon, il faut mettre en place un stage d'internat de 6 mois dans des territoires qui sont sous dense en matière de santé. Il faut proposer des baisses de fiscalité pour les médecins qui sont à la retraite pour leur suggérer de rester pendant un certain nombre de mois, un certain nombre d'années.

492 NSC : Il y a plus de choses remboursées ? Plus de choses, vous avez parlé tout à l'heure des prothèses auditives, des prothèses dentaires, de l'optique. Est-ce que dans votre programme il y a des plus par rapport à ce qu'on a actuellement ?

493 MLP : Nous ferons surtout en sorte que les médicaments baissent, que le coût des médicaments baisse. Car si on obtient la baisse du coût des médicaments, et bien alors on en remboursera plus et alors on pourra se servir de ces fonds pour pouvoir rembourser des choses qui, aujourd'hui, restent à la charge de nos compatriotes. Et il y a un bras de fer à faire avec les laboratoires. Quand je l'ai dit, on m'a expliqué que ce n'était pas possible, et puis j'ai vu que dernièrement quand même il avait été obtenu qu'un médicament a baissé, un médicament qui était terriblement cher, a baissé je crois de près d'un tiers ou de la moitié. Donc vous imaginez c'était considérable. Donc il faut un moment donné la volonté politique. Or cette volonté politique elle n'existe plus parce qu'on se soumet aux grands laboratoires, parce qu'on se soumet aux grandes puissances financières, et puis parce qu'il y a derrière des gens qui ont des intérêts privés. Vous en avez dans votre équipe quelqu'un qui avait des intérêts privés.

494 EM : Ah ça y est.

495 MLP : Qui travaillait chez Servier.

496 EM : Ah ça y est.

497 MLP : Ah bah oui, tout le monde était étonné, on a vu dans le programme de monsieur Macron, il y avait le remboursement particulièrement de l'hypertension, on s'est dit mais pourquoi particulièrement l'hypertension bah parce qu'on a appris que son conseiller santé, en réalité était un des plus gros lobbyistes de Servier, et que Servier c'est précisément le grand laboratoire dont le domaine de prédilection est la lutte contre l'hypertension.

498 NSC : Alors une réponse Emmanuel Macron à la fois sur Servier, vous êtes à égalité.

499 EM : Alors j'ai une mauvaise nouvelle.

500 NSC : Maintenant, donc une réponse si possible un peu brève.

501 EM : Je suis, je partage une partie des recommandations et d'ailleurs c'est dans mon projet. Mais sur les médicaments j'ai une mauvaise nouvelle. 80% des médicaments sont faits à l'étranger, comme vous taxez les importations, on va augmenter le prix. C'est pas de chance pour toutes celles et ceux qui nous écoutent, avec madame Le Pen on a une taxe mais on n'a pas bien compris 3, 10 ça dépend de vos porte-parole. M'enfin on va taxer les importations avec vous.

502 MLP : Donc on ne va plus recréer, donc on a abandonné l'idée d'avoir des laboratoires qui soient des laboratoires français monsieur Macron ?

503 EM : Mais madame le Pen on en a, on en a madame Le Pen, on en a.

504 MLP : Alors il faut les booster.

505 EM : Mais il faut les booster, 80% mais.

506 MLP : Voilà.

507 EM : On ne va pas du jour au lendemain faire 80% des médicaments qu'on importe. Vous savez ça ne marche pas comme ça dans la vraie vie, ça ne marche pas comme ça. Sur les plateaux de télévisions peut-être, mais pas dans la vraie vie. Donc pendant les années qui viennent, si vous êtes élue, et bien tous les médicaments augmenteront, en tout cas 80% tous ceux qui sont importés. Je dis ça

pour montrer l'incohérence de ce que vous proposez aux Français. Ensuite le vrai problème en effet.

508 MLP : Ce n'est pas vrai monsieur Macron.

509 EM : Il est. C'est tout à fait vrai, vous pourrez vérifier, vous devez avoir dans vos dossiers. Alors sur le reste, l'un des vrais problèmes ce sont les déserts médicaux, ça c'est tout à fait juste. 30% des départements n'ont plus de continuité des soins. Et donc on doit là investir dans ces maisons pluridisciplinaires de santé, dans une meilleure organisation entre la médecine publique et la médecine privée, pour faciliter ce qu'on appelle le parcours du patient. Pour permettre de plus facilement à les sortir de l'hôpital dès que c'est possible ; pour aller vers des maisons de soin plus facilement accéder à des spécialistes ou à des médecins sur le territoire, pour ne pas que tout le monde aille aux urgences et parfois une demie heure ou trois quart d'heures de voiture. Je pense d'ailleurs en particulier à nos territoires d'outre-mer, où là il y a un besoin criant de santé. La Guyane en particulier, mais la plupart quasi tous les territoires ultra marins ont ce problème d'une offre de santé et de spécialistes. Et aujourd'hui on dépense beaucoup plus en faisant des évacuations sanitaires pour ramener nos concitoyens des territoires ultra marins vers l'Hexagone et vers des spécialistes qu'ils n'ont pas, alors qu'on devrait développer l'implantation des spécialistes sur la totalité du territoire français.

510 MLP : Mais monsieur Macron il y a surtout un énorme problème d'immigration clandestine et notre système de santé est noyé par l'immigration clandestine en Guyane et à Mayotte.

511 EM : On y reviendra, il y a aussi un problème d'immigration vous avez tout à fait raison sur ces deux territoires.

512 CJ : Emmanuel Macron.

513 EM : Mais il n'empêche qu'il y a un problème de santé que je voulais souligner. Et si on veut réduire le reste à charge, sur les médicaments comme sur

les autres prothèses ; c'est-à-dire la prothèse auditive, le dentaire et l'optique, quand je parle de l'optique c'est évidemment la monture et le verre. Ce que je souhaite, moi, c'est d'avoir une clarification de la relation entre la sécurité sociale, les mutuelles et les professionnels qu'ils soient les prothésistes ou les médecins. Aujourd'hui vous avez un reste à charge qui est très important, beaucoup trop important. Pourquoi, parce qu'on a des contrats types qu'on ne peut pas comparer. Et là c'est une réforme très pragmatique. Moi, je veux qu'on ait trois contrats types pour tous les concitoyens : un contrat moyen, un contrat qui couvre tout et un contrat renforcé, qu'on puisse comparer. Aujourd'hui pour celles et ceux qui nous écoutent, je vous défie allez essayer voir votre voisin et de comparer votre contrat de couverture. C'est impossible de savoir si on est mieux couvert ou moins bien. Parce que on ne couvre pas la même chose, donc on va tous se mettre autour de la table et je me suis donné le quinquina pour pouvoir avoir une prise en charge à 100%.

514 CJ : Monsieur Macron.

515 EM : Et un dernier point.

516 CJ : Vous avez 3 minutes d'avance très vite.

517 EM : Quand on parle de santé qui est fondamental et je m'arrêterai là. C'est la prévention. Je suis aussi tout à fait d'accord pour la fin du numérus clausus, le problème c'est que ça prendra 10 ans pour avoir pour former des médecins. Mais derrière on doit tout faire pour améliorer la prévention dans les écoles, dans les maisons de retraites. C'est pour ça que dans les formations des médecins, je souhaite qu'il y ait un trimestre dédié à la prévention. Voilà.

518 CJ : Je vais vous demander.

519 MLP : Mais dites-moi monsieur Macron.

520 CJ : Non. Non.

521 MLP : Excusez-moi vous parlez de, vous, vous parlez de ça de prévention et ça ne vous a pas ennuyé dans la loi El Khomri d'effondrer la santé, la santé en milieu professionnel ? ça ne vous.

522 EM : Est ce qu'elle s'appelle la loi Macron ?

523 MLP : Non mais, la loi Macron, la loi El Khomri.

524 EM : Elle ne s'appelle pas la loi Macron, elle ne s'appelle pas la loi Macron.

525 MLP : C'est la loi Macron.

526 EM : Non la loi El Khomri.

527 MLP : Vous êtes partis parce que vous avez pas voulu l'assumer.

528 EM : Elle ne s'appelle pas la loi Macron.

529 MLP : Mais c'est la loi Macron.

530 EM : Mais non.

531 MLP : Ben c'est la loi Macron El Khomri allez.

532 EM : Mais je suis d'accord avec certains points.

533 MLP : Dans la loi Macron El Khomri on voit bien qu'en l'occurrence la protection de la santé dans l'entreprise, et bien s'est effondrée. Voilà. Parce que vous ne donnez plus les moyens. Parce qu'on retire les moyens, précisément de pouvoir permettre de faire de la prévention pour les salariés, qu'on a diminué ces moyens, que donc on diminue les visites médicales. Et ça, ça va avoir une conséquence extrêmement grave sur la prévention dont vous parlez par ailleurs mais que manifestement dans les faits, et bien vous n'entendez pas mettre en œuvre.

534 CJ : Merci on va avancer maintenant, je vais vous demander de répondre très précisément et très clairement à une question : à quel âge les Français doivent-ils partir à la retraite ?

535 MLP : 60 ans avec 40 annuités. 60 ans s'ils ont 40 annuités. Voilà. Moi c'est très clair.

536 EM : Et quand ?

537 MLP : 60 ans quand ils ont 40 annuités.

538 EM : Dès votre élection, si vous êtes élue ?

539 MLP : Non, je m'engage à ce que ce soit le cas d'ici la fin du quinquina pour une raison simple.

540 EM : ça a changé.

541 MLP : Mais non, non ça n'a pas changer.

542 EM : C'était dans les deux mois il y'a quelques semaines, mais bon ça a dû changer.

543 MLP : Dans les deux mois ?

544 EM : Oui vous aviez dit dès que je suis élue, et là vous avez d'un seul coup changé.

545 MLP : Non monsieur Macron, écoutez, excusez-moi mais parlez de vos projets mais pas du mien, parce que manifestement vous le connaissez mal.

546 EM : Ah inspirez-vous de ce précepte pour vous-même madame Le Pen.

547 MLP : Moi je vais vous dire très clairement, le plus vite sera le mieux. Le plus vite sera le mieux, parce que l'idée qu'on demande toujours des sacrifices aux Français, en toutes circonstances, en leur expliquant et en les culpabilisant d'ailleurs. C'est votre grande spécialité, objectivement. Si notre régime de retraite ne fonctionne pas, c'est à cause d'eux c'est parce qu'ils ne travaillent pas assez longtemps ; c'est parce qu'ils ne travaillent pas assez. Il y'a toujours un phénomène de culpabilisation des Français en toutes circonstances. D'ailleurs s'ils sont au chômage monsieur Macron, vous leur dites c'est de votre faute, c'est parce que vous n'acceptez pas les offres qui vous sont faites. Et c'est la raison pour

laquelle d'ailleurs vous voulez supprimer en réalité limiter l'indemnisation du chômage en expliquant que et bien on leur fera deux offres, on ne sait pas où, on ne sait pas de quoi, si ça se trouve à 200 km ou à 300 km.

548 EM : Vous parliez de parler de votre projet et pas de celui de l'autre.

549 MLP : Et si, et si au bout de deux fois. Et si au bout de deux fois ils disent non, et bien ils n'auront plus d'indemnisation chômage. Eh bien moi cette culpabilisation des Français, je ne la supporte plus. Les Français n'ont aucune raison de culpabiliser.

550 EM : Eh bien vous avez raison, vous avez totalement raison.

551 MLP : Si notre, si notre système de retraite.

552 EM : Mais ils ont le droit qu'on les prenne pas pour des imbéciles non plus.

553 MLP : On peut terminer, ou ?

554 EM : Oui. Mais allez y parlez de votre projet comme vous le disiez. Vous ne parlez pas de votre projet sur les retraites.

555 MLP : On peut ? Merci. Voilà. Donc, si le système, le régime de retraite aujourd'hui est en grande difficulté, ça n'est pas de la faute des Français. C'est de votre faute. C'est de la faute du système qui vous soutient monsieur Macron. C'est celui qui a été au pouvoir depuis des années, et des années. Qui a mis en place un modèle économique qui a entraîné un chômage de masse. Car le seul moyen et un très bon moyen de sauver le système de retraite c'est de trouver la voie de l'emploi. La retraite à 60 ans avec 40 annuités c'est 17 milliards de coût. Baisser le chômage de 3 points c'est 25 milliards de recette pour l'Etat. Sauf que ça, vous avez été incapable de le faire, parce qu'encore une fois le modèle économique soumis à la mondialisation sauvage ; l'ouverture totale des frontières ; la concurrence de tous contre tous, et bien ça, ça entraîne le chômage de masse que nous vivons aujourd'hui. Faut donc rompre avec ce modèle-là. Mettre en place les protections contre la mondialisation, se réarmer face à la mondialisation. Et ainsi avec,

effectivement, notre tissu économique, nos TPE/ PME retrouver la voie de l'emploi, faire baisser le chômage et sauver ce système de retraite par répartitions auxquelles nous sommes si attachés. Votre proposition je la connais. Elle consiste à faire un mode, un régime unique. Ça fait très longtemps que c'est dans les cahiers des ultralibéraux ce régime unique, parce que en fait ce sera la baisse généralisée des.

556 EM : Ah bon ?

557 MLP : Ah oui bien entendu.

558 EM : D'accord.

559 MLP : Et notamment ce sera la fin des complémentaires. C'est-à-dire que le, les privés, les cadres vont évidemment beaucoup souffrir de cette mesure. C'est la fameuse retraite à points, on l'avait trouvée chez monsieur Fillon aussi. Décidément vous avez des points communs quand il s'agit de mettre en place des mesures ultralibérales telle celle-là.

560 CJ : Avec votre réforme à vous des retraites, Emmanuel Macron, donc globalisation des systèmes comme l'a dit Marine Le Pen, on partira à la retraite à quel âge ?

561 EM : Alors d'abord madame Le Pen propose de partir à 60 ans, donc elle proposait naguère qu'on puisse le faire dès son élection, maintenant elle a reporté la chose. Ça coute 30 milliards.

562 MLP : Non 17.

563 EM : ça coute 30 milliards, c'est infinançable. C'est ce qui avait été fait au début des années 80 par François Mitterrand. Et à une époque où l'espérance de vie était à 10 ans inférieure à celle d'aujourd'hui. Donc à la fin des fins, vous savez il n'y a pas de finance magique. Les retraites, moi je propose de garder un système par répartition. Ce sont les actifs qui payent les retraites des retraités. Et donc quand on fait une mesure comme madame Le Pen, soit on va augmenter les

cotisations ; soit on va baisser les pensions. Mais on ne peut pas expliquer aux gens, on va, vous payez pour tout le monde la retraite à 60 ans, y compris pour des gens qui sont derrière un bureau, qui ont pas de pénibilités forcément comme les autres. Qui ont commencé à 25, 28 ans parce qu'on commence plus tard la carrière, vous leur dites à 60 ans, bon. Très bien, c'est très généreux, c'est peut-être tout à fait louable, mais vous n'expliquez pas comment vous le financez. Et donc toutes les hypothèses qu'il y a, évidemment que la baisse du chômage est prise en compte. Mais vous n'avez pas non plus expliqué comment vous allez baisser le chômage. On l'a vu tout à l'heure, vous ne proposez rien. Donc moi je le dis simplement, la réforme des retraites de madame Le Pen c'est ou l'augmentation des cotisations, ou la baisse des pensions. Moi ce que je propose c'est de garder un système, mais de le faire, d'avoir un système juste. Je ne propose pas du tout de toucher aux complémentaires ou autre. Donc ne mentez pas aux gens.

564 MLP : Le régime unique c'est ça.

565 EM : Non.

566 MLP : C'est la disparition des complémentaires.

567 EM : Non, c'est déjà un régime sur la base qui soit le même pour tout le monde. Il y'a 37 régimes de base qui sont différents. Ça n'est plus acceptable et nos concitoyens ne le comprennent plus, ne l'acceptent plus. Un artisan, un commerçant il ne comprend plus ; un agriculteur qui est à la MSA il n'accepte plus aujourd'hui d'avoir le système général à côté de lui, d'avoir les régimes spéciaux qui sont beaucoup plus avantageux.

568 CJ : Et l'âge de départ sera le même pour tous ?

569 EM : Et donc je ne change pas pour le quinquina à venir l'année de départ. Je ne change pas le niveau de cotisations. Je ne change rien, et toutes celles et ceux qui sont à 5 ans de départ, je ne change rien pour eux.

570 CJ : Et pour après ?

571 EM : Je mets en place un système qui montera progressivement en charge. Tous les droits acquis sont maintenus, et chacun ensuite cotisera une nouvelle année dans le système. Et le système aura un pilotage qui sera négocié chaque année, où on décide de manière responsable, parce qu'il n'y a pas de fiances magiques, est ce que vous êtes prêts ou à augmenter les cotisations, ou à décaler l'âge. Ce sera décidé chaque année.

572 MLP : Le triangle de Bermudes du MEDEF ça.

573 EM : Non ce sera, pas du tout le MEDEF comme monsieur Fillon n'était pas du tout sous cette réforme.

574 MLP : D'ailleurs madame Parisot sera peut-être votre premier ministre en fait.

575 EM : Non.

576 MLP : Vous avez dit que ce serait peut-être une femme.

577 EM : Non j'ai une annonce à vous faire ? Non.

578 NSC : Alors.

579 EM : Voilà.

580 MLP : Madame Taubira alors peut-être.

581 NSC : Attendez.

582 EM : Non plus, mais allez-y faites le tour de vos fantasmes.

583 NSC : Ce n'est pas forcément la question la plus passionnante de la soirée.

584 EM : Je peux vous répondre.

585 NSC : On veut.

586 MLP : C'est une question passionnante de savoir qui sera le premier ministre ou la première.

587 EM : Ce sont des questions qui intéressent madame Le Pen ne la contrariez pas.

588 NSC : Eh bah ce sont.

589 EM : Vous avez connu beaucoup de présidents de la République qui l'annonçaient avant ?

590 MLP : C'est très important de savoir.

591 NSC : Ce n'est pas important, je voulais, parce qu'on. On nous accuse régulièrement, madame Le Pen.

592 EM : Oui c'est très important.

593 MLP : Tous quasiment, on le savait avant, tous.

594 EM : Oui.

595 NSC : Madame Le Pen.

596 MLP : Tous monsieur.

597 NSC : On nous accuse de pas parler de fond de temps en temps et il y a un sujet.

598 MLP : Le fond c'est très important le premier ministre.

599 EM : Oui c'est très important.

600 NSC : Il y a un sujet qui préoccupe les Français.

601 EM : Donc ne nous divertissez pas. Donc sur la retraite, on reste sur un système de répartition qui est plus juste et plus transparent.

602 NSC : Alors.

603 EM : Et qui est, lui, financé contrairement au vôtre.

604 NSC : Alors, à propos de sécurité, de terrorisme. C'est quand même un sujet qui préoccupe énormément les Français, la France a été touchée par de nombreux attentats. Il y a eu deux lois sur le terrorisme et les renseignements qui ont été adoptées, nous vivons encore aujourd'hui sous le régime de l'état d'urgence. Je voudrais savoir quelles sont vos propositions Marine Le Pen dans ce contexte actuel ? Très concrètement.

605 MLP : La sécurité et le terrorisme est un, une problématique absolument majeure. Totalement absente de votre projet. Totalement absente. Aucune proposition qui tienne la route. C'est-à-dire que la sécurité physique de nos compatriotes, et la lutte contre le terrorisme et le fondamentalisme islamiste, vous ne voulez pas le mener. Et vous ne voulez pas le mener monsieur Macron, moi, je sais pourquoi. Bon contre le terrorisme, il faut d'abord retrouver nos frontières nationales tout de suite, immédiatement. Et ça, ce sera quelque chose que je ferais immédiatement après mon arrivée au pouvoir. Il faut que l'on expulse tout de suite les fichiers S étrangers qui sont sur notre territoire. Tous ceux qui étrangers sur notre territoire ont un lien avec le fondamentalisme islamiste, dehors. Dehors. Tous ceux qui sont double nationaux, double nationaux, on mettra en œuvre la déchéance nationale. Je sais que vous êtes contre cela, mais vous êtes pour toutes les propositions laxistes, et contre toutes celles qui font preuve de fermeté.

606 EM : Vous me laisserez expliquer mon projet madame Le Pen, parlez du vôtre.

607 MLP : Et déchus de leur nationalité ils seront également renvoyés.

608 EM : ça va leur faire peur, pour ceux qui se font sauter, ça va être terrorisé.

609 MLP : Dans leur pays, la déchéance.

610 EM : Non la déchéance, qui est un débat qui a déjà eu lieu. Le président de la République a voulu le faire. Ça règle rien au sujet, mais c'est tout. Continuez. Quelqu'un qui se fait sauter, puisqu'aujourd'hui les terroristes que nous devons combattre et que j'éradiquerai, ce sont des gens qui se suicident dans les attentats. On l'a vu. Vous pensez que quelqu'un.

611 MLP : Vous attendez, vous attendez l'attentat vous ?

612 EM : Mais je n'attends pas l'attentat.

613 MLP : Eh bien moi je n'attends pas l'attentat, je n'attends pas l'attentat.

614 EM : Je n'attends pas l'attentat, mais simplement quelqu'un qui est dans ses dispositions d'esprit, la déchéance de nationalité brandie par madame Le Pen vous pensez que ça le fait trembler. Il faut aller beaucoup plus au cœur, beaucoup plus au fond et être beaucoup plus concret.

615 MLP : Pas de leçons sur ce sujet-là.

616 EM : Beaucoup plus au fond des principes, non pas de leçons en effet.

617 MLP : Donc avant qu'ils aient commis l'attentat monsieur, avant, déchéance de nationalité, expulsion immédiate. Voilà. Déjà tous ceux-là ils sont plus sur le territoire et donc nos policiers et des gendarmes peuvent continuer à surveiller un nombre qui soit limité de personnes, parce que arriver quand même à laisser sur le territoire, monsieur Macron, 11 000 fichiers S pour fondamentalisme islamiste, 11000 et ça c'est aussi le bilan de votre gouvernement. C'est une véritable honte. Le lendemain de l'attentat, vous avez dit : « je ne vais pas inventer quand même un programme dans la nuit contre le terrorisme ». C'est-à-dire que vous vous présentez à l'élection présidentielle.

618 EM : Mais je l'ai madame.

619 MLP : Alors que vous n'avez même pas un programme.

620 EM : Mais madame je l'ai.

621 MLP : Constitué, sérieux.

622 EM : Mais je ne tombe pas comme vous dans le piège.

623 MLP : Cohérent.

624 EM : Des sauts de cabris.

625 MLP : Vous pouvez me laisser terminer ?

626 EM : Mais non parce que vous, à constamment vous êtes dans.

627 MLP : Vous pouvez ? vous êtes très énervé.

628 EM : L'invective, je ne suis pas du tout énervé madame Le Pen.

629 MLP : Laissez-moi parler, regardez j'ai, j'ai du retard sur vous.

630 EM : Je suis en train de vous dire, mais vous allez le rattraper.

631 MLP : Alors laissez parler.

632 EM : Mais parlez de votre projet ne dites pas de bêtises sur le mien. J'ai un projet mais simplement je ne réagis.

633 MLP : Non vous n'avez pas, vous n'avez pas de projet.

634 EM : Pas aux événements comme vous, je les anticipe.

635 MLP : Non seulement vous n'avez pas de projet, mais en plus vous avez une complaisance pour le fondamentalisme islamiste. C'est ça peut être le problème des.

636 NSC : Développez vos propositions il vous répondra.

637 MLP : Moi je pense qu'il faut aussi s'attaquer.

638 EM : Il y'en a pas, vous voyez bien.

639 NSC : Développez vos propositions monsieur Macron vous répondra.

640 MLP : C'est bon ? Allez buvez un coup ça va aller mieux.

641 EM : Allez-y madame Le Pen, soyez respectueuse comme je le suis avec vous.

642 MLP : Non, non, mais parce que vous me coupez la parole toutes les 10 secondes à peu près. Je vous sens un peu agacé. Je pense qu'il faut s'attaquer à la racine du mal. La racine du mal c'est le développement exponentiel du

fondamentalisme islamiste sur notre territoire. Il faut évidemment fermer les mosquées salafistes, il faut expulser les prêcheurs de haine. Il faut aussi s'attaquer aux associations qui vous soutiennent monsieur Macron, comme l'UOIF. L'UOIF c'est l'union des organisations.

643 NSC : Union des organisations islamiques de France.

644 MLP : Islamistes de France, non c'est l'union des organisations islamistes de France. Car en réalité c'est une association islamiste, qui défend le fondamentalisme islamiste. Qui soutient monsieur Macron, qui a invité à chacun de ses congrès, vous entendez, à chacun de ses congrès des gens qui sont venus exprimer leur haine des juifs, leur haine des homosexuels, leur haine des mécréants, et qui tiennent systématiquement des discours de haine. Monsieur Hani Ramadan qui justifie la lapidation des femmes, il vous a soutenu aussi. Et quand on vous a dit.

645 EM : Mais ne dites pas de bêtises.

646 MLP : Non, non quand on vous a dit Monsieur Macron.

647 EM : Mais parlez de votre projet.

648 MLP : Non monsieur Macron c'est important.

649 EM : Parlez de votre projet.

650 MLP : Que les Français sachent.

651 EM : Je vais leur, je vais vous répondre.

652 MLP : C'est important.

653 NSC : Alors poursuivez sur votre projet, il va vous répondre.

654 MLP : Et lorsqu'on vous a dit, et lorsqu'on vous a dit monsieur Macron mais vous acceptez le soutien de l'UOIF, vous avez dit oui oui ça ne me pose pas de problème. Donc tous les gens qu'ils ont reçus dans leur congrès et qui tiennent des propos qui sont des véritables appels au meurtre et bien n'ont pas l'air de vous

déranger. Et bien ça je pense est très révélateur et extrêmement problématique. Donc il faut s'attaquer à l'intégralité de ces associations qui sont en réalité les fonets, les fonets du salafisme, les fonets des frères musulmans. Il faut arrêter les financements étrangers de la part de pays que monsieur Macron connaît bien, le Qatar, l'Arabie Saoudite. Puisque vous aviez fait à l'époque, vous aviez maintenu des exonérations fiscales pour les investissements de ces pays en France. Vous avez d'ailleurs, je crois, votre gouvernement a accordé une récompense républicaine dernièrement à un de ces responsables, voilà. Il faut éradiquer l'idéologie du fondamentalisme islamiste dans notre pays, et vous ne le ferez pas. Vous ne le ferez pas parce que vous êtes soumis à eux monsieur Macron. Parce qu'ils vous tiennent. Voilà c'est aussi simple que cela. C'est malheureux à dire, c'est terrifiant car ça peut avoir des conséquences extrêmement lourdes sur les Français. Mais on l'a vu avec l'affaire Saout, clairement vous avez été mis devant le, comment dire, devant le chantage : soit vous gardiez monsieur Saout qui est un radical islamiste, soit l'UOIF appelait à vous faire battre. Et vous avez préféré conserver ce soutien, plutôt que de prendre le risque d'exprimer votre condamnation la plus formelle de ces dérives, qui sont des dérives extrêmement lourdes, qui font des morts sur notre territoire. Qui ont commis des attentats multiples. Et contre lequel aujourd'hui rien de sérieux en réalité n'a été fait. Parce que le, les lois celles soi-disant pour la sécurité, les lois renseignement que vous avez mises en œuvre.

655 NSC: Que vous n'avez pas voté, qui n'ont pas été votées par vos députés dans les assemblés.

656 MLP : Et pour cause je l'assume.

657 NSC : Comme le PNR au parlement.

658 MLP : Et je l'assume totalement. C'est du bidon total. Il s'agissait de surveiller tout le monde pour ne pas avoir à précisément à surveiller ceux dont nous savons, puisqu'ils sont fichier S, que ils représentent un danger. Et puis au-delà de ça, pardon, il y a le laxisme judiciaire. Et qui fait que l'explosion de

l'insécurité, que j'appelle quotidienne, est aujourd'hui un poids insupportable, non seulement dans les villes, mais également dans les campagnes. Alors il faut que les peines soient prononcées ; il faut que les peines prononcées soient appliquées ; il faut créer non pas 15000 mais 40000 places de prison monsieur Macron. Et puis pour libérer un certain nombre de places tout de suite, il faut passer des accords bilatéraux avec les pays dont sont issus les étrangers qui sont incarcérés dans notre pays pour qu'ils aillent faire leur peine dans leur pays.

659 NSC : Alors.

660 MLP : D'origine. Voilà un plan avec la remise en œuvre du renseignement.

661 NSC : A vous de répondre.

662 MLP : Qui est un plan absolument complet pour lutter en même temps contre la délinquance et le terrorisme. Et que tant entendu qu'il ne vous aura pas échappé les deux sont en réalité systématiquement liées c'est ce qu'on appelle l'hybridation.

663 NSC : Alors, à vous de répondre Emmanuel Macron.

664 EM : Le terrorisme et la menace terroriste c'est la priorité des prochaines années. La priorité. Je veux être Président de la République française, donc je veux être chef des armées et en charge de cette sécurité. Donc ce sera ma priorité. Cela suppose de renforcer les moyens de police, et d'avoir une action en effet avant que les attentats n'interviennent. Et donc sur les fichiers S, ce sont des fichiers de renseignements. En la matière je suis pour renforcer les mesures, y compris les mesures qui peuvent être privatives de liberté sur les fichiers S liés à des activités djihadistes. Mais là tous les professionnels vous le disent, ce sont des fichiers de renseignement avec, si vous croisez un djihadiste vous pouvez être fichier S ; donc tous les mettre en prison ou tous les mettre hors des frontières n'aurait pas de sens. Au demeurant, je rappelle qu'il n'y a qu'un quart des terroristes.

665 MLP : Pas de sens.

666 EM : Depuis 2012, non la mesure générale, non parce qu'elle ne permettrait pas d'avoir une vraie réponse en matière de renseignement ce qui est la priorité.

667 MLP : Vous préférez les garder.

668 NSC : Madame Le Pen il ne vous a pas interrompue, laissez-le dérouler son propos.

669 EM : Attendez, vous pouvez me laisser terminer.

670 MLP : Non je voulais.

671 EM : Je dis donc depuis le début des attentats, un quart était fichier S, un quart. Donc la clef c'est d'améliorer le renseignement, de le renforcer tous ceux qui sont identifiés, il faut renforcer en effet les choses. Et pour certains, les expulser. Mais je suis sur une mesure beaucoup plus chirurgicale et pas une mesure générale comme madame Le Pen qui ne permettrait pas à nos forces de police de travailler. Je veux reconstituer les forces de renseignement. Le renseignement territorial a été démantelé. Il faut aller beaucoup plus loin sur le territoire, on l'a encore vu à la Réunion l'autre jour, tous nos territoires sont touchés par la menace terroriste. Donc l'effort de renseignement doit être fait sur le territoire et partout, avec un lien renforcé sur le renseignement cyber, c'est-à-dire sur internet. Et pour coordonner cela au mieux, pour prévenir plutôt que guérir, je créerai un testforce une cellule auprès du Président de la République et pas une agence comme vous le proposez près du premier ministre qui coordonnera les services de renseignement, c'est la mère des batailles. Ensuite la fermeture des frontières comme le reste ça ne sert à rien. Il y a des pays nombreux, trop nombreux malheureusement qui ne sont pas dans Schengen, qui ne sont pas soumis à tout ça qui ont été frappés de la même façon que nous par les attentats et par le terrorisme. Et d'ailleurs j'ai une nouvelle pour vous, depuis Novembre 2015 Schengen le permet, nous avons rétablis des contrôles aux frontières pour lutter contre les terroristes et ont permis l'interpellation de plus de 70000 personnes. Donc ce que vous proposez comme d'habitude c'est de la poudre de perlimpinpin. Mais derrière la clef, c'est d'aller sur le terrain identifier toutes celles et ceux qui constituent une menace. Les

terroristes, ils passent pas les frontières tous les jours en se signalant, ils sont dans nos aéroports, dans nos gares, ils circulent, ils sont sur internet, ils mènent des réseaux. C'est le renseignement et c'est la coopération entre les différents Etats. C'est pour cela que nous avons besoin d'une plus grande coopération entre les Etats membres de l'Union Européenne. Il y a eu des avancées ces derniers temps, c'est ce qu'on appelle le PNR, pour voir sur des fichiers contrôlés justement des potentiels terroristes qui circulent de l'un à l'autre.

672 MLP : Ils prennent l'avion.

673 EM : Et on l'a vu, qui prennent l'avion.

674 MLP : Y'en a pas qui prennent l'avion monsieur Macron.

675 EM : Y'en a pas, y'en a beaucoup plus qui passent les frontières en se signalant madame Le Pen. Vous avez voté contre au parlement européen.

676 MLP : Ben ça ne sert à rien, parce que ça ne sert à rien.

677 EM : Mais bien sûr que ça ne sert à rien. Allez-y répétez le.

678 MLP : à rien.

679 EM : Parce que, il n'y a pas eu d'attentats dans les aéroports ?

680 MLP : à rien.

681 EM : Il n'y a pas eu de tentatives d'attentats dans les aéroports ?

682 MLP : Ils ne prennent pas l'avion.

683 EM : Vous en avez vu vous beaucoup à la frontière ?

684 MLP : Ils ne prenaient pas l'avion, et personne n'a empêché et manifestement vous n'avez pas empêché ces attentats.

685 EM : Madame Le Pen vous avez été contre, mais madame Le Pen vous avez été contre toutes les réformes que l'union européenne a porté pour le lutter contre le terrorisme. Toutes.

686 MLP : C'est nul.

687 EM : Mais vous ne proposez rien.

688 MLP : ça ne sert à rien.

689 EM : à côté de ça. Le rétablissement aux frontières, on va mettre quoi ? des gardes à toutes les frontières ?

690 MLP : Des douaniers.

691 EM : Mais êtes-vous sérieuse ?

692 MLP : Oui monsieur. Oui je suis très sérieuse.

693 EM : êtes-vous sérieuse ?

694 MLP : Très.

695 EM : On va mettre des douaniers pour lutter contre les terroristes.

696 MLP : On va mettre des douaniers qui vont surveiller nos frontières.

697 EM : Oui moi je connais les douaniers, ce sont des fonctionnaires remarquables. Remarquables. Mais ils ne sont pas formés pour lutter contre les terroristes, ça n'est pas leur cœur de métier.

698 MLP : Ils ne vont pas lutter contre les terroristes, ils vont les arrêter.

699 EM : Et les terroristes ils ne vont pas se, mais ils ne vont pas les arrêter, puisque les terroristes ils fonctionnent par internet, parce qu'ils vont prendre d'autres moyens. Mais c'est, c'est tellement ridicule et.

700 CJ : Alors justement.

701 EM : Irréaliste.

702 CJ : Une question sur sujet. Une question.

703 MLP : D'accord.

704 EM : C'est triste pour vous.

705 MLP : Pardon, j'ai une question à monsieur Macron. Monsieur Macron vous avez dit.

706 EM : Alors je peux répondre quand même sur l'UOIF.

707 MLP : La France a une part de responsabilité dans le terro du djihadisme, vous pouvez m'expliquer votre pensée ?

708 EM : Non je vais d'abord démanteler les bêtises que vous avez dites tout à l'heure. L'UOIF.

709 CJ : Rapidement parce que.

710 EM : Oui mais parce que ce sont des assertions donc voilà. Moi j'ai un projet sérieux qui n'est pas des sauts de cabris, moi j'ai toujours pris mes responsabilités contrairement à madame Le Pen, qui elle, fait de la lutte contre le terrorisme sur les plateaux mais elle est payée par les contribuables pour être député européen il est vrai qu'elle y va très peu, à chaque fois qu'il y a des réformes importantes dans ce sens-là, elle ne les vote pas.

711 NSC : Sur l'UOIF monsieur Macron, vous êtes en avance.

712 EM : Sur l'UOIF, l'UOIF c'est simple. Si l'UOIF prononce, invite même des activités qui sont contraires aux lois de la République, je la ferai interdire. Je ne connais pas les dirigeants de l'UOIF, je ne les ai jamais rencontrés. Et à ma connaissance le dernier parti politique qui a eu la manie à partir avec eux et qui les a faits participer à des colloques, c'est le front national avec.

713 MLP : qu'est-ce que vous racontez, n'importe quoi.

714 EM : Monsieur Aliot. Donc balayez devant chez vous mais ne venez pas me chercher là-dessus, ces gens-là.

715 MLP : D'accord.

716 EM : Je ne les connais pas.

717 MLP : Vous ne savez pas, vous ne savez pas.

718 EM : Ces gens-là je ne les connais pas, je n'ai pas de relations avec eux.

719 MLP : Ah ben je vais vous le dire moi.

720 EM : Je n'ai pas de relation avec eux.

721 MLP : Je vais vous dire.

722 EM : Et ce que je vous dis et qui est dans mon projet sur la lutte.

723 MLP : Mais si, ils vous soutiennent et vous avez dit que vous acceptiez ce soutien.

724 EM : Mais madame Le Pen, soit ils ne respectent pas les lois de la République et dans ces cas-là, portez plainte contre eux. Portez plainte contre eux. Faites-le.

725 MLP : Ah d'accord.

726 EM : Demain, moi si je suis élu Président de la République, j'interdirai, je démantèlerai de manière impitoyable toutes les associations.

727 MLP : Mais pas pour l'instant.

728 EM : Je ne suis pas Prédisent de la République.

729 MLP : Non mais pour l'instant vous acceptez leur soutien comme candidat.

730 EM : Madame Le Pen est ce qu'ils, est ce qu'ils font des choses qui sont contraires aux lois de la République.

731 MLP : Sacré cynisme quand même.

732 EM : Non ce cynisme c'est le vôtre.

733 MLP : Ohhh oui, oui monsieur, alors, voilà.

734 EM : Allez chercher dans vos archives ça n'est pas chez moi.

735 MLP : Rachid Nabulsi.

736 EM : ça n'est pas chez moi.

737 MLP : Rachid Nabulsi invité du congrès de l'UOIF du nord en 2016.

738 EM : Mais là vous parlez de gens qui ne sont pas.

739 MLP : Voilà ce qu'il dit l'homosexualité conduit à la destruction de l'homosexuel, c'est pour cette raison mes chers frères le châtiment de l'homosexualité est la peine de mort.

740 EM : Mais c'est formidable de vous voir défendre les homosexuels.

741 MLP : Monsieur Hassan Iquioussen fondateur des jeunes musulmans de France.

742 EM : Madame Le Pen.

743 MLP : Intervenant au congrès de l'UOIF 2017, donc vous voyez je ne me suis même pas retournée très très loin, qualifiait les juifs d'avars et d'usuriers ou d'être le top de la trahison et de la félonie dans une conférence révélée par le journal l'Humanité. C'est ces gens-là dont vous acceptez le soutien ?

744 EM : Madame Le Pen.

745 MLP : Et vous dites j'attendrais d'être Président de la République.

746 EM : Madame Le Pen d'abord je trouve que vous ne.

747 MLP : J'espère que vous ne serez jamais Président de la République.

748 EM : Ce débat a un mérite formidable, c'est de pouvoir vous entendre.

749 MLP : J'espère.

750 EM : Tenir des propos de compassion avec les homosexuels et les juifs de ce pays. Je trouve ça formidable et je m'en félicite. Parce que pour ma part je les ai toujours protégés. D'autre part sur l'UOIF.

751 MLP : Protéger en soutenant l'UOIF.

752 EM : Je ne les soutiens pas.

753 MLP : En soutenant le Fondamentalisme islamiste.

754 EM : Mais ne soutiens pas.

755 MLP : J'espère que vous plaisantez monsieur.

756 EM : Madame Le Pen, je ne.

757 MLP : Ne plaisantez pas avec ça.

758 EM : Je ne plaisante pas, justement. Ne mentez pas.

759 MLP : Ne plaisantez pas avec ça.

760 EM : Une fois encore. Je ne soutiens pas l'UOIF mais je vous dis et je vous redis.

761 MLP : Vous avez accepté leur soutien.

762 EM : Je démantèlerai toutes les associations, toutes les associations, qui, invitent à la violence, à la haine, à la division, et qui font le jeu des djihadistes.

763 MLP : Mais vous avez accepté.

764 CJ : On va.

765 MLP : Le soutien de l'UOIF.

766 EM : C'est dans mon projet et dans mon programme.

767 MLP : Mais vous avez accepté le soutien de l'UOIF.

768 EM : Donc je le ferai, l'UOIF c'est chez vous qu'elle va faire des réunions publiques.

769 MLP : Vous avez accepté le soutien de l'UOIF.

770 EM : C'est pas chez moi madame Le Pen.

771 MLP : Et vous avez dit.

772 EM : ça n'est pas chez moi.

773 MLP : Vous avez dit dans un, une émission.

774 EM : Je suis désolé de vous le dire, ce n'est pas.

775 MLP : J'accepte le soutien de l'UOIF. Voilà. Point c'est tout. C'est tout.

776 EM : Mais Madame Le Pen pas plus que chez moi il y'a des cadres qui font des transactions avec Daech.

777 MLP : La France a une part de responsabilité.

778 EM : Ce que Médiapart a révélé encore aujourd'hui.

779 MLP : La France.

780 EM : Monsieur Végarth qui a fait une transaction entre la Farge et Daech.

781 MLP : Mais non.

782 EM : Mais c'est vous, ce sont vos responsabilités.

783 MLP : La France a une part de responsabilité dans le terro du djihadiste.

784 EM : Ce sont des faits établis.

785 MLP : Qu'est-ce que ça veut dire.

786 CJ : Il va pouvoir y répondre avec la question suivante.

787 MLP : Qu'est-ce que ça veut dire.

788 CJ : Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'il vous plait, justement que fait-on des jeunes Français qui se radicalisent sur notre territoire, ça fait partie de cette question.

789 MLP : ça veut dire quoi ça ?

790 EM : Mais madame Le Pen. Vous pouvez me laisser répondre de manière posée aux choses ? Je vous remercie. Parce que ces débats sont sérieux. Ce ne sont pas des débats d'insinuations, surtout sur des sujets où votre partie est.

791 MLP : Vous avez l'air mal à l'aise.

792 EM : Ambigüe. Je ne suis pas mal à l'aise du tout.

793 MLP : Ah bon ?

794 EM : Ce que je dis c'est que pourquoi des jeunes Français se radicalisent. C'est la question qu'on doit collectivement se poser et vous avez raison.

795 MLP : Vous avez dit c'est à cause de la France.

796 EM : Madame Le Pen, je sais ce que j'ai dit, je n'ai pas dit ça. Je n'ai pas dit ça, ne mentez pas, une fois encore. J'ai dit : on doit s'interroger quand des jeunes Français ou des jeunes Françaises, qui sont nés en France ; qui ont grandi en France ; et qui ont été élevés dans notre pays, suivent des fanatiques et détruisent nos propres enfants. On doit s'interroger. Et j'ai dit nous avons notre part de responsabilité, c'est pas la première cause. La cause première ce sont les djihadistes, ce sont les terroristes. C'est pour ça d'ailleurs que je veux mener une guerre intraitable hors de nos frontières.

797 MLP : C'est quoi la part de responsabilité.

798 EM : Contre l'Iraq et la Syrie.

799 MLP : C'est quoi la part de responsabilité ?

800 EM : Est-ce que vous pouvez me laisser répondre ? parce que ce sont des sujets importants. C'est de savoir comment des enfants qui sont nés dans la République en arrivent là. Ça veut dire qu'il y a des malades psychiatriques et qu'on ne les suit plus. Il y en a et ça a été à plusieurs fois relevé, chez les terroristes, donc il faut là-dessus.

801 MLP : Des malades psychiatriques, ce sont des déséquilibrés.

802 EM : Oui, il y a des déséquilibrés on le sait bien dans celles et ceux qui se radicalisent. Et donc il faut là-dessus avoir un travail préventif qui est indispensable. Et la deuxième chose c'est que notre République doit donner une place à chacune et chacun, et c'est fondamental nous devons dans le même temps, mener une lutte intraitable ; avoir une tolérance zéro à l'égard du terrorisme hors de nos frontières et dans nos frontières. Et s'assurer que chacune et chacun y trouve une place, or notre République, elle ne donne plus une place à tous nos jeunes. Elle enclave, elle assigne à résidences des jeunes par l'échec scolaire, par l'échec économique et social. Et donc nous avons là-dessus un part de responsabilité quand des enfants de la République, faisons notre propre examen de conscience, tournent ainsi et décident de détruire la République qui les a nourris. Regardons-nous en face, et c'est là que pour moi c'est presque le plus important en tant que chef des armés, en tant que responsable de la sécurité, je serais intraitable et je mènerai la lutte sur tous les plans contre le terrorisme islamiste. Mais ce qu'ils attendent. Le piège qu'ils nous tendent c'est celui que vous portez. C'est la guerre civile. Ce qu'attendent les terroristes, c'est que nous nous divisions. Ce qu'attendent les terroristes c'est le discours de haine. Et ça n'est pas un hasard, d'ailleurs, monsieur Kepel qui est un universitaire de renom l'a redit ce matin, Abu Mossad en 2005 dans un texte qui fait référence pour les terroristes, il dit quoi, le plus grand souhait qu'on peut avoir c'est que madame Le Pen arrive au pouvoir en France. Le plus grand souhait, pourquoi ? Parce qu'ils cherchent la radicalisation, la division, la guerre civile que vous portez dans le pays. Lutter contre les terroristes, ça n'est en aucun cas céder à leur piège. Le piège de la guerre civile, celui qu'ils nous tendent, celui que vous portez en divisant les Français ; en insultant les Françaises et les Français à cause de leur religion, en jetant le trouble dans notre pays. Et cela je ne le laisserai jamais, jamais, m'entendez-vous le pratiquer.

803 CJ : Marine Le Pen que faites-vous ?

804 EM : Jamais.

805 MLP : Je n'ai jamais, jamais et absolument jamais de toute mon existence insulter quiconque à raison, ni de son origine, ni de sa religion monsieur Macron. Mais tout ça est un, une vieille litanie.

806 EM : Bien sûr.

807 MLP : Vous êtes jeune à l'extérieur mais vieux à l'intérieur. Parce que vos arguments ont le double de votre âge, mais bon ça c'est pas très grave. En l'occurrence moi je protège tous les Français.

808 EM : Le Vel d'Hiv ça c'était il y a des années.

809 MLP : Monsieur attention n'allez pas sur ce terrain-là.

810 EM : Non vous non plus je crois madame Le Pen, n'y allez pas, n'y allez pas je vous assure.

811 MLP : Non, non, non, non. Moi je défends la France, et on va réussir à trouver un point de connexion. Je défends la France en toutes circonstances. Est-ce que vous croyez que vous avez-vous une part de responsabilité dans la haine qui se développe chez un certain nombre de jeunes à l'égard de la France, quand vous allez en Algérie pour accuser la France de crimes contre l'humanité ? Crimes contre l'humanité, c'est-à-dire le crime le plus grave qui puisse exister, vous êtes allé, vous qui voulez être Président de la République en Algérie, à l'étranger donc, pour aller dire que la France a commis un crime contre l'humanité. Mais alors comment vous étonnez vous qu'un certain nombre de jeunes disent mais puisque la France a commis un crime contre l'humanité, contre nous, pourquoi est-ce qu'on ne vient pas lui faire payer son crime. Est-ce que vous ne croyez pas que vous avez une responsabilité considérable lorsque vous tenez ce genre de propos sur la haine qu'ont un certain nombre de jeunes à l'égard du pays où ils vivent ; ou même à l'égard pour certains du pays dont ils ont la nationalité.

812 CJ : Et vos propositions Marine Le Pen sur justement la lutte contre la radicalisation des plus jeunes Français ?

813 MLP : Mais écoutez c'est extrêmement simple. La radicalisation ça doit être gérée par les tribunaux. Alors, encore une fois on arrête toutes les associations sportives, sociales, culturelles, qui en réalité se sont développées partout sur notre territoire. Avec bien souvent la complaisance des élus locaux, d'ailleurs, parce que bon ben aux élections on vient voir les uns et les autres.

814 EM : C'est vrai que vous les arrêtez même quand elles n'ont rien à voir avec l'islam.

815 MLP : Est-ce que vous pourriez. Non monsieur Macron.

816 EM : Et oui c'est souvent ça. C'est triste.

817 MLP : Je les, oui d'accord. Ok. Continuez à faire de l'électoratisme mais moi je m'occupe.

818 EM : Non mais c'est vrai.

819 MLP : Non mais moi je parle de quelque chose qui est extrêmement important qui est le développement précisément de cette pensée, de cette idéologie fondamentaliste qui recrute sur notre territoire, en se servant de la faiblesse d'âme de nos dirigeants ou en se servant de l'aveuglement volontaire en réalité d'un certain nombre de nos élus locaux. Donc il faut couper tout cela, y a un nombre inouï vous savez d'associations sportives dans lequel il y a des revendications religieuses qui sont inadmissibles et tout le monde ferme les yeux. Il y a maintenant dans les entreprises, et c'est un peu grâce à vous monsieur Macron.

820 EM : Ah bon ? Merci.

821 MLP : Ou plutôt à cause de vous. Oui. Oui. Puisque avec la loi EL Khomri, en l'occurrence et bien vous interdisez aux chefs d'entreprise de pouvoir éviter les revendications communautaristes et les exigences religieuses au sein de l'entreprise. Donc toutes ces lois-là, toutes ces petites.

822 EM : C'est évidemment faux.

823 MLP : Lâchetés.

824 EM : La loi El Khomri c'est faux.

825 MLP : Tous ces reculs, tous ces aménagements raisonnables direz-vous, que totalement déraisonnables je dirai moi. Avec ces, cet islam radical, et bien nous sommes en train de le payer, et de le payer très cher. Et donc c'est alors évidemment avec une fermeté totale qu'il faut agir. Et objectivement quand j'entends monsieur Macron aller en Algérie dire la France a commis un crime contre l'humanité, quand je l'entends accepter le soutien de l'UOIF ; cette association islamiste qui accueille des prêcheurs de haine. Quand j'entends monsieur Hani Ramadan qui justifie la lapidation, venir vous soutenir sans qu'il y ait la moindre réaction de votre part.

826 EM : Mais arrêtez de dire des bêtises.

827 MLP : Non, non.

828 EM : Là vous êtes comme toujours.

829 MLP : Je ne dis pas de bêtises.

830 EM : Mais non monsieur Ramadan ne m'a jamais soutenu.

831 MLP : Tous ceux qui nous écoutent.

832 EM : Je ne le connais pas.

833 MLP : Tous ceux qui nous écoutent.

834 EM : C'est une grosse bêtise.

835 MLP : Le sauront. Non. Non.

836 EM : Si, vous dites de grands mensonges madame Le Pen.

837 MLP : Non pas monsieur vous irez voir, nous avons capté l'écran puisque vous lui avez peut-être demandé directement de retirer son tweet mais en l'occurrence.

838 EM : Mais madame Le Pen. Non.

839 MLP : Cette, ce soutien a été fait. Rien. Aucune parole de votre part pour condamner cela. Bon et bien je dis que il y a une très forte inquiétude à vous voir élu à la tête de l'Etat.

840 CJ : Marine Le Pen, Emmanuel Macron.

841 EM : Non il y a une très forte inquiétude quand je vois le mensonge que vous cultivez et qui nourrit la division du pays. Moi sur ces sujets. Et vous avez soulevé un sujet qui est très important : la guerre d'Algérie. Il y a eu des drames durant cette guerre qui ont touché nombre de nos concitoyens. Les harkis, les rapatriés.

842 MLP : Que vous avez traité de criminels.

843 EM : Non madame Le Pen, je ne vous laisserai pas dire ça.

844 MLP : Vous les avez traités de criminels.

845 EM : Il y a eu des drames, et je les ai vus les uns et les autres et qui ont fait cette guerre d'Algérie, qui aujourd'hui divisent notre pays. Moi je veux passer à une autre étape, justement. Je ne veux pas rester dans cette guerre des mémoires. Et il faut regarder les drames qu'il y a eu.

846 MLP : C'est vous qui avez ré ouvert ces plaies monsieur.

847 EM : Non et je suis ni dans la repentance.

848 MLP : C'est vous qui avez ré ouvert ces plaies.

849 EM : Ni dans le déni. Parce qu'il y a eu de vrais crimes contre l'humanité, en effet. Et vous avez insulté beaucoup de Françaises et de Français lorsque vous êtes revenue sur la rafle du Vel d'Hiv, pour revenir justement sur les propos courageux qu'avait tenus Jacques Chirac en 1995 et la responsabilité de l'Etat Français. Parce que oui ce sont bien des policiers français qui sont alors allés chercher des juifs. C'est la réalité, ça c'est un crime contre l'humanité. Donc moi je suis pour regarder notre passé en face, y compris dans les pages les plus sombres, pour dire la vérité que nous devons à tous nos concitoyens pour les réconcilier, pour avoir de l'unité et pas cultiver les haines comme votre parti d'extrême droite le fait depuis des

décennies, parce qu'il s'en nourrit. Et comme vous l'avez encore fait trop récemment.

850 MLP : Monsieur Macron, on ne va pas avoir un débat juridique, honnêtement sur la rafle du Vel d'Hiv, en l'occurrence.

851 EM : Mieux vaut pas.

852 MLP : Moi, je considère que la France était à Londres, j'ai cette opinion qu'avait le Général De Gaulle, qui avait.

853 EM : Laissez le Général De Gaulle tranquille.

854 MLP : Monsieur Mitterrand, et qui a encore aujourd'hui monsieur Chevènement.

855 EM : laissez le Général De Gaulle tranquille. Vraiment.

856 MLP : Voilà qu'a aussi monsieur Chevènement, qui a monsieur Guaino, qui a toute une série de gens, qui considèrent que la France n'était pas coupable de cette épouvantable horreur. Mais que il s'agissait en l'occurrence du Régime de Vichy, qui était responsable.

857 EM : C'est faux sur le plan historique, c'est faux sur le plan politique et Jacques Chirac l'a reconnu.

858 MLP : Et venir alléger la responsabilité, non mais d'accord Jacques Chirac l'a reconnu. Mais Jacques Chirac n'est pas non plus, enfin on n'est pas obligé de se soumettre à la vision.

859 EM : Non.

860 MLP : De Jacques Chirac. En l'occurrence beaucoup de gens ont une vision juridique qui est différente sur ce sujet. Et moi je trouve que tous ceux qui visent à alléger la responsabilité du régime de Vichy est à mon sens, en l'occurrence malvenu. Voilà. Donc encore une fois, faire cette utilisation-là, monsieur Macron, c'est encore.

861 EM : Mais c'est vous qui l'avez faite, c'est vous qui, c'est vous qui avez ouvert ce chapitre.

862 MLP : Non. Non. Mais c'est assez révélateur.

863 CJ : Madame Le Pen.

864 EM : Je le regrette.

865 MLP : C'est assez révélateur de ce que vous faites depuis déjà, depuis déjà une semaine.

866 EM : Mais ça a blessé tous nos concitoyens de confession juive, ça les a tous blessés.

867 CJ : Marine Le Pen.

868 MLP : Non.

869 CJ : Emmanuel Macron.

870 EM : à juste titre.

871 MLP : Non. Non.

872 EM : Mais si malheureusement.

873 MLP : Non. Non. Monsieur Macron mais vous, cette utilisation-là, elle en dit beaucoup.

874 EM : Mais Madame Le Pen.

875 MLP : Sur vous.

876 EM : Qui en a parlé ?

877 MLP : Elle en dit beaucoup sur vous.

878 EM : C'est vous qui en avez parlé.

879 MLP : Non. Non c'est un journaliste qui m'a posé la question monsieur.

880 EM : Oui c'est vrai c'est un journaliste que vous n'aviez peut-être pas choisi, et que vous aviez laissé vous interroger librement.

881 MLP : Oh ben je n'en choisis pas beaucoup.

882 EM : Voilà.

883 MLP : Vous savez, je sais que vous, vous pouvez les choisir mais moi ça ne m'arrive jamais.

884 EM : Ce n'est pas moi qui aurais accusé un journaliste pour ce débat.

885 MLP : D'accord : rire :

886 CJ : Marine Le Pen, Emmanuel Macron on va avancer un peu sur la sécurité au sens large. Est-ce que vous pouvez nous dire concrètement parce que tous les deux vous dites la même chose, la tolérance zéro. La tolérance zéro, Marine Le Pen, c'est quoi pour vous ?

887 MLP : Bah la tolérance zéro c'est que à chaque crime, ou à chaque délit évidemment il y a une sanction et il y a une sanction qui s'applique. Aujourd'hui avec les lois Taubira, d'ailleurs en grande partie, et bien des peines peuvent être, peuvent se voir se substituer un certain nombre de mesures, alors ça va du bracelet à venir une fois de temps en temps voir le juge. Tiens on va peut-être pouvoir parler d'ailleurs des conséquences de ce laxisme, parce que monsieur Cheurfi qui est le coupable de l'attentat qui a tué Xavier Jugelé, il y a quelques jours. Bah monsieur Cheurfi il avait violé son contrôle judiciaire, ça faisait un an et demi qu'il avait violé son contrôle judiciaire. Il a été vu par un magistrat et le magistrat lui a dit c'est pas bien il faut arrêter de violer le contrôle judiciaire, et puis le magistrat l'a libéré. Et bien cette situation n'est pas admissible. Donc moi je pense que, il faut que à chaque délit même si c'est un délit qui apparaît comme une incivilité il y ait une sanction pénale qui suive, mais pour cela encore une fois il faut que l'intégralité de la chaîne de peine pénale joue le jeu, il faut que les magistrats reçoivent un certain nombre d'instructions notamment sur la suppression de, sur le retour des peines planchées par exemple ; sur notamment le renvoi dans leur pays

des étrangers condamnés parce que la double peine ça était supprimé un certain nombre d'années, ça veut dire que aujourd'hui on est obligé d'accepter sur notre territoire et même d'ailleurs de subvenir aux besoins de ceux qui sortant de prison et ayant une nationalité étrangère restent sur le territoire. Ça ce sont des choses qui évidemment ne sont pas admissibles. Mais pour ça il faut plus de magistrats, je suis désolée là aussi ça va faire des dépenses monsieur Macron mais je les assume.

888 EM : Elles sont, elles sont totalement légitimes pour celles-ci moi aussi.

889 MLP : Ces dépenses. Plus de magistrats, plus de greffiers et surtout plus de places de prison ; Parce que, aujourd'hui, nous sommes en situation non seulement de surpopulation mais en situation où un nombre très important de criminels et de délinquants ne mettent pas les pieds en prison, alors qu'ils sont condamnés à des peines fermes. Voilà.

890 CJ : Emmanuel Macron, pour vous la tolérance zéro ça signifie quoi ?

891 EM : C'est d'abord 10000 postes de policiers et de gendarmes, en plus sur le territoire. Parce que on a besoin sur le terrain d'avoir ces moyens. Et des moyens aussi donnés à nos forces de police et de gendarmerie. On l'a encore vu avec les CRS qui ont été lâchement attaqués par des militants d'extrême gauche, qui ont été gravement brûlés et auxquels je pense ce soir. On a besoin d'équiper comme il se doit nos forces de l'ordre. Que ce soit les forces d'intervention ou les forces de sécurité quotidienne, ça n'est pas le cas aujourd'hui. Et donc là-dessus, j'assume totalement cet investissement. Ensuite sur le terrain, moi je veux une tolérance zéro à l'égard de la délinquance du quotidien. Ce qui est insupportable, ce sont nos concitoyens qui voient chaque jour des larcins qui ne sont pas condamnés comme il le se doit. Et donc je veux recréer une police de sécurité quotidienne, qui connaît le terrain, qui est déployée sur le terrain en permanence, qui utilise justement ces nouveaux moyens. Et à laquelle je donne deux pouvoirs, qui aujourd'hui n'existent pas et qui sont décisifs à mes yeux : un pouvoir d'amendes d'abord ; il faut sur des délits du quotidien qui n'ont pas de réponses pénal aujourd'hui, ils sont à 80% classés sans suite.

892 CJ : Par exemple ?

893 EM : Rappel à l'ordre. Des vols à l'étalage, allez dans le 93 regardez ce que.

894 MLP : Sans juge ?

895 EM : Je veux qu'il y ait la possibilité.

896 MLP : Sans juge.

897 EM : Comme pour un délit routier qu'il y ait un pouvoir d'amendes. C'est-à-dire que vous avez un fonctionnaire de police ou de gendarmerie qui les sanctionne en mettant une amende, sur un vol. Comme on le fait pour les délits routiers madame Le Pen. Parce que c'est beaucoup plus efficace.

898 MLP : Et qui va aller chercher le montant de l'amande ? Parce que dans les zones de non droit que votre gouvernement a laissé se développer sur le territoire Français, où les pompiers ne rentrent plus, les policiers ne rentrent plus. Est-ce que vous croyez que les huissiers vont rentrer pour venir chercher le paiement de l'amande qui aura été donnée ? Parce que là encore.

899 EM : Mais comment on fait pour les délits routiers.

900 MLP : Non mais là encore. Ah parce que, ah oui les délits routiers. Bon en règle général.

901 EM : Comment on fait pour les délits routiers pour l'amande ?

902 MLP : En règle général les délits routiers touchent les braves et honnêtes citoyens, qui eux sont effectivement tendus, que on fait payer eux. Alors que les voyous qui vivent dans des zones de non-droit personne ne va chercher les amendes auxquelles ils sont condamnés.

903 EM : Parce qu'on n'attrape jamais un voyou sans sa ceinture.

904 MLP : C'est la grande injustice qui existe dans notre pays monsieur Macron, et il y'a les vaches à lait qui sont les automobilistes et puis il y a les autres qui, encore une fois dans les cités, dans où on ne rentre pas parce que ces cités sont

sous la responsabilité des caïds, et bien ceux-là ils peuvent commettre tous les délits possibles et imaginables on ne va jamais appliquer.

905 EM : Alors, alors.

906 MLP : La peine quand c'est une peine par exemple d'amande, ou une peine qui vise à réparer le préjudice qu'ils ont commis à leurs victimes.

907 EM : Donc je poursuis puisque madame Le Pen a fait son petit chapitre qui était prévu. On peut reprendre le fil de la discussion parce que vous avez dit quelque chose qui n'a rien à voir avec ce que j'étais en train de dire. Il y aura la possibilité d'avoir des peines d'amendes qui sont plus efficaces qu'un classement sans suite. Parce que ce qui est insupportable pour un policier aujourd'hui, qui arrête un jeune, qui est en train de faire un vol à l'étalage ou qui détient des stupéfiants c'est que il est différé devant le juge, après une procédure qui est longue, le lendemain il est sur le terrain parce qu'il y a une thrombose judiciaire, et parce que vous ne la réglerez pas du jour au lendemain. Et il est rappelé 6 mois, un an plus tard et dans les trois quarts des cas c'est classé sans suite ou c'est un rappel à la loi. Moi je ne veux plus cela. Donc il y aura le pouvoir d'amande avec, si l'amande n'est pas réglée à ce moment-là, une vraie procédure pénale avec des contraintes. Et la possibilité également d'éloigner les jeunes, avant même le délit du territoire. Lorsque il y a des jeunes, ou moins jeunes, des bandes qui créent des troubles près de la gare, en bas de l'immeuble, qu'on connaît, qu'on a identifié auxquels aujourd'hui on n'apporte pas de réponse sauf à les prendre en flagrant délit. Il faut que nos forces de polices puissent, avec l'autorisation du juge dans une procédure très accélérée de 48 heures et bien les enjoindre de ne pas rester là. C'est-à-dire s'ils sont là le lendemain.

908 MLP : Alors là.

909 EM : à ce moment-là les sanctionner.

910 MLP : Pardon pour le coup monsieur Macron, c'est un peu juste n'importe quoi ce que vous êtes en train.

911 EM : Non madame Le Pen c'est du grand pragmatisme.

912 MLP : Impossible à mettre en œuvre. Ça s'appelle l'injonction civile.

913 EM : ça s'appelle.

914 MLP : C'est une peine et ça ne peut donc être appliqué que par un juge.

915 EM : Mais c'est ce que je viens de vous dire madame Le Pen.

916 MLP : Et il faut, il faut l'appliquer.

917 EM : C'est une procédure accélérée de 48 heures.

918 MLP : Il faut l'appliquer aux bandes. Moi j'ai une question, moi j'ai.

919 NSC : Attendez.

920 EM : Je viens de le dire madame Le Pen.

921 MLP : Moi j'ai une question à poser monsieur Macron.

922 NSC : Attendez, si vous souhaitez nous avons encore.

923 MLP : Excusez-moi mais c'est important.

924 EM : Mais madame Le Pen, c'est important et je vais d'ailleurs.

925 NSC : Mais l'Europe est important également, les questions internationales.

926 EM : Je vous ai laissés avec courtoisie terminer votre propos sur la sécurité, je vais terminer le mien. Voyez.

927 MLP : Je croyais que vous aviez terminé, pardon.

928 EM : Avec la même courtoisie. Je vous remercie.

929 NSC : Alors très rapidement s'il vous plait.

930 EM : Donc. Outre ces moyens, outre cette police de sécurité quotidienne, outre ces nouveaux moyens de coercition, parce que nos policiers en ont besoin.

931 CJ : Très vite, parce que vous, il vous restera moins de temps pour l'Europe.

932 EM : Je veux que notre justice soit intraitable. Et c'est pour cela qu'avec moi toute peine prononcée sera exécutée. Et je reviendrai sur la loi qui a fait que pour toutes les peines de moins de deux ans il n'y a pas d'exécution de peine, parce que c'est un signal fort.

933 MLP : Vous reviendrez sur la loi Taubira.

934 EM : J'y reviendrai totalement madame.

935 MLP : D'accord.

936 EM : C'est dans mon programme.

937 MLP : Donc vous considérez que madame Taubira avait tort.

938 EM : Bien évidemment.

939 NSC : Il revient sur la loi Taubira, concluez madame Le Pen.

940 CJ : On vous laisse répondre pour conclure cette partie-là Marine Le Pen.

941 MLP : Moi j'ai juste une question, monsieur Macron.

942 CJ : Une minute. Non pas une question parce qu'il ne pourra pas y répondre. Il n'aura pas le temps.

943 MLP : Mais si il va y répondre.

944 CJ : Non il n'aura pas le temps parce qu'on fera moins l'Europe c'est dommage.

945 MLP : Non c'est important, ça prend une minute. Des policiers sont systématiquement attaqués, brûlés, on tente de les assassiner car ce qu'on a vu hier, mais aussi il y a un certain nombre de semaines.

946 EM : Je viens d'en parler moi-même.

947 MLP : Oui, oui c'est pour ça que je reviens dessus. Ce sont des groupes, des groupes antifas.

948 EM : Oui.

949 MLP : Qui sont organisés, qui cassent tout en toutes circonstances. Est-ce que vous êtes pour leur dissolution ?

950 EM : Je suis pour la dissolution de tous les groupes violents qui sont identifiés et connus.

951 MLP : d'accord. Merci.

952 NSC : Ben voilà il vous a répondu, vous êtes presque.

953 EM : Totalement. Je suis pour que les mesures.

954 NSC : Emmanuel Macron.

955 MLP : Pourquoi ça n'a pas été fait par le gouvernement socialiste auquel vous avez participé.

956 NSC : Attendez. Attendez, on ne va pas repartir sur tout.

957 EM : Madame Le Pen. Il y a une différence entre vous et moi.

958 CJ : Vous avez répondu clairement.

959 NSC : On ne va refaire le quinquina.

960 EM : Vous. Vous êtes l'héritière d'un système, d'un parti, d'un nom.

961 NSC : D'accord.

962 EM : Moi je ne suis pas l'héritier.

963 NSC : ça on a cru le comprendre.

964 EM : De ce gouvernement, j'y ai participé.

965 NSC : Alors, s'il vous plait.

966 EM : Je n'étais pas d'accord et j'en suis sorti, j'ai démissionné, j'ai quitté le gouvernement et la fonction publique.

967 NSC : Voilà.

968 EM : Donc vous pouvez me renvoyer constamment tout ce qui a été fait durant les 5, les 10, les 15 dernières années, je répondrai de tout ce que j'ai fait moi, je ne répondrai pas du reste.

969 NSC : On va avancer s'il vous plaît, on va avancer sur l'Europe.

970 MLP : Monsieur Macron vous êtes l'héritier de François Hollande.

971 NSC : On l'a déjà entendu.

972 MLP : Qui vous soutient deux fois par jour, ainsi que de l'intégralité de vos amis ministres avec lesquels vous avez gouverné.

973 NSC : On ne va pas, on ne va pas recommencer.

974 EM : Et toute l'intégralité des républicains de ce pays madame Le Pen.

975 NSC : On ne va pas recommencer.

976 MLP : L'intégralité des ministres socialistes qui ont été vos collègues au gouvernement.

977 NSC : Madame Le Pen, Marine Le Pen.

978 CJ : C'était la formule de l'émission, on ne va pas refaire, on ne repart pas au début de l'émission.

979 MLP : Pourquoi vous n'acceptez pas cet héritage tellement évident.

980 NSC : Non, non, non, non, on a des choses.

981 CJ : On ne va pas revenir au début.

982 MLP : Qui s'appelle maintenant Hollande junior.

983 NSC : On a des choses très importantes.

984 EM : Mais madame Le Pen.

985 MLP : C'est sympa d'ailleurs comme petit nom, Hollande Junior.

986 EM : Vous m'avez donné d'autres petits noms, beaucoup d'autres.

987 CJ : Je suis sûr que tout le monde nous suit depuis le début ce n'est pas la peine de refaire le début de l'émission Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

988 NSC : Bon alors on ne connaîtra pas vos petits noms à tous, on va simplement dire qu'on doit parler d'Europe.

989 EM : Et je sais d'où je viens.

990 NSC : D'international.

991 MLP : Vous n'avez pas rompu avec monsieur Hollande.

992 NSC : Bon arrêtez tous les deux.

993 MLP : Racontez pas quand même ça.

994 NSC : Non mais arrêtez vraiment, vraiment.

995 MLP : Aux Français ne vont pas vous croire enfin.

996 EM : Madame Le Pen, les Français.

997 MLP : Allez.

998 EM : Les Français.

999 MLP : Allez, allez.

1000 EM : Ne sont pas aussi bêtes.

1001 MLP : Allez, allez.

1002 EM : Comme vous le pensez.

1003 NSC : Alors comme ils sont intelligents on va leur parler de choses intelligentes.

1004 MLP : Mais ne dites pas que vous avez rompu avec monsieur Hollande.

1005 CJ : Alors on va parler.

1006 MLP : Personne ne vous croira.

1007 CJ : De choses intelligentes s'il vous plait.

1008 EM : Je serais resté au gouvernement.

1009 MLP : Mais non vous êtes partis pour pouvoir organiser votre candidature.

1010 NSC : Alors.

1011 MLP : Celle du système.

1012 NSC : S'il vous plait.

1013 MLP : Pour pouvoir mettre en place les conditions pour faire croire aux Français.

1014 NSC : S'il vous plait.

1015 MLP : Que justement vous étiez nouveau alors que vous.

1016 NSC : On va parler d'Europe.

1017 MLP : étiez le candidat choisi.

1018 NSC : On va parler d'Europe.

1019 CJ : Bien encore une fois entendez moi on l'a vu.

1020 MLP : Par les socialistes et par le système.

1021 NSC : On avait cru comprendre.

1022 MLP : Qui va pouvoir se survivre. Parce que sinon ils n'auraient pas pu se survivre.

1023 NSC : Alors vous êtes à 30 secondes d'écart.

1024 EM : Allez, vous avez bien dit vos éléments de langage. C'est parfait.

1025 NSC : Vous êtes à 30 secondes d'écart l'un et l'autre. On va parler d'Europe avec Christophe et d'international et on croit comprendre qu'entre vous deux c'est un sujet important alors ça mérite d'y passer maintenant.

1026 CJ : effectivement.

1027 NSC : Vous en êtes d'accord, Christophe.

1028 CJ : Merci Nathalie. Des questions internationales qui vous divisent effectivement tant tous les deux. On commence bien entendu par l'Europe dont vous avez deux visions radicalement opposées. Pouvez-vous chacun nous donner votre définition de l'Europe de demain, vous présidente Marine Le Pen.

1029 MLP : Oui bien entendu. Et bien l'union européenne aura laissé la place à l'alliance européenne des nations libres et souveraines. C'est-à-dire en réalité la vision qui était la vision première de l'Europe où les différents peuples européens, conserveront leur souveraineté c'est-à-dire la liberté de décider pour eux-mêmes, maîtriseront par exemple leurs frontières et pourront décider qui rentre et qui ne rentre pas sur leur territoire, auront la maîtrise de leur monnaie pour pouvoir adapter cette monnaie à leur économie pour éviter de se retrouver avec la situation que nous connaissons de chômage de masse et de perte de compétitivité que monsieur Macron essaye de résoudre en proposant soit de baisser les salaires, soit d'effondrer le système d'indemnisation de chômage c'est-à-dire en fait le système de protection sociale. Où lorsque les représentants des Français dans le cadre de la démocratie voteront les lois, ces lois auront une notoriété supérieure aux directives qui sont imposées par des commissaires dont personne ne connaît le nom, dont personne ne connaît le visage et surtout que personne n'a jamais choisis. Et puis surtout nous retrouverons la souveraineté économique c'est-à-dire la liberté de faire du patriotisme économique. De donner un avantage à nos entreprises françaises dans les marchés publics, de faire du protectionnisme intelligent, c'est-

à-dire de mettre en place les écluses qui sont nécessaires pour que des productions ne viennent pas nous concurrencer en faisant du dumping sanitaire, du dumping social, du dumping environnemental. Et puis nous aurons aussi la maîtrise de notre politique commerciale monsieur Macron, je sais que vous êtes pour le CTA, je sais que vous êtes pour le TAFTA c'est-à-dire en réalité pour des accords de libre échange qui nous sont imposés et qui ne sont pas décidés par nous. Qui ont des conséquences très lourdes sur notre agriculture, sur nos éleveurs mais aussi sur nos industries et surtout des conséquences très lourde en matière de santé, on n'en a pas parlé tout à l'heure. Puisque les productions qui arrivent ainsi sur notre marché ne sont évidemment pas soumises aux mêmes normes de sécurité que celles qui sont imposées à nos industriels et à nos agriculteurs et qui ont pour vocation bien entendu de protéger la santé de nos compatriotes. Donc je souhaite entrer en négociations pour faire naître cette alliance européenne. Organiser une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement un petit peu sur le modèle de la conférence de Messine. Faire parallèlement un référendum constitutionnel que je soumettrai aux Français.

1030 NSC : Une idée de quand ?

1031 MLP : Ah le référendum constitutionnel ce sera en Septembre, précisément en septembre. Où j'indiquerai que toute loi nouvelle aura une notoriété supérieure aux directives aux traités aux précédents européens. Et puis parallèlement à cette négociation, je mettrai en place toutes les mesures que je peux mettre en place tout de suite sur le plan économique : la baisse des charges ; la baisse des impôts ; la défiscalisation des heures supplémentaires ; l'augmentation et la valorisation des petites retraites, etc. Car tout ne dépend pas en l'occurrence de l'Union Européenne mais des choses essentielles nous bloquent pour pouvoir relancer notre, notre économie. Et puis vous savez y a aussi la possibilité ces compromis de Luxembourg, y a aussi la possibilité d'aller à l'encontre des règles européennes, monsieur Macron, lorsque les intérêts vitaux du pays sont en jeu. Bah je crois que par exemple, c'est quelque chose qu'il faudrait mettre en œuvre pour arrêter tout de suite la directive détachement des travailleurs tout de suite, parce que si ait des

conséquences très lourdes sur l'emploi, et donc il faut immédiatement prendre cette.

1032 CJ : On va en parler précisément tout à l'heure.

1033 MLP : Immédiatement prendre cette décision. Et enfin, j'en termine. Et enfin, j'en termine à l'issu de ces négociations parce que moi je ne ferai rien contre le peuple Français, je n'irai pas faire ce qui a été fait par vos amis socialistes et vos amis UMP d'ailleurs en 2005, à savoir les Français ont dit non à la constitution européenne et malgré cela on a dit oui à leur place. Je me tournerai vers les Français et je leur livrerai l'issu de la négociation et je leur dirai voilà ce que j'ai réussi à obtenir, est ce que vous considérez que c'est suffisant ? Ou est-ce que vous considérez que ça n'est pas suffisant ? Et sur ce choix aussi engageant pour l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe, parce que moi je suis une européenne, je veux sauver l'Europe et surtout arracher l'Europe des mains de l'Union Européenne qui est en train de la tuer. Et bien je leur demanderai leur avis.

1034 NSC : ça c'est dans combien de temps cet autre référendum vous vous donnez combien de temps ?

1035 MLP : Écoutez, j'ai dit 6 mois c'est un délai indicatif.

1036 NSC : En d'autre on dit 18 mois ?

1037 MLP : C'est un délai indicatif mais il faut, moi je veux pas créer le chaos, je veux pas précipiter s'il faut, si c'est 10 mois bah ce sera 10 mois. L'important c'est encore une fois d'obtenir cette négociation. Pourquoi, pardon, et juste j'en termine, j'en ai pour quelques secondes. Monsieur Macron vous avez donné une interview, il y a quelque temps à Reuters le je crois le 2 mars où vous avez dit l'euro va mourir dans les 10 ans. En gros c'est ça, l'euro va mourir dans les 10 ans.

1038 EM : En gros.

1039 MLP : Bah je sais pas, oui.

1040 EM : Non mais en gros, parce que vous dites toujours en gros quand vous me citez.

1041 MLP : Bah.

1042 EM : Ce n'est jamais précis.

1043 MLP : Bah.

1044 EM : Allez-y, poursuivez madame Le Pen.

1045 MLP : Vous dites, vous dites si on ne fait pas une Europe fédérale, totalement c'est-à-dire avec un gouvernement de la zone européenne, c'est-à-dire avec la perte de notre souveraineté totale avec l'intégralité des clefs de la France.

1046 EM : C'est bien en gros.

1047 MLP : Alors là pour le coup donner pour tous les domaines de l'Union Européenne.

1048 EM : Oui, c'est bien en gros.

1049 MLP : Le budget, l'impôt européen, etc. alors l'euro ne pourra pas survivre. Alors c'est votre solution, ça n'est pas la mienne, je crois que ça n'est pas celle des Français que de vouloir ce bond en avant fédéraliste qui est presque une forme d'extrémisme européiste

1050 EM : Oui, oui, oui, c'est ça.

1051 MLP : Parce que dans tout, bah écoutez dans tous les candidats du premier tour excusez-moi mais vous étiez celui qui exprimait la position la plus radicale.

1052 CJ : Marine Le Pen.

1053 MLP : La plus extrémiste.

1054 CJ : Marine Le Pen je vous propose.

1055 MLP : De soumission à le, au fédéralisme européen.

1056 CJ : Marine Le Pen.

1057 MLP : Exactement.

1058 CJ : Marine Le Pen je vous propose justement de proposer à Emmanuel Macron de nous donner sa vision de l'Europe lui, président.

1059 EM : Alors moi je n'ai pas compris du tout. Et on va clarifier. Parce que l'euro c'est important. C'est la monnaie pour nos concitoyens, ce n'est pas qu'une politique étrangère. C'est pas que des sujets abstraits. C'est avec quoi on paye. On sort ou pas de l'euro ?

1060 MLP : Il faut retrouver.

1061 EM : On revient au franc ou pas ?

1062 MLP : Il faut retrouver notre monnaie nationale.

1063 EM : Donc on revient au franc.

1064 MLP : C'est essentiel, essentiel.

1065 EM : D'accord.

1066 MLP : Essentiel.

1067 EM : Donc on revient au franc, non vous proposez bien de sortir de l'euro.

1068 MLP : Essentiel, non je vais renégocier pour que l'euro on s'en libère et on le transforme en monnaie commune. C'est ce qu'il avait, ce qu'il était avant qu'il devienne la monnaie de la France.

1069 EM : Mais on payera.

1070 MLP : Chaque pays.

1071 EM : Avec de l'euro ou pas ?

1072 MLP : Que les choses soient très claires. Non on ne payera pas avec de l'euro monsieur Macron.

1073 EM : Personne ne payera avec de l'auro.

1074 MLP : Vous le savez bien, les banques centrales payeront avec de l'euro, si elles le souhaitent.

1075 EM : Ah bon.

1076 MLP : Et les grandes entreprises payeront avec l'euro si elles le souhaitent. Vous savez très bien ça a existé.

1077 EM : Donc il y'aura deux monnaies ?

1078 MLP : Non, pas pour les Français, pas pour les particuliers pas pour les petites entreprises et vous savez très bien, n'essayez pas de créer.

1079 EM : Mais à quoi servira l'euro alors ?

1080 MLP : De créer cela.

1081 EM : Non mais à quoi servira l'euro.

1082 MLP : Mais c'est une monnaie connue, c'est un panier de monnaie vous le savez encore une fois, ça a existé car avant.

1083 EM : ça a existé quand ?

1084 MLP : ça a existé juste avant l'euro.

1085 EM : Ah bon.

1086 MLP : Juste avant que l'euro ne devienne notre monnaie.

1087 EM : Ah bon ?

1088 MLP : Physique en France. Et oui. Et oui. Et oui. Et oui

1089 EM : C'était quoi ?

1090 MLP : Et bien c'était l'euro déjà. Et avant lui c'était l'écu.

1091 EM : Donc les grandes, les grandes entreprises elles payaient en euro, en écu avant.

1092 MLP : Oui de 93 à 2002, toutes les entreprises pouvaient payer les grandes entreprises pouvaient payer effectivement en euro.

1093 EM : D'accord.

1094 MLP : Ce système a parfaitement fonctionné monsieur Macron ne faites pas semblant de ne pas le savoir.

1095 EM : Non.

1096 MLP : Vous savez très bien, il a fonctionné dans le cas du SME, et honnêtement de 93 à 2002 c'était plutôt performant. Mais ce qu'il faut que les Français comprennent surtout, c'est que à la limite ça les regarde même pas cet euro monnaie commune, c'est une monnaie, une facilité entre les Etats, c'est une facilité pour les banques centrales mais ça ne les touche pas, eux. Ils auront une monnaie.

1097 EM : Et les grandes entreprises ça les touchera ?

1098 MLP : Eux, ils auront une monnaie, ce sera.

1099 EM : Mais les entreprises ça les touchera.

1100 MLP : Vous pouvez arrêter de me couper la parole une minute.

1101 EM : Mais vous parlez beaucoup madame Le Pen.

1102 MLP : Bah oui je parle beaucoup, vous allez vous rattraper. Donc les Français ils auront une monnaie dans leur portefeuille.

1103 CJ : On a compris.

1104 MLP : C'est une monnaie qui permettra encore une fois de retrouver un niveau adapté à notre économie, et donc, d'exporter à nouveau. Et donc de partir à la conquête du monde à nouveau.

1105 CJ : On a compris merci Marine Le Pen.

1106 MLP : Sachant que l'euro a eu des conséquences très lourdes sur le pouvoir d'achat des Français, puisque sa mise en place a entraîné une augmentation assez spectaculaire des prix quand même.

1107 EM : Ah bon.

1108 CJ : Merci Marine Le Pen.

1109 MLP : ça vous pouvez l'admettre quand même.

1110 CJ : Maintenant, il faut vraiment.

1111 EM : Ah bon.

1112 CJ : Non Emmanuel Macron.

1113 MLP : ça non ? ça non plus.

1114 EM : Mais madame Le Pen.

1115 CJ : Monsieur Emmanuel Macron, il faut vraiment, les questions.

1116 EM : Il faut être clair, les grandes entreprises elles payeront en euro ou elles payeront.

1117 CJ : Ce n'est pas la question.

1118 EM : En franc.

1119 MLP : Elles peuvent en écu elles pouvaient payer. Elles font ce qu'elles veulent.

1120 CJ : Non Emmanuel Macron.

1121 MLP : Elles ont le choix.

1122 EM : Non elles n'ont jamais pu payer en écu, l'écu c'était.

1123 MLP : Si.

1124 CJ : Emmanuel Macron on a vraiment besoin que vous nous donniez votre vision de l'Europe.

1125 EM : Non mais c'est un débat important.

1126 MLP : Si.

1127 CJ : Elle a donné la sienne, vous l'avez contestée, elle y a répondu partiellement, il faut maintenant répondez-vous.

1128 EM : C'est un débat fondamental pour nos concitoyens.

1129 CJ : Quelle est votre Europe de demain ?

1130 EM : J'y réponds parce que c'est l'inverse de ça. Mais c'est fondamental. Parce qu'une grande entreprise elle ne pourra pas payer en euro d'un côté et payer ses salariés de l'autre en franc. C'est n'importe quoi madame Le Pen. Les et ça n'a jamais existé. L'écu c'était une monnaie de référence, personne ne payait en écu. Notre dette, elle sera payée en euro ou en franc ? C'est ça la question.

1131 CJ : Votre vision de l'Europe vous, à vous.

1132 EM : Non mais c'est essentiel parce qu'on a vu du grand n'importe quoi du projet de madame Le Pen.

1133 CJ : Vous l'avez expliqué.

1134 EM : C'est le grand n'importe quoi qui menace nos concitoyens.

1135 MLP : Tiens je vois revenir le projet peur. Le projet peur que vous aviez développé au moment du Brexit.

1136 EM : Oh madame Le Pen depuis le début de notre discussion.

1137 MLP : ça me fait rire ça.

1138 EM : Depuis le début de, moi ça ne me fait pas rire.

1139 MLP : Si, les Français ça les fait rire parce que quand, avant le Brexit.

1140 EM : ça me fait peur.

1141 MLP : On leur avait dit, on leur a fait peur.

1142 EM : Pour nos concitoyens.

1143 MLP : On leur a dit vous allez voir avec l'effondrement.

1144 EM : Mais madame Le Pen.

1145 MLP : De l'économie britannique et l'économie britannique ne s'est jamais aussi bien portée, que depuis que les Britanniques ont décidé de reprendre leur liberté vis-à-vis de l'Union Européenne.

1146 EM : Mais madame Le Pen.

1147 MLP : Donc tout ça, ça ne marche plus monsieur Macron.

1148 EM : Mais madame Le Pen.

1149 CJ : Monsieur Macron il ne faut pas poser de questions à madame Le Pen, il faut répondre.

1150 MLP : Il faut trouver autre chose.

1151 EM : Madame Le Pen, la Grande Bretagne elle n'a jamais été dans l'euro madame Le Pen.

1152 MLP : Ce n'est pas le sujet.

1153 EM : Si c'est le sujet, c'est la zone euro.

1154 MLP : Ce n'est pas le sujet. Le projet peur c'est toujours le même. Vous utilisez les mêmes arguments, vous avez dit aux Britanniques si jamais vous votez pour la sortie de l'Union Européenne, ne parlons même pas de la monnaie, ils n'étaient pas dans l'euro. Si jamais vous sortez de l'Union Européenne vous allez voir, ça va être dramatique ; votre économie va s'effondrer ; vous allez entrer en récession ; le chômage va exploser. Et bien c'est exactement l'inverse qui s'est déroulé.

1155 NSC : Alors.

1156 EM : Madame Le Pen.

1157 MLP : Donc le projet qui est mené par les puissances financières qui vous soutiennent monsieur Macron.

1158 CJ : Là il y a un, vous avez pris 6 minutes. Il ne faut pas poser les questions à Marine Le Pen. Il faut.

1159 EM : Mais non je ne pose plus de question, elle.

1160 MLP : Et qui visent à laisser le système, et qui visent à laisser le système tel qu'il est, parce que c'est à leur bénéfice en effet.

1161 CJ : Marine Le Pen s'il vous plait.

1162 MLP : L'euro c'est la monnaie des banquiers.

1163 CJ : Vous ne pourrez plus vous exprimer sur les autres sujets.

1164 MLP : Mais ça n'est pas la monnaie du peuple.

1165 CJ : Marine Le Pen, on a compris.

1166 MLP : Et c'est la raison pour laquelle il faut que l'on arrive à s'arracher à cette monnaie, mais je sais que tout le système la défendra monsieur Macron, car ils y ont un bénéfice financier.

1167 CJ : Emmanuel Macron en 2022 la France et l'Europe c'est quoi en 2022 ?

1168 EM : Alors moi je vais vous dire. Je suis contre tout ce qu'a dit madame Le Pen.

1169 MLP : Y'a plus de nations.

1170 CJ : On a compris.

1171 EM : Alors.

1172 CJ : Alors qu'est ce qui se passe en 2022 ?

1173 NSC : Alors c'est à votre tour de parler.

1174 EM : Je peux y aller madame Le Pen.

1175 MLP : D'accord.

1176 EM : On peut avoir un débat démocratique ?

1177 MLP : Allez-y. Allez-y. Allez-y. Je vous en prie.

1178 EM : Voilà. D'abord la grande peur, qui la manipule depuis le début, c'est vous. Qui joue avec les peurs de nos concitoyens sur le terrorisme etc., c'est vous. La grande peur, la grande prêtresse de la peur, elle est en face de moi. La grande Bretagne ça n'a rien à voir avec nous, elle n'était pas dans l'euro, elle ne l'a jamais été. Bon. Donc, maintenant l'euro vous, vous proposez d'en sortir. Moi je dis que c'est un projet mortifère et que c'est un projet dangereux. Et que, votre bidouillage que vous nous avez fait dans le weekend avec monsieur Dupont-Aignan n'a aucun sens. Et d'ailleurs, il manifeste une impréparation crasse.

1179 CJ : Mais vous, votre vision sur l'Europe.

1180 EM : Non mais ma vision c'est justement construire un euro fort et de construire une politique européenne.

1181 MLP : Un euro fort ?

1182 EM : De construire une politique européenne qui sera forte, et dans laquelle nous défendrons les intérêts de la France. Mais je veux que tout le monde comprenne, c'est fondamental. L'éleveur du cantal aujourd'hui, il achète ses produits à l'étranger. Il les achètera, donc, en euro. Mais il paiera ses salariés en franc ? Mais quand il vendra.

1183 MLP : L'éleveur du cantal achète ses produits à l'étranger.

1184 EM : Ah bah oui.

1185 MLP : Achète ses produits à l'étranger.

1186 EM : Les produits phytosanitaires beaucoup. Et puis s'il est éleveur, il a ce qu'on appelle des broutards, il les envoie derrière en Grèce et en Italie. Donc les italiens, ils lui achèteront en euro. Mais lui, il payera ses, ses salariés en franc. Olala.

1187 MLP : Chaque pays aura sa monnaie monsieur Macron.

1188 EM : ça va être compliqué. Ah bon parce que vous allez décider.

1189 MLP : Chaque pays aura sa monnaie.

1190 EM : Pour les autres. Vous allez décider pour les autres.

1191 MLP : C'est le sens de la négociation que je veux mener.

1192 EM : D'accord. Donc vous allez décider pour les 27 pays, et vous allez en particulier pour les 19 pays de la zone euro, leur expliquer qu'ils vont sortir avec vous.

1193 MLP : Surtout pour tous ceux qui souffrent et qui ont envie de retrouver leur monnaie nationale parce que.

1194 EM : Madame Le Pen.

1195 MLP : Ils sont en train de mourir de l'euro.

1196 EM : Ayez un peu d'humilité. Ce que je suis en train de dire, c'est que tout ça, ça n'existe pas deux secondes. Le paysan du cantal qui m'écoute, il a bien compris, parce que lui, il vit dans l'Europe. Celui qui fait des pommes dans la vallée de la Durance, et qui les vend aujourd'hui en euro, qui a besoin de l'euro comme monnaie commune, demain il ne l'aura plus. L'épargnant qui nous écoute, le jour où vous faites cette sortie, parce que comment vous financez votre programme, vous dévaluez le nouveau franc de 20 à 30%.

1197 MLP : Non.

1198 EM : Et bien il perd, il perd le jour d'après 20 à 30% de la valeur de son épargne. Parce que tous les biens que nous continuerons à importer du reste de la zone euro. Parce que nous sommes intégrés dans cette zone euro, qu'on le veuille ou non, c'est la réalité de l'économie française.

1199 MLP : Vous avez été ministre de l'économie.

1200 EM : Je suis, oui madame Le Pen.

1201 MLP : Et vous dites ça.

1202 EM : Oui madame Le Pen c'est la vérité.

1203 MLP : Ok. D'accord. Non. Non. Mais d'accord.

1204 EM : Parce que c'est la vérité.

1205 MLP : C'est quand même assez inquiétant.

1206 EM : Mais non. Ce n'est pas inquiétant.

1207 MLP : Donc ne vous inquiétez pas chers Français. Comprenez pourquoi les résultats ont été si mauvais.

1208 EM : Madame Le Pen mais c'est la vie.

1209 MLP : C'est d'une énormité.

1210 NSC : Marine Le Pen.

1211 EM : C'est la vraie vie.

1212 NSC : Vous aviez eu le temps de vous exprimer, laissez-le répondre.

1213 EM : Madame Le Pen.

1214 MLP : Non. Non. Mais d'accord.

1215 EM : Votre téléphone portable, peut-être même vos dossiers, ils sont faits aujourd'hui dans des pays aussi qui sont étrangers. Même ce qui est fait en France

a besoin du reste de l'Europe. Quand celles et ceux qui nous écoutent à Toulouse ou à Saint Nazaire ou dans beaucoup d'autres endroits en France travaillent sur la 320, y'a plus de 150000 Françaises et Français qui travaillent sur ce projet, Airbus comme ses sous-traitants. Y'a un tiers de la valeur qui est fait dans d'autres pays européens, parce que nous sommes intégrés.

1216 MLP : Et ?

1217 EM : Et bien le jour d'après comme vous allez renchérir le bien de ce qui est fait en Allemagne ou ailleurs parce qu'il sera toujours en euro lui, eux ils garderont l'euro et nous on sera en franc, vous allez baisser leur compétitivité. Nous sommes dans le monde.

1218 MLP : Ah non, nous allons gagner de la compétitivité.

1219 EM : Mais non, nous allons en perdre.

1220 MLP : Précisément parce que, parce que le marque.

1221 EM : Mais madame Le Pen.

1222 MLP : Va s'apprécier et que justement.

1223 EM : Je vous ai laissée.

1224 MLP : C'est l'Allemagne qui va beaucoup souffrir.

1225 EM : Madame Le Pen madame Le Pen je vous ai laissée avec courtoisie expliquer et développer votre argument, avec beaucoup de détails pour pouvoir justement maintenant expliquer à la fois son inanité.

1226 CJ : Terminez, terminez.

1227 EM : Et le mien.

1228 CJ : Poursuivez, poursuivez.

1229 EM : Je vous dis juste que la France.

1230 MLP : Et votre inanité.

1231 EM : La France ça n'est pas un pays fermé. C'est un pays qui est dans l'Europe et dans le monde. La question ça n'est pas l'esprit de défaite que vous voulez.

1232 MLP : Vous êtes le candidat de l'ouverture en fait.

1233 EM : Non. Je suis le candidat d'une France forte dans une Europe qui protège. Mais je ne veux pas pour nos concitoyens qu'ils perdent du pouvoir d'achat, des emplois, de la compétitivité par la sortie de l'euro.

1234 MLP : Depuis quand elle protège l'Europe ?

1235 EM : C'est ce que vous proposez. Je vais jusqu'au bout de.

1236 NSC : Attendez. Laissez-le finir.

1237 EM : Vous me l'autorisez ? Je vous ai, avec courtoisie, laissé faire. Et donc je dis que votre projet, il est mortifère sur le plan du pouvoir d'achat ; sur le plan de la compétitivité et de notre capacité à être fort dans le monde. Moi ce que je veux, c'est une France qui fait les réformes, qui prend ses responsabilités. C'est ce que j'expliquais tout à l'heure sur le plan du chômage, de la formation professionnelle. Parce qu'il y a beaucoup de pays qui s'en sortent très bien dans l'euro. Et c'est votre problème.

1238 MLP : l'Allemagne ?

1239 EM : Et c'est votre problème.

1240 MLP : L'Allemagne ?

1241 EM : Prenez-en, même de nombreux autres.

1242 MLP : L'Allemagne.

1243 EM : Et ils ont fait des réformes. Ils ont fait des réformes madame Le Pen. Il y a des pays qui vont mal hors de l'euro et ce que vous proposez c'est la guerre

des monnaies. On l'a connue pendant des années et des années, ça ne nous a pas aidés et ça ne nous a pas sortis du chômage de masse.

1244 MLP : On avait quand même beaucoup moins de chômeurs qu'aujourd'hui quand même.

1245 EM : Ce que je propose, non madame Le Pen.

1246 MLP : Ah bon ?

1247 EM : Dans les années 90, au début des années 90.

1248 MLP : Dans les années 2000 on n'avait pas moins de chômeurs qu'aujourd'hui ?

1249 EM : On avait vous savez, beaucoup plus de chômeurs qu'aujourd'hui même.

1250 MLP : Plus de chômeurs qu'aujourd'hui ?

1251 EM : Oui y' a aussi des cycles économiques.

1252 MLP : D'accord.

1253 EM : Et les réformes n'ont pas été faites comme elles le devaient non plus au début des années 2000.

1254 MLP : D'accord, d'accord.

1255 EM : C'est tout.

1256 MLP : Donc en 2000 y'avait plus de chômeurs qu'aujourd'hui ?

1257 EM : Madame Le Pen ce que je suis en train de vous dire.

1258 MLP : Non, non, mais vous avez été ministre de l'économie, hein, c'est pas moi.

1259 EM : C'est que, non.

1260 MLP : Moi j'y connais rien, vous avez été ministre de l'économie.

1261 EM : Vous savez quoi, vous savez quoi madame Le Pen.

1262 MLP : Vous vous y connaissez sûrement mieux que moi.

1263 EM : Vous savez quoi madame Le Pen heureusement, parce que ce que vous proposez.

1264 MLP : Heureusement qu'il y a des internautes qui vont tout de suite regarder s'il y avait plus de chômeurs en Europe en 2000 qu'aujourd'hui.

1265 EM : J'ai dit au début des années 90 quand il y avait la guerre des monnaies.

1266 MLP : Ah d'accord.

1267 EM : Mais non madame Le Pen, moi, je suis précis, contrairement à vous.

1268 MLP : Oui bah là vous étiez pas très précis.

1269 EM : Je ne bidouille pas. Donc au début des années 90 quand il y'avait la vraie guerre des monnaies et que la France n'était pas encore rentrée dans une convergence, en particulier avec l'Allemagne ; il y'avait plus de chômeurs qu'aujourd'hui, la France ne se portait pas mieux. Donc le projet qui est le mien.

1270 MLP : Elle était déjà.

1271 EM : C'est d'avoir une France qui est compétitive, c'est pas l'esprit de défaite de madame Le Pen. C'est de rester dans l'euro parce qu'il nous protège l'euro. Il évite qu'il y ait déstabilisation monétaire ; c'est de protéger l'épargne de nos concitoyens. Parce que j'y tiens et moi je ne veux pas d'un comportement de panique. Le projet de madame Le Pen, le jour d'après il faudra restaurer le contrôle des capitaux, vous l'avez d'ailleurs avoué vous-même dans une interview récente. Je ne veux pas du contrôle de capitaux, ce sera la panique bancaire. Et ce projet c'est l'affaiblissement de notre industrie. Et moi, je veux dans cette Europe dès le début profondément changer la directive travailleur détaché, en tant que ministre, moi je n'ai pas fait simplement des mots sur des plateaux.

1272 NSC : Rapidement Emmanuel Macron.

1273 EM : J'ai instauré la carte de contrôle dans le BTP sur les travailleurs détachés, parce que c'est comme ça qu'on lutte contre le travail détaché illégal. Ce que je veux, c'est qu'aujourd'hui pour le même travail, et dans un pays, il y ait le même salaire. Ça on peut le faire par la révision de la directive dès le début. Je veux.

1274 MLP : C'est déjà le cas.

1275 EM : Deuxième chose.

1276 MLP : Ce sont les charges qui ne sont pas les mêmes.

1277 EM : Non, salaire complet madame Le Pen, charges comprises. Deuxième chose je veux.

1278 MLP : Je veux vous allez imposer ça aussi pareil dans une négociation, je croyais que ce n'était pas possible.

1279 EM : Vous savez les négociations sont possibles, j'ai été ministre.

1280 MLP : Ah bon.

1281 EM : J'ai lutté contre le dumping des chinois dans l'acier.

1282 MLP : ça n'a pas bien marché quand même.

1283 EM : Si, ça l'a stoppé. Vous savez moi ce n'est pas des grandes paroles. Et moi je ne propose pas le grand n'importe quoi, on va regarder en arrivant avec des yeux honnêtement étonnés. Donc ce que je propose c'est clair, c'est cohérent, c'est d'avoir une Europe qui protège davantage avec des marchés européens qui sont réservés à au moins 50% des entreprises européennes. Un euro fort, avec plus d'investissements européens, parce que nous en avons besoin. Avoir un vrai contrôle et donc un travail détaché qui est mieux contrôlé qu'aujourd'hui. Et enfin, c'est d'avoir une politique commerciale qui protège plus qu'aujourd'hui.

1284 NSC : Alors.

1285 EM : On a besoin d'une politique commerciale européenne. Pourquoi ? Parce que c'est celle qui protège par rapport à la Chine, à la Russie ou à d'autres grands pays. Parce qu'aujourd'hui nous avons un marché de 60 millions d'habitants et la Chine a plus d'un milliard, une politique commerciale qui ne serait que Française, ne protégera pas les intérêts de la France.

1286 NSC : Alors.

1287 EM : Par contre si on fait.

1288 NSC : S'il vous plait.

1289 EM : Au niveau européen comme moi je l'ai fait sur la sidérurgie et les salariés, les ouvriers de la sidérurgie le savent, on a pu stopper les attaques chinoises, parce qu'on a une politique européenne qui s'est réveillée. Moi je veux une Europe qui va plus vite, une Europe qui protège, qui est moins bureaucratique.

1290 NSC : On a compris.

1291 EM : Mais on a besoin de l'Europe dans la mondialisation.

1292 MLP : Monsieur Macron ça fait 25 ans que vous promettez l'Europe sociale.

1293 NSC : D'accord.

1294 MLP : Vous et vos amis socialistes.

1295 EM : Madame, madame.

1296 NSC : Alors.

1297 EM : Madame Le Pen.

1298 MLP : 25 ans.

1299 EM : ça ne fait pas 25 ans que je suis dans la vie politique.

1300 MLP : Nous avons subi.

1301 EM : Comme vous, je suis désolé.

1302 MLP : La désindustrialisation massive.

1303 NSC : Alors, s'il vous plait.

1304 MLP : Nous avons subi l'effondrement de nos emplois, de nos emplois et les délocalisations massives. Et aujourd'hui monsieur Macron.

1305 EM : Parce que les réformes n'ont pas été conduites.

1306 MLP : L'épargne des Français.

1307 EM : Ce n'est pas l'euro cela et les Français le savent.

1308 MLP : L'épargne des Français est en danger.

1309 NSC : Alors.

1310 MLP : à cause de l'Europe.

1311 EM : à cause de votre projet madame.

1312 MLP : à cause de l'Europe.

1313 NSC : S'il vous plait.

1314 EM : à cause de votre projet.

1315 MLP : Non mais c'est très important parce que ceux qui.

1316 EM : Oui.

1317 MLP : écoutent, doivent comprendre.

1318 EM : C'est vraiment important.

1319 MLP : Si l'Etat stratège que je mènerai n'est pas là pour taper du poing sur la table et pour empêcher la loi sur l'union bancaire, qui en cas de défaillance bancaire ira piocher directement dans les comptes en banque des épargnants, ainsi que dans leur assurance vie. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait à Chypre. Si ça n'est pas moi qui avec l'Etat stratège dit non. Je protégerai l'épargne des Français quel

qu'en soit le prix. Et quelle que soit la bagarre que je dois mener avec l'Union Européenne. Alors les Français se feront ponctionner leur épargne. Donc le grand danger aujourd'hui, monsieur Macron, c'est la soumission à l'Union Européenne.

1320 EM : C'est faux, et archi faux madame Le Pen.

1321 MLP : Et le problème, monsieur Macron, vous êtes.

1322 EM : La panique bancaire quand elle a eu lieu à Chypre, quand elle a eu lieu à Athènes, c'était quoi ? La menace.

1323 MLP : Ce coup-là laissez-moi parler.

1324 EM : De la sortie de l'euro.

1325 MLP : Ayez, ayez, ayez cette correction.

1326 EM : Justement pourquoi ces gens-là se sont battus pour rester dans l'euro parce qu'ils avaient peur.

1327 MLP : Ayez cette correction, monsieur Macron.

1328 EM : Mais madame Le Pen.

1329 MLP : La réalité c'est que vous êtes allé voir madame Merkel.

1330 EM : Vous dites n'importe quoi.

1331 MLP : Et vous êtes allé lui demander sa bénédiction. Car vous n'envisagez de ne rien faire sans avoir l'accord de madame Merkel c'est si vrai que quand on vous a dit comment vous allez faire face à madame Merkel, vous avez dit mais je ne serais pas face à elle, je serai avec elle. Bon.

1332 EM : Et bien sûr que je veux une France qui se bat avec l'Allemagne madame Le Pen.

1333 MLP : Oui je vais vous dire ce qui va se passer monsieur Macron. De toute façon la France sera dirigée par une Femme, ce sera ou moi ou madame Merkel. Elle est là la réalité.

1334 EM : Mais arrêtez.

1335 MLP : Mais bien évidemment que oui.

1336 EM : Ces formules sont ridicules.

1337 MLP : Elle est là. Elle est là la réalité.

1338 EM : Vous savez heureusement que notre pays a eu des dirigeants visionnaires.

1339 MLP : Calmez-vous. Laissez-moi terminer.

1340 EM : Je suis très calme madame Le Pen c'est vous qui m'avez interrompu.

1341 MLP : Mais non je sens que vous êtes agacé. Non mais non c'est moi qui parlais monsieur Macron.

1342 EM : Y'a eu des dirigeants visionnaires, le Général De Gaulle et le chancelier Adenauer, ils ont su travailler ensemble. Ils l'ont fait le avec.

1343 MLP : Ils voulaient pas.

1344 EM : à une autre époque.

1345 MLP : Ils ne voulaient pas cette Europe-là.

1346 EM : Et ils l'ont fait, et ils ont construit cette Europe-là.

1347 MLP : Ils ne voulaient pas cette Europe-là.

1348 CJ : On a bien compris. On a bien compris vos divergences sur l'Europe, y'a d'autres points de divergences certainement, on va un peu avancer.

1349 EM : Moi vous savez je viens, et j'ai eu l'occasion de vous le dire, je viens d'une région qui a connu dans sa chaire la guerre. Moi ma famille l'a connue. Je ne veux pas du nationalisme que vous portez. Le projet que vous portez.

1350 MLP : Ah ça il fallait que vous le placiez, c'était pas facile.

1351 EM : Le projet que vous portez, oui.

1352 MLP : Vous êtes passé par des biais un peu, un peu différents là.

1353 EM : Mais madame Le Pen, vous pouvez rigoler, moi je ne rigole pas.

1354 MLP : Non mais parce que je savais que vous allez me le placer c'est pour ça.

1355 EM : Moi je ne rigole pas avec ça.

1356 MLP : Mais je me posais la question de savoir à quel moment.

1357 EM : Madame Le Pen.

1358 MLP : Vous alliez me le placer.

1359 EM : Le protectionnisme, l'isolationnisme, le nationalisme c'est votre projet.

1360 NSC : Alors.

1361 EM : C'est le repli et la guerre avec l'autre. On l'a connu pendant des siècles et des siècles. Y'a des gens qui ont payé.

1362 MLP : Non, vous vous trompez.

1363 EM : Des familles ont payé.

1364 MLP : D'analyse historique.

1365 EM : Mais bien sûr, c'est ce que vous proposez.

1366 MLP : C'est vrai que l'Histoire de France ne vous intéresse pas, pas plus que la culture de France, pas plus que l'art Français ne vous intéresse. La réalité monsieur.

1367 EM : Nous n'avons pas la même vision madame Le Pen.

1368 MLP : Non mais la réalité monsieur Macron c'est que c'est le déséquilibre.

1369 EM : Je vous le confirme. La réalité c'est que ce que vous proposez c'est une sortie de l'histoire.

1370 MLP : C'est le déséquilibre.

1371 EM : Et j'espère que nos concitoyens auront compris.

1372 MLP : Non mais c'est le déséquilibre dans les rapports entre l'Allemagne et la France qui sont en réalité les germes de la guerre.

1373 NSC : Alors.

1374 MLP : Quand les rapports sont équilibrés, quand chacun défend ses intérêts, quand on n'est pas soumis, inféodé aux exigences de l'Allemagne. Alors les choses se passent très bien.

1375 NSC : S'il vous plait.

1376 CJ : On va, on va avancer.

1377 MLP : La guerre, elle a été créée par cette soumission monsieur Macron celle que vous êtes en train de reproduire car vous êtes la France soumise à l'Allemagne.

1378 NSC : Alors attendez.

1379 EM : Madame Le Pen arrêtez avec vos formules.

1380 MLP : Et vous voulez exiger une soumission économique à l'Allemagne.

1381 EM : Mais je ne suis soumis à personne.

1382 MLP : Et c'est extrêmement, et c'est extrêmement grave.

1383 CJ : Vous avez eu un long moment l'un et l'autre sur le dossier européen.

1384 MLP : Non. Non, mais c'est important parce qu'il s'agit de notre souveraineté, il s'agit de notre indépendance.

1385 NSC : Très bien.

1386 MLP : Mais il s'agit aussi de la défense des intérêts des Français.

1387 NSC : D'accord, mais on a parfaitement compris.

1388 MLP : Pas des Allemands.

1389 NSC : On a parfaitement compris depuis le début.

1390 EM : On est totalement d'accord madame.

1391 MLP : Pas des Allemands.

1392 NSC : Vous avez deux visions, vous avez deux visions irréconciliables.

1393 EM : Nous avons deux visions irréconciliables.

1394 NSC : On a totalement compris.

1395 CJ : On a compris. Je crois que c'est clair pour les Français.

1396 EM : La préoccupation c'est que nos concitoyens soient protégés.

1397 NSC : Voilà.

1398 MLP : Et que les Allemands soient contents.

1399 NSC : On considère, on considère.

1400 EM : Non madame Le Pen.

1401 MLP : C'est que la chancelière d'Allemagne soit contente.

1402 CJ : On a compris.

1403 NSC : S'il vous plait.

1404 EM : Mais madame Le Pen, arrêtez avec vos caricatures.

1405 MLP : Non mais d'accord.

1406 NSC : On va.

1407 EM : L'invective à l'égard de l'Allemagne n'a jamais fait progresser la France.

1408 MLP : Moi je comprends leur intérêt, ils défendent.

1409 EM : Moi aussi et le mien.

1410 MLP : Ils défendent leurs intérêts, mais vous, vous défendez les leurs.

1411 NSC : Bon alors attendez.

1412 EM : Non je défends les intérêts de la France.

1413 NSC : L'intérêt des téléspectateurs.

1414 MLP : C'est ça en fait.

1415 NSC : éventuellement.

1416 EM : Et les intérêts de la France ne se feront pas contre l'Allemagne. Parce que notre vraie guerre économique, elle est avec la Chine.

1417 NSC : Alors s'il vous plait, s'il vous plait.

1418 CJ : C'est clair pour tout le monde.

1419 EM : Elle est avec l'Inde, elle est avec les voilà.

1420 NSC : Justement on va élargir le périmètre. Régulièrement on dit suffisamment que c'est le parent pauvre des débats, que c'est la politique étrangère. Alors on voudrait juste avoir une précision de votre côté puisque c'est une des prérogatives du chef de l'Etat. Quelles doivent être la nature des relations que nous devons avoir d'abord avec monsieur Trump, ensuite avec monsieur Poutine. Je vous demande de répondre Emmanuel Macron vous avez une minute 20 de retard. Monsieur Trump, monsieur Poutine, quelle est la nature de la relation entre la France et.

1421 EM : Moi la ligne que je veux avoir pour la France c'est une ligne que je qualifierai de golométéronienne c'est-à-dire c'est l'indépendance de la France.

C'est pour ça que je veux une France forte, qui fasse ses réformes, qui soit crédible et qui soit forte en Europe. Parce que notre monde est de plus en plus déstabilisé. Il est déstabilisé sur le plan économique, avec une guerre sans merci. Il est déstabilisé sur le plan de notre sécurité internationale ; parce que le terrorisme se joue hors de nos frontières aussi, dans la zone irako-syrienne, en Lybie dans la zone Sahélo-saharienne. Et parce qu'il est déstabilisé par une recomposition des alliances. Dans ce contexte là je veux une France qui sache construire la paix. Ma priorité en termes de politique étrangère ce sera la lutte contre le terrorisme islamiste. En continuant le travail dans les alliances, et à ce titre je proposerai à monsieur Trump de continuer le travail avec les Etats-Unis d'Amérique qui sont nos partenaires en terme de renseignements, qui sont nos partenaires autour de la table du conseil de sécurité des Nations-Unis, nous en avons besoin. Et je souhaite que nous continuions ce travail parce que nous avons, depuis la seconde guerre mondiale et même avant, été dans le même camp classiquement. Avec notre voix indépendante et je m'en félicite et je porterai cette même voix. Par exemple lorsque la France a refusé d'accompagner le conflit en Iraq. Mais nous avons besoin d'avoir cette coopération forte pour notre sécurité. Je veux aussi poursuivre avec monsieur Trump le travail qui était commencé sur le climat. Nous avons besoin d'une vraie politique.

1422 CJ : Il n'a pas le même avis manifestement.

1423 EM : Non, mais je lui proposerai de le faire parce que la société civile n'a pas le même avis que lui, parce qu'il va vite comprendre que ça n'est pas son intérêt. Et donc je proposerai à monsieur Trump de continuer le travail ensemble. Et sur le plan économique, je veux une Europe, justement, plus forte. Parce que si nous voulons être crédibles face aux Etats-Unis d'Amérique on a besoin d'avoir un marché européen intégré et fort pour nous protéger. C'est le sens des réformes que je porte avec un vrai marché européen et en particulier une vraie politique de marché publique et d'achat européens. Quant à monsieur Poutine, il est autour de la table sur plusieurs sujets de discussion. Le conflit ukrainien, il faut désescalader ce conflit, il faut progressivement le normaliser mais il faut qu'il respecte le

processus en cours. Et le conflit en Syrie, où là il doit être autour de la table, il est un des éléments de la réponse mais en aucun cas je ne serai soumis au dictat de monsieur Poutine. C'est ma grande différence avec le projet de madame Le Pen qui est là dans un vrai projet de soumission à l'égard de monsieur Poutine et de la Russie, soumission financière de son parti.

1424 MLP : Monsieur Macron il ne nous a rien demandé.

1425 EM : On le sait. Et soumission à l'égard des valeurs qu'il porte qui ne sont pas les nôtres.

1426 MLP : Il n'a rien demandé à l'Europe.

1427 EM : Et donc sur le sujet, sur le sujet syrien, je veux en la matière que notre priorité soit la lutte contre le djihadisme terroriste qui sévit dans la région. Et je veux au-delà de tout qu'on arrive à trouver une solution politique négociée en mettant toutes les parties prenantes autour de la table. Donc ce sera un partenaire de travail sur quelques problématiques régionales, avec lequel je discuterai mais en ayant conscience que nous n'avons, sur beaucoup de sujets, pas les mêmes valeurs et les mêmes priorités.

1428 NSC : Marine Le Pen, Donald Trump, Vladimir Poutine, vos propositions.

1429 MLP : Vous savez, je crois que c'est très intéressant ce que vous avez dit monsieur Macron. Parce qu'en fait, on voit toute la différence qu'il y a entre la vision qui est la vôtre, et celle qui est la mienne. Vous avez parlé de la France en disant que la France sera respectée si elle est une grande puissance économique, etc., vous savez on revient aux graphiques.

1430 EM : Et politique.

1431 MLP : Au budget, etc. non la France sera respectée, si elle est la France. Si elle redevient véritablement la France, avec cette voix particulière qu'elle avait dans le monde, parce que le monde attend la France. Et la France a perdu cette voix particulière, parce qu'elle s'est soumise précisément à l'Allemagne. Elle s'est

soumise à la politique américaine. Elle doit donc retrouver son indépendance. Ce que je suis désolée de vous le rappeler mais le Général De Gaulle avait imposé à de multiples reprises l'indépendance de la voix de la France dans le monde. Et pour obtenir son indépendance, il faut qu'elle n'ait pas, ou qu'elle ne se soumette pas à la vision impérialiste des uns ou des autres. Voyez-vous. Et donc, parce que ça aussi ça crée la guerre. C'est en réalité ça qui crée la guerre.

1432 EM : Vous avez bien compris ce message que je propose madame Le Pen.

1433 MLP : Et le contraire de l'impérialisme c'est le fait de respecter toutes les nations. Et moi je crois qu'il faut que la France soit à nouveau l'Etat qui soit respectueux de toutes les nations. Ça veut dire respectueux de leur identité ; ça veut dire respectueux de leur culture ; ça veut dire respectueux de leur système d'organisation politique aussi. La moralisation, les leçons de morale que vous d'ailleurs donnez toujours monsieur, les socialistes c'est une grande spécialité de donner des leçons de morale. Vous donnez des leçons de morale à la terre entière, enfin pas à la terre entière, c'est aussi ça le problème. C'est que c'est toujours deux poids de mesures. Il y a ceux à qui vous donnez des leçons de morale.

1434 EM : Donc là vous répondez sur Trump et monsieur Poutine.

1435 MLP : Et puis y'a ceux qui sont vos amis, non, non.

1436 EM : On a bien compris.

1437 MLP : Je pense à ceux qui sont vos amis.

1438 EM : Là c'est vraiment un galimatias.

1439 MLP : Comme par exemple le Qatar, l'Arabie Saoudite à qui vous ne donnez pas de leçon de morale.

1440 EM : Mais madame Le Pen, sur ce sujet, c'est la deuxième fois parce que là vous faites un grand.

1441 MLP : Est-ce que vous, mais arrêtez de me couper la parole.

1442 EM : Non mais je vous coupe la parole parce que vous dites des bêtises.

1443 MLP : Mais calmez-vous.

1444 EM : Moi mon projet, mais madame le Pen.

1445 MLP : Mais c'est pas grave vous aurez le temps tout à l'heure de répondre.

1446 EM : Moi je suis calme.

1447 MLP : Laissez-moi terminer.

1448 EM : D'abord une chose, vous ne répondez pas.

1449 MLP : Soyez courtois.

1450 EM : Aux questions qui vous sont posées.

1451 NSC : Alors.

1452 MLP : Soyez courtois.

1453 EM : Ce qui est une forme de courtoisie aussi. Le Qatar et l'Arabie Saoudite c'est dans mon projet, je propose de.

1454 MLP : Ce sera votre projet de vie d'être journaliste ?

1455 EM : Je propose.

1456 NSC : Alors.

1457 MLP : Banquier d'affaire.

1458 EM : Je propose, je propose.

1459 MLP : Puis politique.

1460 NSC : Non attendez, nous on est capable de le faire.

1461 MLP : Puis journaliste.

1462 NSC : On est capable.

1463 EM : Je propose de supprimer les conventions fiscales. Donc ne dites pas de mensonges une fois encore.

1464 MLP : Et pourquoi vous ne l'avez pas fait quand vous étiez ministre.

1465 EM : Je rétablis la vérité. C'est parce que je n'étais pas en charge du sujet madame Le Pen.

1466 MLP : Ah bon ?

1467 NSC : Alors on ne va pas revenir sur le Qatar, on parle de monsieur Trump et de monsieur Poutine.

1468 EM : Vous savez le jour où je serais président, y'aura des ministres qui auront des compétences et qui ne font pas tout et n'importe quoi. Voilà.

1469 CJ : Votre relation, s'il vous plait, votre relation avec Vladimir Poutine. Donald Trump.

1470 MLP : Excusez-moi mais je vais attendre juste de pouvoir m'exprimer parce que, c'est bon ?

1471 NSC : Bon c'est votre tour c'est à votre tour de parler.

1472 EM : Allez-y madame Le Pen, depuis tout à l'heure vous savez quand on parlait de l'euro, vous étiez dans la grande problématique.

1473 MLP : ça va mieux ? Ça va mieux ? C'est sorti, ça va mieux.

1474 EM : Mais moi ça va très bien madame Le Pen. Rassurez-vous.

1475 MLP : Ok. Moi je pense que nous devons mettre les distances avec la Russie et les Etats-Unis, nous n'avons aucune raison de mener une guerre froide à la Russie. Nous avons toutes les raisons d'engager avec la Russie des relations, qui soient des relations diplomatiques, commerciales, stratégiques ; parce que c'est une grande nation et que la Russie n'a pas exprimé d'hostilité à l'égard de la France. Encore une fois moi je me moque de savoir quelles sont les relations entre les Etats-Unis et la Russie. Je, j'espère qu'elles seront les meilleures du monde. Et

je vais vous dire, je pense que dans ce monde qui est en train de changer monsieur Macron. Qui est en train de faire des choix qui sont exactement l'inverse des vôtres, en réalité. Qui est en train de défendre leur indépendance, une forme de protectionnisme intelligent. Qui tourne le dos à l'ingérence systématique, et bien, je suis la mieux parlée, la mieux placée pour parler à ce monde-là. La mieux placée pour parler à l'Inde de Modi. Pour parler à la Russie de Poutine. Pour parler aux Etats-Unis de Trump. Pour parler à la Grande Bretagne de Theresa May. Vous avez dit vous-même.

1476 EM : Mais cela, le seul problème.

1477 MLP : Et eu des propos très amènes à l'égard des, des Etats-Unis, de la Russie, vous avez réussi à vous fâcher avec tout le monde, à donner des leçons de morale à tout le monde. Moi, je crois que ça n'est la manière de faire de la diplomatie d'être entendu dans le monde, si nous ne retrouvons pas notre place diplomatique, avec cette voix qui est la voix de l'indépendance, qui est la voix de la souveraineté, qui est la voix encore une fois de la défense des peuples. Alors la France ne fera pas son grand retour dans le monde.

1478 CJ : On va, on va.

1479 MLP : Et elle continuera à être regardée, il faut bien le dire, comme madame Merkel nous regarde depuis déjà des années.

1480 CJ : On va changer de thématique. Merci.

1481 EM : Il est évident que si vous devriez être élue, le monde ne nous regarderait pas d'une belle manière.

1482 CJ : On va changer.

1483 MLP : Ah mais écoutez, je pense que les grandes nations l'Inde.

1484 EM : Et regardez, regardez les grandes nations.

1485 MLP : Je pense que l'Inde, la Russie, les Etats-Unis.

1486 EM : Je vous invite à lire la presse internationale et l'image que vous donnez de la France.

1487 MLP : Non je pense que toutes celles.

1488 EM : Avec les affaires, avec vos illustrations.

1489 MLP : Toutes ces grandes nations.

1490 EM : Dont parlent la presse internationale. Vous ne donnez pas une belle image de la France madame Le Pen.

1491 MLP : Je pense que toutes ces grandes nations.

1492 EM : C'est une sortie de l'Histoire.

1493 MLP : Sur toutes les grandes nations, sont beaucoup plus sur la ligne que je porte ont tourné le dos aux vieilles badernes de l'ultralibéralisme que vous continuez à défendre.

1494 CJ : S'il vous plait, tous les deux.

1495 EM : Madame Le Pen.

1496 MLP : Le libre échange intégral, tout ça, c'est fini, toutes ces grandes nations elles ont balayé ça.

1497 CJ : Marine Le Pen, Emmanuel Macron vous vouliez tous les deux un débat ramassé et intelligible.

1498 MLP : Et vous êtes là encore avec vos vieilles, vos vieux modèles économiques des années 80.

1499 EM : Mais madame Le Pen.

1500 MLP : à l'époque où il y avait Reagan, à l'époque où y'avait madame Thatcher.

1501 CJ : Non on termine avec ça. Vous ne voulez pas parler d'école ? Vous ne voulez pas parler de l'école tous les deux ?

1502 EM : Mais madame Le Pen, ce ne sera ni la Russie.

1503 MLP : Plus personne, plus personne n'est en admiration devant ce vieux modèle économique à part vous.

1504 CJ : Alors on ne parle d'école maintenant ou on n'en parle pas.

1505 EM : ça ne sera ni la Russie ni l'Inde qui choisira. Ce sera le peuple Français madame Le Pen.

1506 CJ : Emmanuel Macron, Marine Le Pen.

1507 MLP : Ah oui.

1508 EM : Ce sera le peuple Français. Et vous savez son choix.

1509 CJ : S'il vous plait, s'il vous plait on change de thématique. On va parler d'école.

1510 MLP : Oh vous savez déjà son choix. C'est bien.

1511 EM : Mais non. Mais je dis juste que ce ne sera pas eux.

1512 MLP : Non, mais non vous êtes tellement arrogant vous avez déjà fêté votre victoire à la Rotonde avant même, avant même la fin du second tour.

1513 EM : Mais madame Le Pen, ça y est vous avez sorti de nouveau vos fiches.

1514 CJ : Marine Le Pen, Emmanuel Macron.

1515 MLP : Vous vous considérez que vous êtes encore, que vous êtes déjà gagnant.

1516 EM : Oui.

1517 CJ : Les Français nous regardent.

1518 EM : Vous avez raison, faut pas leur donner ce spectacle.

1519 CJ : Les Français nous regardent.

1520 EM : Parlons d'école.

1521 CJ : Ils ont envie de savoir effectivement quel est votre projet pour l'école. Vous voyez mes questions sont courtes, j'espère que vos réponses le seront au maximum. Emmanuel Macron, c'est à vous.

1522 EM : Mon projet pour l'école c'est de concentrer les moyens sur l'école primaire. On a aujourd'hui 20% des élèves qui ne savent pas bien lire, écrire ou compter en CM2. Ce sont les élèves qui vont être en échec scolaire au collège, et qu'on va retrouver dans ces 100 à 150000 jeunes qui sortent du système scolaire à l'âge de 18 ans. Et qui, n'ont ni emploi ni formation. La mère des batailles c'est l'école primaire. Et donc je la porterai de plusieurs manières. D'abord en rétablissant les heures d'enseignement dont le français qui ont été retirées ces dernières années. En rétablissant les classes bilingues, l'enseignement du latin au collège. Les travaux dirigés essentiels parce que dans une famille nombreuse, une famille modeste et bien les inégalités elles se recréent quand on revient à la maison ; et donc le travail dirigé est essentiel. Et dans ces zones d'éducation prioritaires, où la pauvreté et les problèmes se concentrent, je veux qu'on réduise le nombre d'élève par classe en CP/ CE1. Parce que c'est là qu'on fait l'apprentissage de la langue et des fondamentaux. Et donc on ramènera à 12 élèves par classes, ce sont 12000 milles classes donc 12000 postes d'enseignant pour partie en redéployant, pour partie en les embauchant. C'est indispensable. Ensuite il y a l'effort en matière d'orientation que je veux faire à la fin du collège comme à la fin du lycée, où on doit mettre davantage les entreprises, les formations universitaires, ce qu'on appelle le post baccalauréat présent dans l'entreprise pour expliquer quelles sont les débouchées. Parce qu'aujourd'hui les jeunes de milieux modestes, ou dont les parents n'ont pas réussi forcément dans la société, ils ont un diplôme le baccalauréat et ils sont aujourd'hui mal orientés, ils ne savent pas vers où aller. C'est aussi le sens de la réforme que je veux mener pour l'université en

mettant de la transparence sur les résultats des filières universitaires pour que quand on va s'inscrire dans une formation, on sache le nombre de jeunes qui la finissent, que donne le diplôme et si on a un emploi à la clef. Et le dernier point c'est de développer l'apprentissage. Parce que beaucoup de nos jeunes ne vont pas réussir à travers des formations académiques, et pour qu'ils aient un emploi, une place dans la société, l'apprentissage est indispensable. Il faut simplifier les règles ; il faut les rapprocher de celles et ceux qui embauchent, c'est-à-dire les branches professionnelles pour définir les formations et l'organisation. C'est rapidement brosser le projet que j'ai pour l'école et la formation de nos jeunes.

1523 CJ : Très bien.

1524 EM : Qui est le premier chantier pour moi de la reconstruction du pays et d'être la transformation que je veux mener.

1525 CJ : Merci pour votre réponse. Marine Le Pen, votre école, elle ressemble à quoi ?

1526 MLP : L'école, elle a été saccagée par les socialistes. Voilà faut quand même le dire. Saccagée. On a fait n'importe quoi. On a, au lieu d'apprendre le français et réserver comme je le souhaite 50% de l'apprentissage au primaire à la langue française. Parce que c'est la base de tout et de manière générale aux savoirs fondamentaux, on a mis en place des apprentissages pour les enfants de leur langue d'origine, on a réduit l'enseignement de la grammaire. On a, on a supprimé le redoublement parce qu'en fait c'était des considérations budgétaires, c'était pas le bien être des enfants, c'était pour faire des économies. On a demandé aux élèves de construire leur savoir, on ne savait pas ce que ça voulait dire, enfin mais bref. On a effondré l'autorité du maître. Donc il faut revenir à une école qui transmet et une école qui transmet dans la discipline. C'est-à-dire le retour encore une fois de l'autorité nécessaire du maître et du respect du maître. Il faut aussi valoriser considérablement les filières professionnelles parce que là encore les certains nombres de bobos ont considéré qu'il faut que tout le monde ait bac plus 12 et que

tous ceux qui travaillaient avec leurs mains étaient des gens qui ne méritaient même pas qu'on s'y arrête.

1527 NSC : Vous êtes pour la fin du collège unique madame Le Pen c'est bien ça ?

1528 MLP : J'ai même entendu madame Najat Vallaud Belkacem me parler de tri sélectif quand je parlais de filières professionnelles. Ah elle vous soutient aussi, tiens. Vous le saviez non ?

1529 EM : Mais vous savez y'a beaucoup de gens qui me soutiennent et qui ne soutiennent pas mon projet madame Le Pen, vous m'aviez entendu.

1530 MLP : Y'a beaucoup de ministres, et beaucoup de socialistes d'ailleurs j'aimerais bien savoir combien vous allez reprendre dans votre gouvernement si par malheur vous êtes élu.

1531 NSC : Sur le fond Marine Le Pen. Vous êtes pour la fin du collège ? Vous êtes pour la fin du collège unique ?

1532 MLP : Et donc.

1533 EM : J'ai été clair là-dessus madame Le Pen.

1534 MLP: Et donc.

1535 CJ : On laisse poursuivre Marine Le Pen sur son projet pour l'école.

1536 MLP : Et donc cette filière professionnelle, il faut évidemment qu'on la développe et qu'on la valorise. Parce que ça fait maintenant des années et des années que, on laisse penser à nos jeunes que avec bac+5 et bien ils auront un emploi alors que de plus en plus vous le savez ça n'est pas le cas. Je veux qu'à l'université le critère soit le mérite et ne soit pas le tirage au sort, comme les socialistes viennent de le décider, ce que je trouve le plus injuste en réalité, hein. La sélection aujourd'hui elle se fait soit par les chèque soit par le tirage au sort. Bon. C'est absolument inouï, il faut qu'elle se refasse à nouveau au mérite. Je souhaite au passage que dans l'université la laïcité s'applique, puisque je crois que

vous êtes pour le voile à l'université, moi je suis très opposée évidemment au voile à l'université, comme je suis très opposée à tous les signes ostensibles dans les espaces publics, ainsi que dans l'entreprise. Je pense que, aujourd'hui compte tenu de la situation, la laïcité doit s'imposer partout bien entendu : à l'école avec la neutralité dont on parle souvent moins.

1537 NSC : Alors on va pas revenir sur la.

1538 MLP : Qui est aussi, aussi importante, mais aussi dans l'ensemble de l'espace.

1539 NSC : La laïcité.

1540 MLP : Publique. Voilà. Aujourd'hui très honnêtement, il est vrai que plus le niveau d'enseignement est bas, plus il y a une sélection par l'argent et par la naissance, quand on n'apprend plus rien, ce qui fait la différence c'est la famille.

1541 NSC : Alors.

1542 MLP : Ce sont les relations.

1543 NSC : On va enchaîner.

1544 MLP : C'est l'argent.

1545 NSC : Marine Le Pen.

1546 MLP : Et ça c'est tout à fait contraire à notre idéal.

1547 NSC : On va enchaîner.

1548 MLP : Républicain.

1549 NSC : On va enchaîner. Non pas qu'on veuille vous couper la parole mais vous avez tous deux souhaité que le débat dure pas 4 heures. Que ce soit dans une limite de 2 heures à 2 heures et demi. On est obligé de vous poser la question suivante. Et je vais vous demander une réponse assez brève, concernant les institutions, les fonctionnements, la République et voilà. Est-ce que vous

considérez qu'il faut baisser le nombre des parlementaires, et que pensez-vous à propos du cumul des mandats. Est-ce que vous êtes prêts à les limiter de quelle façon. Emmanuel Macron s'il vous plait vous êtes légèrement en retard, une réponse s'il vous plait brève, pour qu'on puisse avancer encore.

1550 EM : Oui. Aux deux questions, je suis favorable à une baisse du nombre de parlementaires.

1551 NSC : Combien ?

1552 EM : Les ramener, les baisser d'environ un tiers, à l'Assemblée comme au Sénat. Je souhaite d'ailleurs pouvoir conduire cette réforme de manière rapide dans un premier temps du quinquina.

1553 NSC : Par ordonnance ?

1554 EM : Non il faut une réforme qui a des contraintes constitutionnelles, comme vous le savez. Et je n'exclue pas d'ailleurs d'aller devant le peuple s'il y avait un blocage des Assemblées.

1555 CJ : Un référendum donc.

1556 EM : Donc, je souhaite réduire d'un tiers le nombre de parlementaires. Je souhaite instaurer également une dose de proportionnels pour les élections, y compris les élections parlementaires. Ce ne sera pas possible pour celles qui arrivent, par définition. Mais je souhaite que les choses soient claires au moment de cette élection pour la suite. Parce que je pense que ça permet de mieux représenter toutes les forces politiques.

1557 NSC : Et sur le cumul ?

1558 EM : Sur le cumul des mandats, je suis évidemment favorable au maintien de la loi qui a été votée durant ce quinquina qui empêche le cumul de plusieurs mandats concomitants.

1559 NSC : Et dans le temps ?

1560 EM : Et je veux ajouter à cela un non cumul de mandats dans le temps, limité à trois mandats.

1561 NSC : Madame Le Pen.

1562 MLP : Vous allez l'appliquer à ceux que vous allez investir là ?

1563 EM : Je vais l'appliquer à tous madame Le Pen.

1564 MLP : La limitation des trois mandats ?

1565 EM : C'est ma grande différence.

1566 NSC : S'il vous plait.

1567 EM : Et donc sur l'application.

1568 MLP : Ah bon ? J'aimerais bien voir ça.

1569 EM : à mes candidats, vous allez voir comment ça va se passer.

1570 MLP : J'attends de voir ça.

1571 EM : Parce que on va même faire quelque chose qui va beaucoup vous embarrasser c'est que non seulement j'aurais la moitié de candidats nouveaux mais aucun n'aura un casier judiciaire ni une peine d'inéligibilité.

1572 MLP : ça existe chez nous depuis 20 ans monsieur.

1573 EM : Non madame Le Pen parce que vous.

1574 MLP : Vous croyez que vous avez inventé l'eau chaude en l'occurrence bon. Bref.

1575 EM : Non, vous savez le parti des affaires ça n'est pas le mien, c'est le vôtre.

1576 MLP : Nous n'investissons, nous n'investissions absolument.

1577 EM : C'est le vôtre. Le parti qui ne va pas devant les juges, c'est le vôtre.

1578 MLP : Oui.

1579 EM : Pas le mien.

1580 MLP : Le parti des affaires c'est le mien ?

1581 EM : Oui.

1582 MLP : Soyez, soyez, faites attention à ce que vous dites.

1583 EM : Oui c'est la réalité.

1584 MLP : Ce que vous dites monsieur Macron.

1585 EM : C'est la réalité madame Le Pen.

1586 MLP : J'espère qu'on n'apprendra rien dans les quelques jours ou quelques semaines, parce que vous donnez des leçons.

1587 EM : Oh vous savez.

1588 MLP : Vous donnez des leçons.

1589 EM : Oh vous savez, beaucoup ont bien cherché.

1590 MLP : Donné des leçons mais pour l'instant personne.

1591 EM : Y compris vos amis, beaucoup a dit du mal.

1592 MLP : Personne n'a compris. C'est bon ? Je peux parler ?

1593 EM : C'est bon allez y madame Le Pen.

1594 MLP : D'accord. Personne n'a compris les explications que vous aviez donné sur votre patrimoine en l'occurrence et.

1595 EM : Oh le fisc et la haute autorité l'a compris. Il l'a pas compris sur le vôtre, il l'a renvoyé au juge.

1596 MLP : Le président, le président de la haute autorité qui est un ami de monsieur Hollande.

1597 EM : Il l'a renvoyé au juge, le vôtre.

1598 MLP : Comme par hasard qui l'a appelé pour voter pour lui en 2012 mais y a là encore une pétition qui circule de professeurs d'université et d'avocats et qui vous demandent des explications sur 15 points qui comprennent pas comment vous avez réussi à dépenser un smic par jour.

1599 NSC : Madame Le Pen.

1600 EM : Madame Le Pen c'est faux.

1601 MLP : Bon c'est pas grave.

1602 EM : C'est une fois encore un mensonge. C'est la différence qu'il y a entre vous et moi, c'est que vous êtes, vous, sous le coup d'une procédure judiciaire que la haute autorité qui a regardé mon dossier, qui a vu qu'il n'y avait pas de problème a regardé vos.

1603 MLP : Présidée par l'ami de monsieur Hollande.

1604 EM : Mais qui est indépendante. Ce sont nos institutions.

1605 MLP : Indépendant ?

1606 EM : Comme les juges, vous vous remettez, quand les juges ne vous arrangent pas, vous dites qu'ils ne sont pas honnêtes.

1607 MLP : D'accord. D'accord.

1608 EM : L'institution judiciaire elle est forte dans notre pays.

1609 MLP : D'accord. D'accord. D'accord.

1610 EM : Oui madame Le Pen ne plaisantez pas avec ça.

1611 MLP : D'accord.

1612 EM : L'institution judiciaire.

1613 MLP : J'espère qu'on n'apprendra pas que vous avez un compte offshore aux Bahamas.

1614 EM : Nous le saurons madame Le Pen.

1615 MLP : Ou je sais pas, je ne sais rien moi.

1616 EM : Non madame Le Pen parce que ça c'est de la diffamation.

1617 MLP : Non, non mais je l'espère. J'ai dit j'espère.

1618 EM : Vous, vous on sait en tout cas que vous avez un patrimoine qui est sous-évalué et vous on sait en tout cas que vous êtes sous le cas d'une procédure judiciaire, ça n'est pas mon cas. C'est la grande différence qu'il y a entre vous et moi.

1619 NSC : Madame Le Pen, madame Le Pen.

1620 EM : Vous, vous avez des affaires.

1621 CJ : Votre réponse sur.

1622 MLP : C'est pour ça que ça a été fait je pense.

1623 EM : Moi, moi je n'en ai pas madame Le Pen.

1624 MLP : C'est probablement pour ça que ça a été fait.

1625 EM : Y'a une chose qui nous différencie. Y'a une chose qui nous différencie, c'est que.

1626 MLP : Vous ne cessez de me couper la parole monsieur Macron.

1627 EM : Demain. Demain madame Le Pen. L'un ou l'autre d'entre nous devra être le garant de nos institutions, nous aspirons à cela. Vous avez menacé les fonctionnaires, vous dites en permanence du mal des juges dès qu'ils ne vous arrangent pas. Vous n'êtes par ces propos pas digne d'être garant demain des institutions parce que vous les menacez, c'est cela votre problème. Et ce problème on l'a depuis le début.

1628 MLP : Monsieur Macron votre problème à vous c'est que vous êtes en conflit d'intérêt permanent.

1629 EM : Ne vous énervez pas madame Le Pen.

1630 MLP : Conflit d'intérêt permanent.

1631 EM : Calmez-vous.

1632 MLP : En conflit d'intérêt permanent, et moi figurez-vous je serez la meilleure garante des institutions parce que je les connais bien j'ai été avocat pendant un certain nombre d'années figurez-vous.

1633 EM : Oui.

1634 MLP : Je connais très bien comment fonctionne toute la justice et je connais très bien la manière dont parfois des fonctionnaires, on leur demande des choses qui ne sont pas admissibles et ils sont parfois obligés de le faire, c'est malheureux et c'est de ça dont je veux les protéger, c'est de l'influence du pouvoir politique sur leur indépendance et sur la manière dont ils respectent la loi.

1635 EM : C'est indigne à l'égard de nos juges.

1636 MLP : Voyez-vous. Je connais très très bien tout ce qui se passe et comment ça se passe, croyez-moi, un jour je vous expliquerai, vous viendrez me voir et je vous dirai exactement comment ça se passe.

1637 EM : Madame Le Pen n'ayez pas, n'ayez pas d'arrogance.

1638 MLP : Moi je suis pour le référendum.

1639 EM : N'ayez pas cette arrogance. Je ne viendrai pas vous voir.

1640 MLP : Moi je voudrais juste pouvoir parler, vous m'empêchez de parler depuis 10 minutes.

1641 EM : Mais madame Le Pen je n'irai pas vous voir pour obtenir quelques leçons que ce soit.

1642 MLP : ça fait 10 minutes que je peux pas parler.

1643 EM : Nos concitoyens non plus madame Le Pen.

1644 NSC : Il a deux minutes de retard par rapport à vous.

1645 EM : Nos concitoyens non plus, vous venez encore de montrer à quel point vous êtes indigne en insinuant que nos juges ne sont pas indépendants. Je le regrette madame Le Pen, la France mérite mieux que vous.

1646 MLP : Nos juges ? Ah nos juges sont indépendants, globalement.

1647 EM : Les juges de la France oui.

1648 MLP : Sont tout à fait indépendants. Les juges de la syndicat de la magistrature.

1649 EM : Mais madame Le Pen.

1650 MLP : Monsieur ceux qui ont épinglés des responsables politiques et des parents de victimes sur un mur des cons, ceux-là non monsieur, ils sont politisés.

1651 EM : Je ne parle pas d'un syndicat.

1652 MLP : Non, non.

1653 EM : Je parle de magistrats dans l'exercice de leur fonction.

1654 MLP : Mais moi je vous en parle monsieur, il y a des magistrats qui sont politisés, cette situation est inadmissible mais ça vous arrange parce qu'ils sont politisés de votre côté, voilà et ça.

1655 EM : Madame Le Pen.

1656 MLP : C'est absolument malheureux.

1657 EM : N'ajoutez pas à votre indignité personnelle celle de nos institutions.

1658 MLP : Je vais revenir, mais oui c'est ça.

1659 EM : De grâce.

1660 MLP : Allez soumettez-vous, soumettez-vous.

1661 EM : Notre pays mérite.

1662 MLP : Soumettez-vous monsieur.

1663 EM : Je ne me soumetts à personne.

1664 MLP : Vous êtes à plat ventre en permanence devant l'Allemagne, devant le syndicat de la magistrature.

1665 EM : Madame Le Pen non.

1666 MLP : Devant l'UOIF, devant les communautaristes.

1667 NSC : Attendez.

1668 EM : Je suis debout.

1669 MLP : Devant les puissances d'argent, devant les banques, à plat ventre.

1670 EM : La différence. Mais madame Le Pen.

1671 MLP : Le candidat à plat ventre.

1672 EM : Moi je suis debout, mais pour être debout je n'ai pas besoin de salir, vous en permanence.

1673 MLP : Vous n'êtes pas debout monsieur.

1674 EM : Vous salissez les étrangers.

1675 MLP : Vous représentez la France soumise.

1676 EM : Vous salissez les juges comme on vient de voir, vous salissez les uns et les autres madame Le Pen, notre pays n'a pas besoin de ça, il a besoin d'apaisement et d'efficacité, je le regrette.

1677 MLP : Les uns et les autres.

1678 EM : Je le regrette.

1679 MLP : Vous voulez dire, vous voulez dire.

1680 EM : C'est triste, c'est triste.

1681 MLP : Vous voulez dire les ouvrières de GAD que vous avez traité d'illettrées, vous voulez dire les chômeurs que vous avez envoyé acheter un costard, vous voulez dire les.

1682 EM : ça y est c'est vos petites fiches que vous ressortez.

1683 MLP : Habitants du Nord que vous avez traité d'alcooliques.

1684 EM : J'en viens. J'en viens.

1685 MLP : Les harkis et les rapatriés.

1686 EM : J'en viens du Nord.

1687 MLP : Que vous avez traité de criminels.

1688 EM : Les ouvriers de GAD allez leur parler, je suis allé les voir.

1689 MLP : Et d'ailleurs, d'ailleurs.

1690 EM : Parlez de chacun, tout ça c'est ce que vous faites sur internet.

1691 MLP : Et d'ailleurs les 9 millions d'électeurs les miens et ceux de Nicolas Dupont-Aignan que vous avez tenté de salir pendant tout ce second tour des élections présidentielles, ça commence à faire du monde monsieur Macron.

1692 EM : Madame Le Pen. Madame Le Pen.

1693 MLP : ça en fait des millions de français que vous avez.

1694 EM : Les Françaises et les Français qui ont voté pour vous.

1695 MLP : Méprisé pendant toute cette campagne.

1696 EM : Je les ai toujours.

1697 MLP : Avec des propos injurieux, voilà.

1698 EM : Les Françaises et les Français qui ont voté pour vous, comme pour monsieur Dupont-Aignan, je les ai toujours respectés. Je n'ai jamais fait de leçons de morale. Mais je les connais aussi, ils viennent.

1699 MLP : Ce n'est pas eux que vous visiez quand vous disiez.

1700 EM : J'en ai dans ma ville, dans ma région, je vous dis juste une chose.

1701 MLP : Regardez ils sont là.

1702 EM : Ils méritent.

1703 MLP : Ils sont dans les compagnes, dans les villes.

1704 EM : Je parlais.

1705 MLP : Ils sont sur les réseaux sociaux.

1706 EM : Je parle du parti de l'extrême droite.

1707 MLP : Les envahisseurs.

1708 EM : Celui que vous dirigez.

1709 MLP : C'est inquiétant.

1710 EM : Le parti de l'extrême droite.

1711 MLP : C'est très inquiétant.

1712 EM : Qui dit des mensonges sur les réseaux sociaux, qui pousse à la haine, qui moleste des journalistes, qui prodigue partout un traitement la grande brutalité.

1713 MLP : Moleste des journalistes ?

1714 EM : Mais oui madame Le Pen, regardez cette compagne.

1715 MLP : Je n'ai jamais molesté.

1716 EM : Celle que vous avez fait vivre, qui est venu à plusieurs reprises.

1717 MLP : Jamais, c'est un mensonge.

1718 EM : Devant mes rassemblements publics, Menacé et frappé, je l'ai vécu madame Le Pen. C'est la vérité. Donc c'est le parti du front national, votre parti, qui est un parti d'extrême droite qui ne ressemble pas à notre pays, qui ne ressemble pas à notre France, mais tous vos électeurs je les respecte.

1719 MLP : C'est malheureux.

1720 EM : Et je vous le dis, je les respecte, parce qu'ils sont en colère, parce qu'ils sont en désarroi, parce que je les connais je viens d'une ville qui a aussi voté pour vous. Mais ils ne méritent pas votre colère, vous n'apportez pas de réponse.

1721 MLP : Ils ne méritent pas votre colère.

1722 EM : Leur colère vous l'attisez, vous la manipulez, mais madame Le Pen c'est tout ce que je dis.

1723 MLP : On ne comprend plus rien monsieur Macron.

1724 EM : Vous ne voulez pas comprendre.

1725 CJ : Je vous propose.

1726 EM : Vous ne voulez pas comprendre parce que vous ne proposez pas.

1727 MLP : Ce que je sais moi c'est que vous tous.

1728 EM : Tout ce que je sais c'est qu'ils méritent mieux que ça.

1729 MLP : Ok, c'est bon ?

1730 CJ : merci Marine Le Pen, Emmanuel Macron, je vous propose on va bientôt conclure.

1731 MLP : C'est bon ? C'est bon.

1732 CJ : C'est le temps de votre carte blanche. Vous avez souhaité l'un et l'autre vous adresser aux Français sur un thème de votre choix, vous avez deux minutes et on va commencer par Emmanuel Macron vous avez une minute de retard pour le moment. C'est à vous de commencer sur la carte blanche.

1733 EM : On a parlé de beaucoup de sujets. Y'en a évidemment qu'on n'a pas traité, je ne pourrais pas ici tous les couvrir. J'ai évoqué rapidement l'outre-mer qui est je crois un sujet essentiel parce que nos territoires ultras marins sont à mes yeux un enjeu décisif de la réussite économique en matière de sécurité et d'aménagement de territoire. Y'a un mot que je voudrais avoir c'est sur les personnes vivants en situation de handicap dans notre pays. Parce que nous n'en avons pas parlé pour la santé. D'abord parce que la loi que madame Le Pen veut supprimer. Elle propose des solutions pragmatiques pour les personnes qui vivent en situation de handicap en entreprise. Cette fameuse loi de travail. Elle a proposé de manière très pragmatique et je maintiendrai cette disposition, c'est d'avoir dans l'entreprise quelqu'un qui vous aide à pouvoir intégrer une vie normale dans l'entreprise qui n'est pas le cas, aujourd'hui. Moi je veux pour toutes celles et ceux qui vivent en situation de handicap à avoir des réponses pragmatiques. La première c'est que je revaloriserai la location adulte handicapé qui est aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

1734 MLP : Et qui le restera avec vous.

1735 EM : Et qui ne le restera pas.

1736 NSC : à quel niveau ?

1737 EM : Parce que je rehausserai au-dessus de plus de 100 euros par mois. La deuxième.

1738 MLP : ça fait, ça reste en dessous monsieur.

1739 EM : La deuxième madame Le Pen.

1740 MLP : Mais non il faut le dire.

1741 EM : La deuxième c'est que je ne veux plus de personnes vivants en situation de handicap qui soient sans solution, et donc je créerai tous les postes d'auxiliaires de vie scolaire, pour que les jeunes enfants vivant en situation de handicap puissent aller à l'école. Je créerai les postes et les structures pour que les enfants en

particulier les jeunes autistes n'aient plus à aller à l'étranger pour pouvoir être en centre lorsqu'ils sont obligés d'être en centre. Et je veux que nous créons, créons les solutions concrètes pour accompagner dans l'entreprise ou dans les centres adaptés les personnes vivant en situation de handicap. Ce sera l'une des priorités de mon quinquina, parce qu'aujourd'hui il y a des dizaines de milliers de nos concitoyens, au-delà de millions de personnes vivant en situation de handicap et de leur famille, qui sont sans solutions, livrées à elles-mêmes, à un quotidien où on n'apporte aucune réponse. Aucune.

1742 NSC : Marine Le Pen.

1743 MLP : Vous avez raison monsieur Macron.

1744 NSC : Quel thème avez-vous choisi ?

1745 MLP : Si vous êtes tellement attaché au handicap, d'ailleurs vous devriez regarder notre projet, car avec Nicolas Dupont-Aignan je crois que nous avons le projet le plus complet, le plus, comment dire, qui tient compte de l'intégralité des problématiques, parce que j'ai intégré dans mon projet la proposition de Nicolas Dupont-Aignan d'accorder une part fiscale pleine pour un enfant qui est en situation de handicap. Parce que il y a évidemment ce qu'on promet et puis il y a ce qu'on ne respecte pas monsieur Macron et notamment la loi de 2005 qui n'a jamais été en réalité appliquée par aucun gouvernement successif, pas plus celui auquel vous avez participé, que les autres. Et qui est une attente de la part des personnes qui sont en situation de handicap. Vous dites qu'il faut des structures pour les enfants autistes, pour leur éviter de partir à l'étranger, c'est une évidence, c'est une exigence.

1746 CJ : C'est votre carte blanche ou c'est votre réponse ?

1747 MLP : ça fait des années que ça doit être fait mais vous savez les troubles du spectre autistique ça permet à une immense majorité d'enfants qui en sont frappés d'être à l'école, voilà.

1748 EM : Bien sûr, c'est pour ça qu'il faut les AVS.

1749 MLP : à l'école tout à fait classiquement et aujourd'hui les socialistes qui ont donné beaucoup de leçon de générosité en toutes circonstances et bien laissent bien souvent ces enfants-là en dehors de l'école parce qu'on nous explique qu'il n'y a pas assez de moyens. Alors y'a des moyens pour financer l'immigration massive. Y'a des moyens pour financer l'aide médicale d'état pour les clandestins qui permet de prendre en charge des soins et de les rembourser bien mieux qu'on ne les rembourse à des Français en situations difficiles, qui pourtant ont cotisé toute leur vie puisque un Français sur trois ne se soigne plus correctement aujourd'hui, parce qu'il n'en a plus les moyens, parce qu'encore une fois on ne réserve pas la solidarité nationale à nos compatriotes. Le problème c'est que la solidarité si elle n'est pas nationale, alors elle disparaît. Et c'est exactement ce qui est en train de se passer aujourd'hui. Nous n'avons pas parlé d'un sujet, c'est vrai que monsieur Macron ça ne l'intéresse.

1750 NSC : Excusez-nous. On est soumis à l'exactitude du temps d'antenne et de parole. Je voudrais savoir est ce que c'est votre carte blanche ?

1751 MLP : C'est le sujet de l'immigration. Non.

1752 NSC : C'est pas possible. Vous savez on doit être à la seconde près.

1753 CJ : Et qu'on arrive à la conclusion. Je vous propose une minute sur le thème que vous avez choisi et on redonnera une minute à Emmanuel Macron parce que vous avez répondu à sa carte blanche, ce qui est de votre droit d'ailleurs. Est-ce que vous parlez de thème que vous avez choisi pendant une minute s'il vous plaît.

1754 MLP : Bah je n'ai pas de thème choisi. C'est une philosophie générale monsieur Macron. La France que vous défendez c'est pas la France, c'est une salle de marché dans lequel encore une fois c'est la guerre de tous contre tous dans lequel les salariés Français devront se battre pour conserver leur emploi face aux travailleurs détachés. Dans lequel les entreprises entre elles, dans la même branche, devront se battre pour avoir les salaires les plus bas ou la durée de travail la plus longue pour essayer de conserver les marchés entre elles. C'est absolument pas la vision qui est la mienne. Moi je crois encore une fois à la solidarité, je crois que la

France est une nation, avec une culture, avec un peuple, avec une espérance, qui est l'espérance de pouvoir continuer à dans des conditions qui soient des conditions respectueuses commercées que les autres nations du monde, rétablir une diplomatie. La France a été jetée dans le chaos par vos amis politiques, par ceux qui les ont précédés, c'est-à-dire en réalité par tous ceux qui vous soutiennent dans cette campagne présidentielle, qui ont tous peu ou trop de responsabilité dans la situation actuelle.

1755 CJ : Merci Marine Le Pen.

1756 MLP : Je pense qu'il est largement temps de la remettre et faire le choix de la France et non pas le choix de ce territoire que vous souhaitez diriger mais qui sera le lieu de toutes les guerres en fait, de tous les conflits.

1757 NSC : Absolument.

1758 MLP : Et de toutes les concurrences.

1759 NSC : Bon.

1760 CJ : Merci Marine Le Pen vous pourrez peut-être développer cette vision tout à l'heure lors de votre conclusion tout à l'heure.

1761 NSC : Vous pouvez répondre Emmanuel Macron

1762 CJ : Si vous souhaitez répondre nous avons plus que deux minutes devant vous ce que vous souhaitez.

1763 NSC : Nous sommes extrêmement sévères sur le temps, vous avez chacun deux minutes sans vous interrompre pour faire votre conclusion et cela a été tiré au sort, donc c'est vous qui conclurez madame Le Pen vous prendrez la parole avant. Une réponse à monsieur Macron.

1764 EM : Ce qu'on vient de vivre en dit long sur ce que vous êtes. On vous demande une carte blanche et vous salissez l'adversaire et vous proférez des mensonges comme depuis le début de ce débat. Parce que le pays vous importe peu, vous n'avez pas de projet pour lui. Votre projet c'est de dire au peuple

Français cette personne est atroce, c'est de salir, c'est de mener une campagne de mensonges et de falsification. Votre projet c'est un projet qui vise à vivre de la peur et des mensonges. C'est ce qui vous nourrit, c'est ce qui a nourri votre père pendant des décennies. C'est ce qui a nourri l'extrême droite française et ce qui vous a fait vous. C'est pour ça que je n'en veux pas pour mon pays, parce que la France que je veux, elle vaut beaucoup mieux que ça. La France que je veux, elle ne sera pas divisée mais pour cela il faut sortir en effet d'un système qui vous a coproduit, vous êtes la coproduction du système que vous dénoncez. Parce que vous en vivez, vous êtes son parasite. Parce que l'inefficacité des politiques.

1765 MLP : Très bien.

1766 EM : De droite et de gauche.

1767 MLP : Très classe.

1768 EM : L'inefficacité des politiques.

1769 MLP : Parasites.

1770 EM : De droite et de gauche c'est.

1771 MLP : Très classe.

1772 EM : Le front national qui s'en nourrit. Alors moi, j'entends la colère de nos concitoyens, je la vois sur le terrain, je la vis sans cynisme en tout cas sans le vôtre et je veux y apporter une réponse en profondeur par une vraie politique, une vraie politique de réforme de transformation du pays. Celle qu'on n'a jamais faite depuis 30 ans.

1773 MLP : à la schlague.

1774 EM : Et avec moi, pas à la schlague, tous nos concitoyens. C'est pour ça que, n'ayez pas ce genre de termes madame Le Pen ça pourrait prêter à quelques ambiguïtés venant de vous.

1775 MLP : C'est l'Europe à la schlague.

1776 EM : Non pas chez moi.

1777 MLP : Si, si c'est celle de Merkel.

1778 EM : Chez moi c'est la construction qui vient du bas avec les associations, avec les territoires dont on a trop peu parlé, les initiatives populaires mais des vraies transformations, des vrais changements. Pour lutter contre le chômage, pour l'école, pour la transformation du pays et surtout pour sa réconciliation. Dans 5 ans si je suis élu président, je veux une France qui aura gagné la bataille face au terrorisme, face au chômage, face à l'illettrisme.

1779 MLP : Vous avez déjà réconcilié le MEDEF et la CGT ils appellent déjà à voter pour vous.

1780 EM : Parce qu'il n'y aura pas, il n'y aura pas les divisions. Mais vous savez.

1781 MLP : Mais oui.

1782 EM : Malheureusement l'état du pays ne justifie pas.

1783 MLP : Tout le système appelle à voter pour vous.

1784 EM : De rire. Moi je ne ris pas de l'état de notre pays il m'inquiète.

1785 MLP : Hein le MEDEF et la CGT.

1786 EM : Il me préoccupe. Et donc tout ce que je veux.

1787 MLP : L'UOIF.

1788 EM : Tout ce que je ferai, continuez votre antienne madame Le Pen vous n'avez que cela à la bouche, vous n'avez pas de projet pour le pays. Nos concitoyens l'ont vu ce soir, vous n'en avez pas. Et donc moi je veux dans 5 ans.

1789 MLP : C'est vous qui n'avez pas de projet monsieur Macron.

1790 EM : Parce que j'aurais justement fait un vrai renouvellement, fait un vrai renouvellement des forces politiques.

1791 MLP : Avec tous les socialistes.

1792 EM : Avec des vrais visages nouveaux.

1793 MLP : Tous les ministres.

1794 EM : Avec une vraie force politique nouvelle, pas un parti d'extrême droite.

1795 MLP : Tous les députés socialistes.

1796 EM : Depuis des décennies justement occupe la place. Avec des politiques qui n'ont jamais été conduites je veux une France.

1797 MLP : Avec Estrosi.

1798 NSC : S'il vous plait.

1799 EM : Je veux une France qui dans 5 ans.

1800 MLP : Avec Bertrand, avec Kanghai.

1801 EM : Madame Le Pen.

1802 NSC : S'il vous plait.

1803 MLP : C'est ça ?

1804 EM : Calmez-vous, calmez-vous le pays mérite mieux que cela.

1805 MLP : Mais dites-le.

1806 NSC : S'il vous plait.

1807 EM : Il mérite.

1808 MLP : Le pays il mérite de savoir la vérité.

1809 NSC : S'il vous plait.

1810 EM : La vérité je le lui ai toujours donné.

1811 MLP : Alors qui sera votre premier ministre. Dites-le.

1812 EM : Madame Le Pen.

1813 NSC : Non on ne va pas recommencer.

1814 EM : Ni le Général De Gaulle ni François Mitterrand ni quelques présidents que ce soit n'ont jamais répondu à cette question.

1815 NSC : Emmanuel Macron on s'arrête maintenant c'est la fin.

1816 EM : Mais moi je répons et je termine.

1817 CJ : Terminez une phrase.

1818 NSC : Alors terminez vraiment.

1819 EM : De manière très simple c'est que je veux une France réconciliée tout l'inverse de ce que vous portez.

1820 NSC : Bon alors.

1821 EM : Et je veux une France vraiment transformée.

1822 CJ : Vous allez pouvoir conclure dans un instant.

1823 NSC : Alors à la seconde près. Voilà alors maintenant vos conclusions chacun. Le principe c'est deux minutes sans s'interrompre. On vous fait confiance. C'est à vous Marine Le Pen.

1824 MLP : Ecoutez je crois que très clairement. Enfin je crois dire la France objectivement et les Français ont pu voir exactement quel était le projet de monsieur Macron et quel était le mien. Peut-être on dira que je suis ringarde mais moi j'aime la France telle qu'elle est. Cette France millénaire avec sa culture, avec son patrimoine, avec sa langue que vous voulez pas défendre, avec sa culture qui n'existe pas Monsieur Macron, avec ses frontières qui font que s'il n'y a pas de frontières il n'y a pas de pays libre et indépendant, avec son peuple qui mérite d'être mieux traité que encore une fois être jeté dans une guerre fratricide qui vise à permettre à certains d'obtenir un maximum de profits pour eux-mêmes. Ça c'est la France que vous voulez vous. C'est-à-dire une France qui est ouverte à tous les

vents, vous l'avez dit, souvent je suis le candidat de l'ouverture, bah non vous êtes le candidat de la fermeture, de la fermeture des usines, de la fermeture des maternités, de la fermeture des postes de police, de la fermeture des hôpitaux. Voilà. La seule chose que vous ne voulez pas fermer c'est précisément les frontières, vous ne voulez pas que ce soit les français qui aient la clef de ces frontières. Vous voulez livrer la France à une immigration massive parce que les grands patrons qui sont vos amis bah ils attendent que ça d'ailleurs pour pouvoir peser à la baisse sur les salaires. C'est pour ça que vous êtes allé en Algérie réclamer une autoroute migratoire fin nous vendre une autoroute migratoire.

1825 CJ : Encore 30 secondes madame Le Pen.

1826 MLP : Entre la France et l'Algérie. Vous êtes entre les mains des communautaristes, vous parlez d'unité. Non. Le communautarisme c'est le contraire de l'unité, c'est le contraire de l'union de la France et des Français entre eux monsieur Macron c'est exactement le projet qui vise à déstructurer notre pays à l'affaiblir peut-être parce que ça facilitera exactement le travail des puissances financières.

1827 CJ : Merci Marine Le Pen.

1828 MLP : Qui sont auprès de vous et qui cherchent à tirer profit de notre pays. A se servir et ne pas évidemment à le servir.

1829 NSC : Emmanuel Macron.

1830 EM : Madame Le Pen a utilisé sa conclusion toute entière pour dire des mensonges sur mon projet sans jamais dire ce qu'elle voulait pour le pays. Je ne veux pas de cela pour la France. Je ne veux pas ça pour notre pays. Je ne veux pas des profiteurs de l'échec et des exploitants de la colère. La France mérite mieux que cela. La France mon pays, notre pays, il est aujourd'hui dans une crise profonde, qui est une crise morale qui est un doute qu'il a sur lui-même. Qui est lié à l'échec de politique depuis 20 ans. Qui est l'échec aussi d'une capacité à créer l'unité parce que certains jouent de ces colères. Moi, je voudrais simplement dire

que j'ai entendu ces colères, ces doutes, ces manques. Je veux y répondre par le courage. D'abord le courage de la vérité. Je ne vous ai moi jamais menti, jamais expliqué que j'allais vous faire des cadeaux sans expliquer comment j'allais les financer. Jamais vous promettre des choses invraisemblables. Et le courage de tenir nos engagements, de tenir fermement. De tenir notre école, l'autorité dans celle-ci. De tenir le travail par lequel je veux une émancipation. Notre langue que je défends, qui m'a fait, je vous recommande de lire mon livre. Et qui m'a fait grandir. La culture qui est la nôtre et qui est partout dans le monde et là. Notre pays qui a toujours été fort dans une Europe forte et qui le protégera. Et dans un monde ouvert, pas ouvert à tous les vents, un monde où nous pouvons nous protéger. Parce que nous aurons une politique volontariste. Parce que nous aurons formé nos concitoyens, parce que nous aurons su répondre à ses défis. Je refuse l'esprit de défaite et de haine que porte le front national.

1831 CJ : Encore 30 secondes.

1832 EM : Je veux un esprit de conquête, avec des vraies réformes, des vrais changements, nous le ferons ensemble mes chers concitoyens. Mais nous le ferons en étant fidèles à ce que nous sommes. Nous avons toujours été un pays généreux, un pays ouvert, un pays qui a été la lumière du monde et pas le pays de l'obscurantisme. C'est cela ce que je veux, c'est cela ce que je mènerai.

1833 CJ : Merci à vous deux pour ce débat.

1834 MLP : Avec François Hollande.

1835 EM : Madame Le Pen.

1836 NSC : Non commencez pas.

1837 EM : On n'est pas dans un spectacle télévisé.

1838 CJ : Voilà.

1839 MLP : Avec François Hollande.

1840 EM : Restez, restez à la télévision.

1841 MLP : Dites la vérité.

1842 EM : Moi, moi je veux présider le pays.

1843 NSC : Non, non, non, non.

1844 CJ : vous ne respectez pas les règles que vous avez-vous-mêmes fixées. Merci à vous deux en tout cas pour ce débat, merci vous qui nous avez suivi. Nous espérons qu'il a contribué à vous éclairer pour vous aider dans votre choix dimanche prochain. Bonne soirée à vous tous.

1845 NSC : Au revoir.

Résumé de la thèse

L'objectif primaire de ce travail était de mettre la lumière sur les différentes modalités convoquées par l'institution médiatique afin de mettre en réalisation le débat de l'entre-deux-tours ; ainsi que de voir les stratégies persuasives en prise dans le discours politique des candidats qu'il invite.

Pour ce faire, nous avons fait appel au débat du second tour des présidentielles françaises de 2017 qui constitue notre corpus de recherche. Le débat constituant notre objet de recherche est, de ce fait, intrinsèquement hétérogène. Il est une médiation télévisuelle de la parole politique. Corrélativement, deux institutions différentes sont à l'œuvre pour créer le débat en tant que produit final.

L'institution médiatique est une machine de création de sens très complexe. C'est pour cette raison que Charaudeau (2005b) lui octroie l'appellation de « instance médiatique ». Cela sous-entend qu'il s'agit d'un organisme qui compte différents acteurs travaillant ensemble pour atteindre un objectif bien précis. Dans le cadre de notre objet d'étude, cette instance est composite ; elle s'articule autour des journalistes qui prennent en charge la modération du débat, mais aussi tous les acteurs tapis dans l'ombre dans la régie.

L'institution politique est tout aussi complexe que la précédente. C'est ce qui lui vaut aussi l'appellation de « instance politique » (Charaudeau, 2005a). Cette dernière gravite autour de différents acteurs qui ont pour ambition d'atteindre le lieu de gouvernance. Pour ce faire, l'acteur politique, représentant son instance, se doit de recourir aux stratégies qui lui permettent d'accéder au pouvoir. Le débat de l'entre-deux-tours est alors l'occasion qui permet aux deux candidats politiques qu'il invite de mettre en place une argumentation adéquate leur permettant d'atteindre leur idéal persuasif.

Dans la mesure où tout est discours, l'on se rend alors compte que le discours final qui se crée lors de ce débat est la combinatoire d'une collaboration

entre deux instances à part. Chacune d'entre elle a ses mécanismes propres et aspire à un objectif bien particulier. C'est à partir de ce constat qu'est née notre principale question de recherche ; à savoir : **selon quelles modalités l'institution médiatique met en place le débat de l'entre-deux-tours ? Et comment sont mises en place les stratégies argumentatives et l'ethos des débatteurs au sein de ce débat ?**

Afin de pouvoir arriver à des réponses concluantes, nous avons formulé un ensemble de questions secondaires qui nous permettent de plus peaufiner et décortiquer l'objet d'étude en vue de le décomposer :

- Comment l'institution médiatique façonne le débat de l'entre-deux-tours et selon quel dispositif ?
- L'instance médiatique participe-t-elle à la construction de l'échange, ou bien son rôle se limite à l'action de l'encadrer ?
- La mise en scène convoquée pour celui-ci participe-t-elle d'un enjeu informatif ou bien est-elle génératrice de spectacle ?
- Selon quelles modalités est mise en place la persuasion durant le débat ?
- L'échange est-il mis à profit afin de déployer les différentes stratégies argumentatives ?
- L'argumentation mise en place diffère-t-elle d'un candidat à un autre ou bien l'idéologie du Front national permet que l'on convoque les mêmes outils pour persuader l'auditoire ?
- Comment l'on arrive à l'établissement d'une image de soi dans ce débat ?

Notre problématique et les questions qu'elle suscitent nous permettent d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé avant la réalisation de ce travail. Celui-ci est double car il est question, dans un premier temps, de décortiquer le travail de l'instance médiatique en prise dans ce débat afin de pouvoir déterminer son implication dans la construction du sens final ; et, dans un second temps, de mettre la lumière sur les différentes stratégies utilisées par les deux candidats politiques afin de pouvoir charmer l'auditoire auquel ils s'adressent et ce dans un dispositif télévisuel.

Afin de pouvoir répondre aux différentes questions et d'atteindre, par la même voie, nos objectifs ; nous avons scindé le travail en deux parties distinctes. Chacune d'entre elles appelait à une méthodologie et une analyse bien précises. Ceci dit, notre recherche s'inscrit essentiellement dans le domaine de l'analyse du discours. Cette discipline étant par essence interdisciplinaire, elle nous permet de ce fait de faire appel à plus d'une théorie nous permettant de disséquer au mieux l'objet d'étude.

La première partie du travail s'attèle à envisager le débat de l'entre-deux-tours comme un objet d'étude médiatique. Elle était donc l'occasion de réfléchir sur le fonctionnement des médias de manière générale, et le fonctionnement du support télévisuel de manière particulière. Dans ce cas précis, nous avons puisé les informations nécessaires nous permettant de comprendre le fonctionnement de ce support (Jost, 2007) ; et notamment la mise en place de l'information au sein de celui-ci avec les travaux de Jamet et Jannet (1999).

D'autre part, il ne faut pas omettre le fait que média et politique entretiennent des relations aussi anciennes qu'étroites. Les changements subis chez l'une et l'autre institution peuvent s'expliquer dans un rapport de cause à effet. L'établissement d'une généalogie de ces relations permettent de comprendre l'influence réciproque de l'une sur l'autre ainsi que ses éventuelles conséquences qui se reflètent sur leurs discours respectifs (Mouchon, 1998).

Dans la mesure où l'on cherche à rendre compte de l'implication médiatique dans la mise en place du débat, l'on a fait appel à l'approche sémio-discursive de la communication médiatique telle qu'élaborée par Charaudeau (2005b). Celle-ci nous permet d'analyser les différents choix de l'instance médiatique dans la mise en place du dispositif du débat : scénographie, mise en cadre, rôles journalistiques sont autant de modalités que cette analyse révèle.

Nous avons combiné entre des concepts listés par Nel (1998) et Charaudeau (2005b) afin de pouvoir comprendre les rôles énonciatifs convoqués dans l'animation et la gestion du débat. L'accomplissement de ces rôles participe, dans certains cas, à poser des contraintes aux candidats politiques.

Par ailleurs, les médias, télévision comprise, mettent en place des dispositifs afin de transmettre de l'information. La visée médiatique est celle d'information dans la mesure où le but d'informer est la raison derrière l'établissement des médias. D'autre part, ceux-ci ont besoin de rentabiliser leurs produits afin de pouvoir subsister. Cette dernière réalité explique que, parfois, les médias, à travers les produits qu'ils mettent en place, tendent davantage vers la spectacularisation pour pouvoir faire des profits. C'est dans cet esprit que l'on a soumis notre objet à une analyse socio-discursive (Charaudeau, 2005b) afin de déterminer l'objectif médiatique à travers la mise en réalisation de notre débat.

La deuxième partie, pour sa part, s'intéresse à la composante argumentative qui domine l'objet d'étude. En effet, le discours résultant de l'échange qui a lieu entre les deux candidats politiques est intrinsèquement persuasif. Ces deux derniers voient dans le débat l'occasion de charmer le téléspectateur électeur. Pour ce faire, ils mettent tout en œuvre afin de le persuader de voter pour eux le jour de l'élection. L'analyse de l'argumentation dans le discours établie par Amossy (2000) constitue le socle de cette partie. Mais dans la mesure où le discours argumentatif, en prise dans le corpus, est régi lors d'un échange, nous combinerons à cette analyse l'approche explicitée par Charaudeau (2017) dans son étude sur la persuasion dans les débats publics.

Perelman (1958) avait déjà expliqué que la construction de l'auditoire était une condition sine qua non qui optimise les chances de remporter l'adhésion. Dans ce sens, nous avons traqué les différents indices d'allocutions (Kerbrat-Orecchioni, 1980) afin de voir comment l'auditoire est inscrit dans le discours des deux candidats. La construction de celui-ci est d'une importance capitale, d'autant plus que Charaudeau (2005a) explique que le discours politique est essentiellement destiné à l'instance citoyenne.

Nous avons passé en revue les différentes stratégies argumentatives utilisées par les deux candidats afin de persuader l'auditoire en question. Nous nous sommes appuyée sur différents travaux pour dresser notre grille d'analyse (Aristote, 1991 ; Reboul, 1991 ; Plantin, 2000 ; Charaudeau, 2005a).

L'image étant une composante primordiale chez le sujet politique, nous avons, sur la base de l'analyse argumentative, traquée l'ethos des débatteurs lors du débat. Nous avons fait appel à une série d'images politiques listées par Charaudeau (2005a) afin de montrer comment se co-construit l'image des deux candidats en interaction en nous appuyons sur la méthode de Kerbrat-Orecchioni et Chanay (2007).

Le débat politique télévisé n'est autre qu'une construction médiatique. Cette construction passe par le dispositif de réalisation aux rôles énonciatifs des journalistes responsables de la gestion des échanges. Le dispositif *stratégique* mis en place dans notre débat est extrêmement soucieux du traitement égalitaire des deux candidats. Celui-ci a été le fruit d'une longue négociation entre les deux instances : médiatique et politique. Le choix des journalistes qui l'animent s'est arrêté sur des noms qui ont fait le consensus auprès des deux candidats. Tout a été passé au crible fin : tours de parole, thèmes prévus ainsi que les stratégies filmiques. Sur ce dernier point, l'instance médiatique a pu négocier l'utilisation du plan de coupe dans la mise à l'écran du débat. Ce plan, faut-il le rappeler, est intrinsèquement captatif.

Le débat de l'entre-deux-tours apparaît comme l'événement phare de chaque campagne électorale. L'importance octroyée à ce dernier transparait à travers la mise en scène choisie par l'instance médiatique. L'espace scénique apparaît comme un espace circulaire fermé coupé de toute continuité spatio-temporelle. Cela dénote le fait que cet événement suspend à lui seul le sort de tout un peuple. L'isoler de la sorte accentue son caractère exclusif. L'instance médiatique est arrivée, avec le filmage, à isoler les différents actants présents sur le plateau. De plus, l'on a opté pour la position assise comme pour mimer celle dans laquelle se trouve le téléspectateur.

Les options de cadrage ont été un véritable atout pour l'instance de réalisation. Le débat se déroule dans un seul et même lieu. De surcroit, la position assise dans laquelle il se déroule fige un espace qui est immobile d'emblée. Les différents cadres utilisés par le réalisateur, en plus des différents angles de prises

de vues ont eu pour vertu de donner de la mobilité au débat. Cette modalité a pour objectif de ne pas lasser le téléspectateur.

Ensuite, les échelles de plans convoquées ont permis de négocier la distance entre les actants présents sur le plateau et le téléspectateur regardant. A cet effet, la distance *personnelle* était la plus convoquée. En outre, le recours à la distance *publique* obéissait à une logique bien précise et permettait de véhiculer visuellement du sens aux téléspectateurs.

Par ailleurs, nous sommes arrivée à démontrer que la mise à l'écran des deux candidats ne s'est pas toujours faite de manière identique. EM s'est vu cadrer davantage en plan rapproché taille. Nous avons supposé que cela était le plan le plus adéquat pour mettre en exergue la gestuelle du candidat ainsi que ses expressions faciales ; étant très démonstratif lorsqu'il parle. MLP a été plus cadrée en plan serré poitrine, plan qui met l'accent sur les expressions faciales de l'actant. Ceci dit, EM a bénéficié d'un temps d'écran supérieur par rapport à celui de sa rivale. L'utilisation du plan de coupe était, quant à elle, minimale et moindre. Le recours à ce plan survenait essentiellement dans des phases de vifs échanges.

L'une des particularités du débat est le direct. Ce dernier ne laisse pas de place au montage, c'est pourquoi le découpage opéré à l'intérieur de celui-ci a permis à l'instance de réalisation de s'instituer en énonciateur à part entière. Nous avons démontré que l'insertion des plans de coupe tendait vers la spectacularisation surtout lorsque l'on fait voir aux téléspectateurs les réactions muettes de l'un et de l'autre débatteur. Le découpage permet aussi la dynamisation des plans et le passage de l'un à l'autre. La réalisation permet, dans ce sens, de donner de la mouvance au débat en effectuant de très brefs changements dans les plans.

Les rôles joués par les journalistes sont à inscrire à la fois dans une visée informative et captative. Tantôt ils décuplent d'efforts pour informer le téléspectateur des programmes des deux adversaires ; tantôt ils convoquent des éléments afin de créer la polémique et créer ainsi du spectacle. Ceci dit, ils ont, dans l'accomplissement de leur mission, posé des contraintes aux candidats politiques en mettant fin à leur argumentation ou en orientant cette dernière.

La réalisation du débat aspirait plutôt à un objectif de captation. Différents paramètres ont été passés en revue afin d'aboutir à cette conclusion : structuration thématique du débat ; sollicitation du téléspectateur ; heure de programmation ainsi que la contrainte temporelle sont autant de facteurs qui participent à la génération de spectacle. De plus, l'image télévisuelle, de nature sensorielle, vient décupler la composante spectaculaire de l'événement.

Nous nous sommes aussi demandée à quel point l'instance médiatique avait pour ambition d'informer le téléspectateur dans ce débat. Autrement dit, si la visée du contrat de communication médiatique du débat s'inscrivait franchement dans une optique informatrice. C'est alors que nous avons souligné que dans l'établissement du débat, l'instance médiatique a écarté l'usage du fact-checking. Celui-ci a pour propriété de vérifier l'exactitude et la véracité des informations introduites par les deux sujets politiques.

Conséquemment, l'instance médiatique laisse au téléspectateur la mission d'apprécier les informations que les deux politiques génèrent. Il demeure le dernier juge lors de ce duel. En adoptant cette mesure, l'instance médiatique s'écarte de sa mission première : informer l'auditoire des événements du monde.

Pour essayer de persuader un auditoire, il est essentiel de lui adresser un discours dans lequel il se reconnaîtra. Dans cette mesure, les deux candidats ont tenté de construire un discours qui saura satisfaire l'auditoire dans toute son hétérogénéité. Nous avons traqué les différents indices d'allocution dans les discours des deux candidats afin de voir comment s'inscrit l'auditoire dans leurs discours respectifs.

Nous avons relevé des inscriptions explicites de l'auditoire à travers le recours à des désignations normales explicites, des descriptions de l'auditoire ou encore l'usage de pronoms personnels. L'auditoire a aussi été inscrit de manière implicite et ce en faisant appel à des éléments doxiques qui le caractérisent. La construction de l'auditoire étant une stratégie argumentative ; EM était celui qui a fait en sorte de couvrir le plus de catégories possibles de l'auditoire dans un but de toucher le maximum d'électeurs.

Le discours politique s'adresse à une instance citoyenne composée d'individus disparates et différents. Dans cette optique, nous avons remarqué que les deux adversaires ont fait appel à un discours relativement simple afin de pouvoir se faire comprendre par le plus grand nombre. Pour ce faire, ils ont combiné les processus de *singularisation* et d'*essentialisation* pour atteindre la simplicité recherchée, mais aussi pour donner un effet de formules à leurs propositions ; étant donné que les formules ont un effet persuasif indéniable

Les stratégies de cadrage se sont avérées de véritables vecteurs persuasifs. Le recours à celles-ci a permis que les sujets politiques s'approprient le débat, attaquent l'adversaire, mais aussi fassent diversion et ramènent le débat vers leur domaine de compétence afin de faire bonne figure.

Le propre d'un débat à l'image du notre n'est pas seulement de faire prévaloir son programme, il constitue l'occasion de disqualifier l'adversaire. Pour ce faire, diverses attaques ont été recensées : attaques *ad hominem* portées ou bien sur le projet du rival, sinon sur sa stratégie communicative ; attaques *ad personam* qui touchent directement les dispositions mentales ou psychologiques de l'individu. Celles-ci ont été moindres car elles se situent à la limite de l'invective. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, EM était celui qui a recouru le plus à cette variante d'attaques.

Bien que ces arguments soient classés comme étant paralogiques, ils sont très prisés dans le domaine de la politique. Notre corpus n'a pas dérogé à cette règle, car nous avons remarqué que les candidats y recourent de manière accrue.

Les stratégies de probation se sont jouées sur un va et vient incessant entre justification et réfutation. Pour ce faire, les deux adversaires ont fait appel à une série d'arguments afin de donner de l'appui à leurs idées dans le cadre de la justification ; et venir démonter l'argument adverse en soulevant son inanité dans le cadre de la réfutation. Nous avons remarqué le recours à des arguments relevant des diverses typologies : arguments quasi-logiques, arguments fondés sur la structure du réel et arguments fondants la structure du réel.

En outre, MLP a fait appel aux mêmes arguments que son rival, ceci dit avec des fréquences tantôt moindres, tantôt élevées et ce selon l'argument en

question. Cela laisse sous-entendre que la stratégie du Front national n'est pas si différente et exclusive. Cela dit, MLP était, constamment, dans une position où elle s'attaquait à son adversaire. Sa stratégie communicative consistait à tenter un procès à son rival au point de ne pas répondre aux questions des journalistes.

En effet, l'attaque primait dans sa stratégie communicative ; cela pourrait expliquer le fait que l'on croit les candidats de l'extrême droite incapables de débattre sur le fond ; d'autant plus que la télévision octroie une charge sensorielle nettement élevée aux événements qu'elle nous transmet.

L'ethos a fait l'objet d'une co-construction tout au long du débat. L'image de l'un et l'autre candidat n'a pas été donnée de manière définitive mais elle était sans cesse remise en cause.

La construction de celle-ci relevait du bras de fer. La construction d'une image de soi est une entreprise périlleuse. Il faut que le sujet politique sache quels sont les attentes de l'auditoire et les imaginaires auxquels il adhère. Il s'agira pour lui de savoir opérer le dosage adéquat pour créer son image.

Les deux adversaires ont affiché d'eux-mêmes des images à travers leur dire mais aussi en le montrant implicitement par le biais du discours. De même, ils se sont affublés les uns les autres d'images et ce de manière directe et indirecte. Cela dit, la manière directe était moins présente car elle affecte à celui qui en use fréquemment une image assez défavorable.

Les deux candidats politiques sujets de notre débat étaient connus de la scène politique bien avant celui-ci. Ils ont de ce fait une image préalable qui les définit en préambule à la confrontation qui a eue lieu entre eux.

Dans cet esprit, les deux adversaires se sont servis de l'ethos préalable de l'autre afin de venir l'attaquer et ternir son image. C'était, pour eux, une stratégie pour refuser l'ethos de compétence que l'un et l'autre a essayé d'instaurer de lui-même.

D'autre part, consciente de son ethos préalable et l'image de xénophobe que l'auditoire avait d'elle et qui a fait l'objet d'une attaque de la part de son adversaire ; MLP s'est servie du débat afin de tenter de réhabiliter son image. Il

s'agissait pour elle de tenter de nier l'image que la collectivité a entériné d'elle et d'introduire la nouvelle image qu'elle voulait donner.

Nous avons souligné que, dans ce besoin de dresser de lui une image favorable, les deux candidats ont fait appel au pathos. En effet, ils ont tablé sur l'affect de l'auditoire pour tenter de le persuader avec l'image du héros de la nation.

Pour ce faire, l'un et l'autre ont procédé à la description du chaos social tout en imputant les responsabilités du mal vécu à l'adversaire. En effet, dans l'identification de l'origine de ce chaos ; il était question de dresser de l'adversaire une image péjorative et affirmer qu'il était à l'origine des maux que vit la société. Enfin, les deux candidats ont essayé de dresser d'eux un ethos de présidentiable en montrant qu'ils possédaient, l'un et l'autre, l'ultime solution afin d'endiguer le chaos et instaurer une situation plus apaisante.

L'instance médiatique a été, durant ce débat, un énonciateur à part entière. Sa mission ne s'est pas limitée à inviter le duel en vue de le transmettre. À travers son aménagement de l'espace scénique, le choix du dispositif, les options de cadrage, les stratégies filmiques ainsi que les discours verbaux des journalistes présents sur le plateau ; elle a participé à créer du sens et à véhiculer des significations aux téléspectateurs.

Par ailleurs, si la provocation de cet événement voulait, dans ses grandes lignes répondre à un enjeu de crédibilité, l'analyse des modalités convoquées pour ce faire a montré qu'il s'agissait d'une visée spectaculaire.

D'autre part, le discours politique des deux candidats se devait de s'adapter au dispositif télévisuel qui lui permet d'émerger. Conséquemment, les discours générés étaient relativement simples. L'argumentation en prise dans ceux-ci s'est essentiellement articulée autour de stratégies identitaires. En effet, l'on a relevé un plus large recours aux stratégies qui appellent à la mise en place d'une image favorable de soi tout en disqualifiant l'adversaire en l'affublant d'une image défavorable.

La télévision réduit donc la politique, ainsi que le discours de ses sujets à une affaire d'image. Il semble que ce dispositif médiatique, lors d'un débat, réduit

l'argumentation politique et ne permet guère qu'elle soit rigoureuse et longuement réfléchie et exposée.

ملخص أطروحة الدكتوراه

كان الهدف الأساس من هذا العمل هو تسليط الضوء على مختلف الكيفيات التي اعتمدها المؤسسة الإعلامية من أجل إخراج النقاش الذي جرى بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية؛ فضلا عن التعرف على استراتيجيات الإقناع ذات العلاقة بالخطاب السياسي للمرشحين اللذين شاركوا فيه. لأجل ذلك، اعتمدنا على مناقشات الجولة الثانية من الانتخابات الرئاسية الفرنسية لسنة 2017، والتي تشكل مدونة بحثنا. وعليه، فإن النقاش الذي يشكل موضوع بحثنا هو نقاش غير متجانس من حيث جوهه. فهو وساطة تلفزيونية للخطاب السياسي. ويرتبط بذلك كون مؤسستين مختلفتين تعملان لخلق النقاش كمنتج نهائي.

المؤسسة الإعلامية هي آلة معقدة للغاية من آلات صنع المعنى. ولهذا السبب خصها شارودو (2005، ب) (Charaudeau (2005b) باسم "الهيئة الإعلامية". يُلمح ذلك إلى أن الأمر يتعلق بهيئة تشتمل على مختلف الفاعلين الذين يعملون معا لتحقيق هدف محدد بدقة. في إطار الهدف الذي ترمي إليه دراستنا، فإن هذه الهيئة هي هيئة مركبة من عناصر مختلطة؛ فهي تدور حول الصحفيين الذين يتولون تعديل النقاش، لكن أيضا حول جميع الفاعلين الكامنين في الظل في غرفة التحكم.

المؤسسة السياسية معقدة أيضا كسابققتها. وهذا ما أكسبها أيضا اسم "الهيئة السياسية" (شارودو (2005 أ) (Charaudeau، 2005a). تدور المؤسسة السياسية حول جهات فاعلة مختلفة تهدف إلى الوصول إلى سدة الحكم. للقيام بذلك، يتعين على الفاعل السياسي، الذي يمثل هيئته السياسية، أن يلجأ إلى استراتيجيات تمكنه من الحصول على السلطة. ومن ثم فإن النقاش الدائر فيما بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية هو الفرصة التي تتيح للمرشحين السياسيين اللذين يخرطان فيه بناء حجاج مناسب يسمح لهما بتحقيق أمثل إقناع.

وبما أن كل شيء يُعد خطابًا، فإننا ندرك حينئذ أن الخطاب الأخير الذي ينشأ أثناء هذا النقاش هو مزيج من التعاون بين هيئتين متميزتين لكل منهما آلياتها الخاصة وتطمح إلى هدف محدد للغاية. وانطلاقا من هذه المعايير نشأت إشكالية بحثنا الرئيسية؛ وهي: "ما هي الكيفيات التي تعتمدها المؤسسة الإعلامية

لتنظيم النقاش الدائر فيما بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية؟ وكيف يتم تجسيد استراتيجيات الجدل و"إيتوس" (الصورة التي يعطيها المتكلمون عن أنفسهم) المتجادلين في هذا النقاش؟ من أجل التمكن من الوصول إلى إجابات حاسمة، قمنا بصياغة مجموعة من الأسئلة الثانوية التي

تسمح لنا بصقل موضوع الدراسة وتشريحه أكثر من أجل تقسيمه، وهي:

• كيف تصوغ المؤسسة الإعلامية النقاش بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية ووفقا

لأي إجراءات؟

• هل تشارك الهيئة الإعلامية في بناء النقاش أم أن دورها يقتصر على الإشراف عليه؟

• هل يشارك الإخراج الإعلامي المطلوب برهان إعلامي ما، أم أنه يولّد مشهّدًا فحسب؟

• بأي كيفية يتم بناء الإقناع أثناء النقاش؟

• هل تتم الاستفادة من الحوار لبسط مختلف الاستراتيجيات الجدلية؟

• هل يختلف الحجاج المطروح من مترشّح إلى مترشّح آخر أم أن أيديولوجية الجبهة الوطنية تسمح باستدعاء

نفس الأدوات لإقناع الجمهور؟

• كيف يمكن بناء صورة ذاتية في هذا النقاش؟

تسمح لنا الإشكالية والأسئلة التي تثيرها ببلوغ الهدف الذي وضعناه لأنفسنا قبل إنجاز هذا العمل. هذا

الهدف ذو شقين لأنه يتعلق، في مرحلة أولى، بتشريح عمل الهيئة الإعلامية المشاركة في هذا النقاش من

أجل التمكن من تحديد انخراطها في بناء المعنى النهائي؛ ويتعلق في مرحلة ثانية بتسليط الضوء على

الاستراتيجيات المختلفة التي يستخدمها المترشّحان السياسيان لأجل التمكن من جذب الجمهور الذي يتحدثان

إليه وهذا في برنامج تلفزيوني.

من أجل التمكن من الإجابة على الأسئلة المختلفة وتحقيق أهدافنا، في السياق ذاته، فقد قسمنا العمل

إلى جزأين مختلفين دعا كل منهما إلى اتّباع منهجية محددة وإجراء تحليل معيّن. وعلاوة على ذلك، يندرج

بحثنا في المقام الأول في مجال تحليل الخطاب. ونظرًا لكون هذا التخصص متعدد التخصصات من حيث جوهرة، فإنه يسمح لنا باللجوء إلى أكثر من نظرية واحدة تسمح لنا بتشريح موضوع الدراسة قدر الإمكان. يحاول القسم الأول من العمل تشكيل تصوّر عن النقاش الذي جرى بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية بوصفه موضوعا للدراسة الإعلامية. فقد كان هذا القسم إذن فرصة للتفكير في اشتغال وسائل الإعلام بشكل عام، وفي اشتغال الوسائط التلفزيونية بشكل خاص. في هذه الحالة بالضبط، استقينا المعلومات الضرورية التي تسمح لنا بفهم كيفية اشتغال هذه الوسائط (Jost، 2007)؛ وعلى وجه الخصوص كيفية توظيف المعلومة داخلها، استقينا المعلومة من أعمال (مؤلفات) Jamet و Janent (1999).

ومن ناحية أخرى، ينبغي ألا نتغاضى عن أن وسائل الإعلام والسياسة تربطهما علاقة قديمة بقدر ما هي وثيقة. وأنه يمكن تفسير التغييرات في كل من المؤسستين بعلاقة السبب والنتيجة. إن إنشاء سلسلة نسب لهذه العلاقات يمكن من فهم التأثير المتبادل لإحدهما على الأخرى بالإضافة إلى عواقبه المحتملة التي تنعكس في خطابات كل منهما (Mouchon، 1998).

وبما أننا نسعى فيه إلى تفسير انخراط مشاركة وسائل الإعلام في إقامة النقاش، فقد لجأنا إلى المقاربة السيميائية الخطابية للتواصل الإعلامي على الوجه الذي حدده شارودو (2005 ب). تسمح لنا هذه المقاربة بتحليل الخيارات المختلفة للهيئة الإعلامية في إنشاء آلية المناقشة: السينوغرافيا، وإعداد الإطار، والأدوار الصحفية، كلها كفاءات يكشف عنها هذا التحليل.

لقد جمعنا بين المفاهيم التي ذكرها نيل (1998) وشارودو (2005 ب) من أجل أن نتمكن من فهم الأدوار التلقائية المستدعاة في تنشيط النقاش وإدارته. إذ إن القيام بهذه الأدوار يساهم، في بعض الحالات، في فرض بعض القيود على المرشحين السياسيين.

وفضلا عن ذلك، تقوم وسائل الإعلام، بما في ذلك التلفزيون، بإعداد إجراءات لإيصال المعلومة. هدف وسائل الإعلام هو الإعلام لأن هدف الإعلام هو السبب الكامن وراء إنشاء وسائل الإعلام. ومن ناحية

أخرى، تحتاج وسائل الإعلام إلى جعل منتجاتها مربحة حتى تتمكن من البقاء في الساحة الإعلامية. توضح هذه الحقيقة الأخيرة أن وسائل الإعلام تميل في بعض الأحيان، من خلال المنتجات التي تطرحها، تميل أكثر نحو الإثارة في العرض حتى تتمكن من جني الأرباح. هذه هي الفكرة التي على أساسها أخضعنا موضوع دراستنا إلى تحليل سيميائي اجتماعي (Charaudeau، 2005b) من أجل تحديد الهدف الإعلامي من خلال الإخراج المفضي إلى النقاش الذي نحن بصدد دراسته.

وأما القسم الثاني فيتطرق إلى المكوّن الجدلي الذي يهيمن على موضوع الدراسة. في الواقع، إن الخطاب الناتج عن الحوار الذي يدور بين المترشحين السياسيين مقنع من حيث جوهره. يرى كلا المترشحين في المناظرة فرصة لإغراء المترشحين الناخبين. ولأجل ذلك، فكل منهما يبذل ما في وسعه لإقناعهم بالتصويت له يوم الانتخاب. يشكل تحليل الجدل في الخطاب الذي وضعه أموسي (2000) القاعدة التي يستند عليها هذا القسم من البحث. ولكن، بما أنّ الخطاب الجدلي موضوع المدونة محكوم بحوار ما، فإننا سنجمع بين هذا التحليل وبين المقاربة التي أوضحها شارودو Charaudeau (2017) في دراسته حول الإقناع في المناقشات العامة.

ولقد سبق وأن أوضح بيرلمان (1958) أن بناء الجمهور شرط لا غنى عنه يزيد من فرص الفوز بتعاطفهم. بهذا المعنى، قمنا بتتبع أدلة الخطاب المختلفة (Kerbrat-Orecchioni، 1980) من أجل معرفة كيفية الإشارة إلى الجمهور في خطاب المرشحين. يتسم بناء الجمهور بأهمية كبيرة، خاصة وأن شارودو Charaudeau (2005 أ) قد أوضح أن الخطاب السياسي موجه في المقام الأول إلى هيئة المواطنين.

لقد راجعنا مختلف الاستراتيجيات الجدلية التي استخدمها المترشحان لإقناع الجمهور المعني؛ فاعتمدنا على أعمال (مؤلفات) مختلفة لوضع شبكة التحليل الخاصة بنا (Aristote، 1991؛ Reboul، 1991؛ Plantin، 2000؛ Charaudeau، 2005a).

وبما أن الصورة مكون أساس في الموضوع السياسي، فقد قمنا، على أساس من التحليل الجدلي، بتتبع "إيثوس" طرفي المناظرة أثناء النقاش. واستخدمنا سلسلة من الصور السياسية التي سردها Charaudeau (2005 أ) لتبيان كيف تتكون تشاركيا صورة المرشحين المتفاعلين بالاستناد إلى طريقة كيربرات أوريكيوني وشاني Kerbrat-Orecchioni و Chanay (2007).

لا يعدو النقاش السياسي المتلفز سوى أن يكون بناء إعلاميا. يمر هذا البناء عبر إجراءات الإنتاج ليبلغ الأدوار التلقظية للصحفيين المسؤولين عن إدارة الحوار. تهتم الإجراءات الاستراتيجية التي تم تنفيذها في النقاش الذي يشكل موضوع دراستنا اهتماما بالغا بمعاملة المرشحين على قدم المساواة. هذه المعاملة هي ثمرة مفاوضات طويلة بين الهيئتين: الهيئة الإعلامية والهيئة السياسية. ولقد استقر اختيار الصحفيين الذين ينشطون النقاش على أسماء وقع عليها إجماع المترشحين معا. تم فحص كل شيء بعناية: أدوار التحدث، والموضوعات المخطط لتناولها بالإضافة إلى استراتيجيات التصوير. فيما يتعلق بهذه النقطة الأخيرة، تمكنت الهيئة الإعلامية من التفاوض بشأن استخدام تقنية اللقطات التفصيلية في عرض المناظرة على الشاشة. وينبغي التذكير بأن هذه التقنية جذابة في جوهرها.

يبدو أن النقاش فيما بين الدورين الأول والثاني من الانتخابات الرئاسية الفرنسية هو الحدث الرئيسي في كل حملة انتخابية. وتتعكس الأهمية التي تولى لهذا الأخير في إعداد المشهد الذي اختارته الهيئة الإعلامية. وتظهر مساحة عرض المشهد كمساحة دائرية مغلقة معزولة عن أي استمرارية مكانية-زمانية. ينم ذلك عن حقيقة أن هذا الحدث وحده يعلق عليه مصير شعب بأكمله. إن عزل هذا الحدث بهذه الطريقة يبرز طابعها الحصري. ولقد تمكنت الهيئة الإعلامية من خلال التصوير من عزل مختلف الفاعلين الموجودين في البلاطو. وفضلا عن ذلك، تم تفضيل وضع الجلوس كأن الأمر يتعلق بتقليد وضع المشاهد.

كانت خيارات التأطير (الكادراج) ورقة رابحة حقيقية لهيئة الإخراج. إذ يدور النقاش في المكان الوحيد نفسه. وفضلا عن ذلك، فإن وضع الجلوس الذي يدور فيه النقاش يجمّد مساحة غير متحركة منذ البداية.

كان للإطارات المختلفة التي استخدمها المخرج، بالإضافة إلى الزوايا المختلفة للقطات، ميزة منح إمكانية النقاش نوعاً من الحركة. تهدف هذه الحركة إلى عدم إرهاق المشاهد.

بعد ذلك، مكّنت سلامة اللقطات التي تم استعمالها من التفاوض على المسافة بين الفاعلين الموجودين في البلاط والمشهد الذي يشاهدها. لأجل ذلك، كانت المسافة الشخصية هي الأكثر استحضاراً. علاوة على ذلك، خضع استخدام المسافة العامة لمنطق دقيق للغاية ومكّن من نقل المعنى بصرياً إلى المشاهدين. ومن ناحية أخرى، نجحنا في إثبات أن عرض المترشحين على الشاشة لم يتم دائماً بالطريقة ذاتها. تم تأطير إيمانويل ماركون في لقطة مقرّبة تشمل النصف الأعلى من الجسم (الجدع). افترضنا أن هذه هي اللقطة الأنسب لتسليط الضوء على لغة جسد المترشح وتعبيرات وجهه؛ إذ إن هذه اللقطة تُظهر الشخص بوضوح كبير عند التحدّث. تمّ تأطير "مارين لوبان" تأطيراً أكبر في لقطة صدر ضيقة، وهي لقطة تبرز تعابير وجه الطرف الفاعل. ومع ذلك، استفاد إيمانويل ماركون من وقت أطول على الشاشة مقارنة بمنافسته. كان استخدام اللقطات التفصيلية ضئيلاً وأقل من غيره. وتم استخدام هذا النمط من اللقطات بشكل رئيسي في مراحل الحوار الحاد.

تتمثل إحدى خصوصيات النقاش في كونه بُنّي على المباشر. والبث المباشر لا يدع مجالاً للمونتاج (التركيب)، وهذا هو السبب في كون التقطيع الذي أنجز داخله سمح لهيئة الإخراج بأن تثبت نفسها كمتلقّظ كامل العضوية. لقد أظهرنا أن إدراج اللقطات التفصيلية يميل نحو الإثارة، وخاصة عندما يُظهر للمشاهدين ردود الفعل الصامتة لأحد المتناظرين ومُنَاظِرِهِ الثاني. كما يسمح التقسيم بتنشيط اللقطات والمرور من واحدة إلى أخرى. يسمح الإخراج، بهذا المعنى، بإعطاء نوع من الحركة للنقاش من خلال إجراء تغييرات موجزة للغاية في اللقطات.

ينبغي تسجيل الأدوار التي يؤديها الصحفيون على أنها ذات هدف إعلامي وهدف جذب المشاهدين على حد سواء. فهم يضاعفون، بعض الأحيان، جهودهم لإطلاع المشاهد على برامج الخصمين؛ ويستدعون،

في أحيان أخرى، عناصر معينة لإثارة الجدل وبالتالي خلق مشهد. ومع ذلك، فقد وضعوا، أثناء تنفيذ مهمتهم، قيودًا وإكراهات على المترشحين السياسيين من خلال إنهاء حجاجهم أو من خلال توجيهه.

كان الإخراج التلفزيوني للنقاش يتطلع، أكثر ما يتطلع، إلى هدف جذب المشاهدين. ولقد راجعنا مختلف المعايير من أجل الوصول إلى هذا الاستنتاج: الهيكلة الموضوعاتية للنقاش، والتماس عناية المشاهد، ووقت بث البرنامج (الحصة التلفزيونية) بالإضافة إلى إكراهات الوقت، كلها من العوامل التي تشارك في إنشاء العروض. وعلاوة على ذلك، فإن الصورة التلفزيونية، التي هي ذات طبيعة حسية، تضاعف المكون المذهل للحدث.

لقد تساءلنا أيضا إلى أي مدى تسعى الهيئة الإعلامية إلى إعلام المشاهد في هذا النقاش. بمعنى آخر، هل كان الهدف من النقاش، المحدد في إطار عقد اتصال إعلامي، يندرج صراحة ضمن منظور إعلامي. عندئذ أكدنا أن الهيئة الإعلامية قد استبعدت، عند إقامة النقاش، استخدام التحقق من الحقائق. هذا التحقق له خاصية التحري في دقة وصحة المعلومات التي تم إدراجها من قبل الفاعلين السياسيين.

ونتيجة لذلك، فإن الهيئة الإعلامية تترك للمشاهد مهمة تقدير المعلومات التي يبثها كل من السياسيين. إذ يبقى هو القاضي النهائي في هذا السجال. من خلال اعتماد هذا التدبير، تتحرف الوسيلة الإعلامية عن مهمتها الأساسية المتمثلة في: إعلام الجمهور بما يجري في العالم من أحداث.

لكي نحاول إقناع الجمهور، من الجوهرى أن نخاطبه خطابًا يتعرف فيه أفراد ذلك الجمهور على أنفسهم. لذلك، حاول المترشحان بناء خطاب يتمكن من استرضاء الجمهور بكل ما فيه من عدم التجانس. ولقد قمنا بتتبع دلائل الخطاب المختلفة في خطابي المترشحين لنرى كيف يُذكر الجمهور في خطاب كل منهما.

وجدنا ذكرا صريحا للجمهور من خلال استخدام التسميات العادية الصريحة وأوصاف الجمهور واستخدام الضمائر الشخصية. كما تم تسجيل ذكر الجمهور ذكرا ضمنيا وذلك من خلال استحضار العناصر الدالة على الرأي والاعتقاد الذي تميزه. وبما أن بناء الجمهور هو استراتيجية جدلية، فقد كان إيمانويل ماكرون هو

الشخص الذي سعى إلى تغطية أكبر عدد ممكن من فئات الجمهور للوصول إلى أكبر عدد ممكن من الناخبين.

يتوجه الخطاب السياسي إلى هيئة مواطنة مكونة من أفراد مختلفين ومتباينين. من هذا المنظور، لاحظنا أن الخصميين استخدموا خطابًا بسيطًا نسبيًا حتى يفهمه أكبر عدد من المشاهدين. للقيام بذلك، قاما بدمج عمليتي الأفراد والاختزال لتحقيق البساطة المرغوبة، ولكن أيضًا لجعل مقترحاتهما تؤثر أثر الصيغ المنطقية؛ لأن الصيغ المنطقية لها تأثير مقنع لا يمكن إنكاره.

لقد تبين أن استراتيجيات التأيير (الكادراج) كانت نواقل مقنعة حقيقية. وسمح اللجوء إلى استعمال هذه الاستراتيجيات بجعل كل من الشخصيتين السياسيتين تستحوذ على النقاش، وتهاجم الخصم، ولكن أيضًا تخلق انحرافًا وتعيد النقاش إلى مجال اختصاصها من أجل الظهور بمظهر جيد.

إن سمة أي نقاش يشبه النقاش الذي نحن بصدد دراسته لا تتمثل في جعل برنامج صاحبه يسود فحسب، بل تتمثل في جعله يشكل مناسبة لنزع أهلية الخصم. للقيام بذلك، تم إحصاء العديد من الهجمات: كمهاجمة مشروع الخصم من حيث أقواله، وإلا فمهاجمة إستراتيجيته التواصلية؛ ومهاجمة الشخص ذاته التي تمس مباشرة بالتصرفات العقلية أو النفسية للفرد. كانت هذه الأخيرة أقل استعمالًا لأنها توشك أن تصبح شتما وعنفا لفظيا. وعلى عكس ما قد يعتقد المرء، فقد كان إيمانويل ماكرون هو من استخدم هذا النوع من الهجوم أكثر من غيره.

على الرغم من تصنيف هذه الحجج على أنها حجج زائفة عن حسن نية، إلا أنها مرغوب فيها جدا في مجال السياسة. ومدونتنا لم تشدّ عن هذه القاعدة، إذ لاحظنا أن المترشحين يستخدمونها استخدامًا متزايدًا. لقد تم لعب استراتيجيات الاختبار على مراحل متتالية من الأخذ والردّ تباينت بين التبرير والتفنيد. ولأجل القيام بذلك، استخدم كلا الخصمين السياسيين سلسلة من الحجج لدعم أفكاره في إطار التبرير؛ والتوصل إلى تفكيك الحجة المعارضة بإثارة حماقتها في إطار التفنيد. وقد لاحظنا استخدام الحجج المنتمية إلى أنماط مختلفة: من حجج شبه منطقية، وحجج قائمة على بنية الواقع وحجج تؤسس بنية الواقع.

بالإضافة إلى ذلك ، استخدمت مارين لو بان نفس الحجج التي استخدمها منافسها، ولكن مع ترددات أقل أحياناً، وأعلى أحياناً أخرى، حسب نوع الحجة المعنية. هذا يشير إلى أن استراتيجية الجبهة الوطنية ليست مختلفة جداً ولا حصرية. ومع ذلك، كانت مارين لو بان، باستمرار، في وضع من يهاجم خصمه. وكانت استراتيجيتها التواصلية تتمثل في محاسبة خصمها إلى حد أنها لم تردّ على أسئلة الصحفيين. في واقع الأمر، طغى الهجوم على استراتيجيتها الاتصالية. ولعل ذلك يفسر حقيقة أنه يُعتقد أن مترشحي اليمين المتطرف غير قادرين على الجدل بشأن الجوهر؛ وبخاصة أن التلفزيون يعطي شحنة حسية عالية بشكل ملحوظ للأحداث التي ينقلها إلينا.

تم بناء "الإيتوس" (الصورة التي يعطيها المتكلمون عن أنفسهم) بناءً مشتركاً طوال النقاش. ولم يتم تقديم صورة أحد المترشحين بشكل نهائي، ولكن تم التشكيك فيها باستمرار.

كان بناء صورة المترشحين نوعاً من صراع القوة. فبناء صورة عن الذات هو مسعى مخوف بالمخاطر. إذ يجب أن تعرف الشخصية السياسية ما هي توقعات الجمهور والتخيلات التي يقبل بها. بالنسبة له. فالأمر سيتعلق بمعرفة كيفية استخدام الجرعة الصحيحة لإنشاء صورته.

عرض كلا الخصمين صوراً عن نفسه من خلال أقواله ولكن من خلال إظهارها ضمناً من خلال الخطاب. وعلى غرار ذلك، فقد أعطى كل منهما صوراً ساخرة عن الآخر، بشكل مباشر وغير مباشر. ومع ذلك، فقد كان إعطاء صور ساخرة بشكل مباشر أقل حضوراً لأنه يعطي عمّن يستخدمه بشكل متكرر صورة غير مواتية إلى حد ما.

كان المترشحان السياسيان اللذان يمثلان طرفي النقاش الذي نحن بصدد دراسته معروفين على الساحة السياسية قبل فترة طويلة من هذا النقاش. لذلك فإن لديها صورة مسبقة تعرف بهما في شكل مقدمة للمواجهة التي تدور بينهما.

من هذا المنظور، استخدم كلا الخصمين "الإيتوس" الجاهز للخصم الآخر للهجوم عليه وتسويد صورته. كان ذلك بالنسبة إليهما إستراتيجية لرفض "إيتوس" الكفاءة التي حاول كلاهما تأسيسها لنفسه.

من ناحية أخرى ، إدراكًا من مارين لو بان لإيئوسها السابق والصورة المعادية للأجانب التي كانت لدى الجمهور عنها والتي كانت موضوع هجوم عليها من قبل خصمها؛ فقد استخدمت النقاش في محاولة لإعادة تأهيل صورتها. كان الأمر يتعلق بالنسبة إليها بمحاولة إنكار الصورة التي كرّسها المجتمع عنها وتقديم الصورة الجديدة التي تريد إعطاءها عن نفسها.

لقد أكدنا أنه لما احتاج كل من المترشحين إلى رسم صورة إيجابية عنه، فقد ناشد كل منهما إثارة عواطف "باثوس" المشاهدين. فقد اعتمدا، في الواقع، على التأثير على الجمهور في محاولة إقناعه بصورة بطل الأمة.

للقيام بذلك، تطرق كلاهما إلى وصف الفوضى الاجتماعية بينما نسب مسؤوليات التجربة السيئة إلى الخصم. في الواقع، في تحديد أصل هذه الفوضى؛ كان الأمر يتعلق برسم صورة ازدياد للخصم وادعاء أنه أصل الشرور في المجتمع. وفي الأخير، حاول كل من المترشحين أن يشكل لنفسه "إيئوس الشخص المناسب للرئاسة من خلال إظهار أن كلاهما لديه الحل النهائي من أجل وقف الفوضى وخلق وضع أكثر هدوءًا.

كانت الهيئة الإعلامية، طوال هذا النقاش، خطيبة مستقلة بذاتها. إذ لم تقتصر مهمتها على الدعوة إلى السجال من أجل نقله. من خلال ترتيبها للمشهد، واختيار الإجراءات، وخيارات التأطير (الكادراج)، واستراتيجيات الفيلم بالإضافة إلى الخطابات اللفظية للصحفيين الحاضرين على البلاطو؛ شاركت في خلق المعنى ونقل المعاني للمشاهدين.

علاوة على ذلك ، إذا كان الاستفزاز في هذا الحدث يهدف، بشكل عام، إلى الاستجابة لرهان المصادقية، فإن تحليل الكيفيات المستعملة للقيام بذلك أظهر أنه كان يهدف إلى خلق الفُرجة.

من ناحية أخرى، كان على الخطاب السياسي لكل من المترشحين أن يتكيف مع إجراءات النقل التلفزيوني التي تسمح له بالبروز. ونتيجة لذلك، كانت الخطب التي أُلقيت بسيطة نسبيًا. إذا دار الجدل المتضمن فيها بشكل أساس حول استراتيجيات الهوية. فقد سجلنا، في واقع الأمر، استخدامًا كبيرًا

للاستراتيجيات التي تدعو إلى إنشاء صورة ذاتية مواتية مع الحط من أهلية الخصم من خلال تصوير صورة غير مواتية.

وعليه فقد اختزل التلفزيون السياسة، وكذلك خطاب مدعويه، في مسألة صورة. يبدو أن هذا الجهاز الإعلامي يقلل، أثناء المناظرة، من الحجاج السياسي ولا يكاد يسمح له بأن يكون صارمًا ومدروسًا ومعروضًا بروية.

Résumé :

Nous nous proposons dans cette recherche de nous intéresser aux mécanismes médiatiques et argumentatifs qui régissent le débat de l'entre-deux-tours. Pour ce faire, nous avons soumis le débat du second tour des présidentiels françaises de 2017 à une approche interdisciplinaire compte tenu de son double aspect linguistique et audiovisuel. L'approche sémio-discursive a été convoquée pour mettre la lumière sur les modalités choisies par l'instance médiatique afin de réaliser le débat. Nous avons, par la suite, fait appel à l'analyse du discours, et plus spécifiquement l'analyse argumentative, pour montrer comment se met en place la persuasion pendant le duel.

Mots-clés : Persuasion ; dispositif ; mise en réalisation ; rôle énonciatif ; auditoire ; stratégie argumentative ; argument ; discours politique ; ethos discursif.

Abstract :

In this research, we intend to focus on the media and argumentative mechanisms that govern the inter-round debate. To do this, we submitted the debate of the second round of the French presidential elections of 2017 to an interdisciplinary approach given its dual linguistic and audiovisual aspect. The semidiscursive approach was convened to shed light on the modalities chosen by the media body to carry out the debate. We then used discourse analysis, and more specifically argumentative analysis, to show how persuasion is implemented during the duel.

Key words : Persuasion; device; implementation; declarative role; audience; argumentative strategy; argument; political discourse; discursive ethos.

ملخص:

نقترح في هذا البحث التركيز على وسائل الإعلام وآليات الجدل التي تحكم خطاب النقاش بين الجولتين. ولتحقيق ذلك، أخضعنا خطاب نقاش الجولة الثانية من الانتخابات الرئاسية الفرنسية من عام 2017 لنهج متعدد التخصصات نظرا إلى الجانب اللغوي والسمعي البصري المزدوج. تمت دعوة النهج شبه الخطابي لإلقاء الضوء على الأساليب التي اختارتها الهيئة الإعلامية لإجراء النقاش. استخدمنا تحليل الخطاب، وبشكل أكثر تحديداً التحليل الجدلي، لإظهار كيفية إنشاء الإقناع.

الكلمات المفتاحية: إقناع؛ جهاز؛ التنفيذ؛ جمهور؛ استراتيجية جدلية؛ خطاب سياسي